

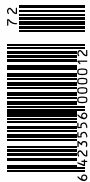
REGARD

regard.ro

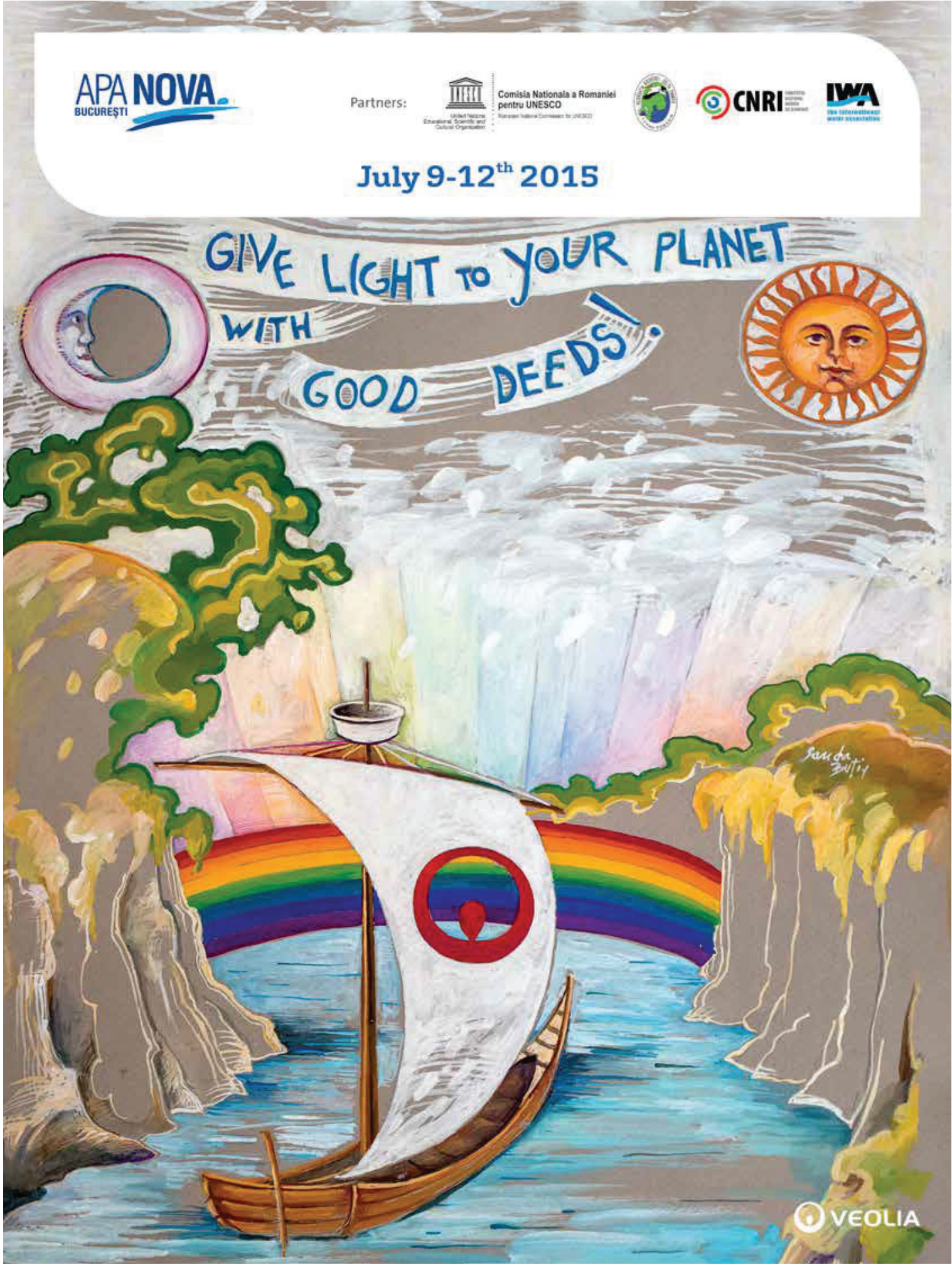


Quelle famille?

Regard 72
15 octobre - 15 décembre 2015
12 lei



6423332000071



Regard 72 15 octobre - 15 décembre 2015

RENCONTRE

Andrei Nagy 4

SOCIETE

Mafia de pierre 10
Un an avec Klaus 13
Mémoire 17

A LA UNE

Quelle famille ? 22

ECONOMIE

En suivant l'étincelle 38
Quel cap environnemental pour la Roumanie ? 42
Entretien avec l'économiste Laurian Lungu 46

HORS FRONTIERES

L'ombre hongroise 50
Désespérément endémique 53
Coup de main forte à Chișinău 56

CULTURE

Mémoire à vif d'une orpheline 60
Corps commun 64
Voyage dans l'effroyable 70

HORS CHAMP

Le 27 septembre dernier, près de 48% des électeurs catalans ont voté pour les partis en faveur de l'indépendance de la Catalogne. Et la répartition des sièges est ainsi faite que cela leur permet d'être majoritaires au sein du Parlement régional. La suite ? Toujours plus de pression sur Madrid afin d'obtenir davantage que l'*Estatut d'autonomia*, pourtant renforcé en 2006 : l'indépendance totale. Certes, la Catalogne est diverse ; à Barcelone, une nette majorité ne souhaite pas se détacher de l'Espagne. Mais le courant indépendantiste est fort, indéniable, il a notamment été alimenté par un pouvoir central obtus qui ne sait que brandir la Constitution. En septembre 2014, quand les Ecossais lancèrent leur propre référendum sur l'indépendance – le non l'avait alors emporté –, les *Tories* londoniens avaient fait preuve d'un peu plus d'ouverture, conscients des sensibilités. Car rarement en Europe les mouvements séparatistes ont été aussi virulents – hormis l'action terroriste de certaines organisations telles l'ETA basque, active surtout dans les années 1970, qui a déposé les armes depuis 2011. Si les racines de ces revendications sont nombreuses, la raison économique prédomine souvent... « On s'en sortira mieux sans avoir à payer pour les autres », dit-on tout bas, ou tout haut. En Ukraine, c'est un peu différent, il s'agit surtout de ferveur patriotique, et d'histoire – lire notre petit point sur la situation page 57. Et en Roumanie, les propositions de l'UDMR, le principal parti de la minorité hongroise, n'ont jamais inclus l'indépendance mais simplement plus de décentralisation et de reconnaissance culturelle. Certaines demandes de type régionaliste sont tout à fait légitimes. Par contre, indépendantisme ou séparatisme rime indéniablement avec nationalisme, de façon plus ou moins prononcée. Face aux dilemmes et à la force de ces particularismes dans un monde qui se veut global, un temps d'arrêt s'impose peut-être, un temps de réflexion, un temps pour la mémoire. C'était il y a 70 ans, seulement 70 ans. A cause d'un nationalisme terrifiant, l'Europe sortait meurtrie de la Seconde Guerre mondiale. Sans doute marqué par la lecture récente de *Kaputt* du correspondant de guerre italien Curzio Malaparte, je me dis qu'il faudrait se rappeler davantage, encore et toujours. Et reprendre aussi les principes fondamentaux de la construction européenne, notamment celui de subsidiarité qui évoque si intelligemment l'équilibre faisable entre l'union et la diversité, entre un pouvoir central et le pouvoir local.

Laurent Couderc

Couverture : Sorina Vasilescu

Chez IBM depuis trois ans, Andrei Nagy occupe le poste d'« Enterprise Account Manager », chargé des relations entre son employeur et d'autres sociétés, principalement des banques. En parallèle, il termine un doctorat en sociologie, avec une thèse sur les paiements sans numéraire et leur impact sur la population. Les nouvelles technologies et lui, une longue histoire...

DIXIT un expert IT

Regard : Comment votre parcours professionnel a-t-il épousé les changements opérés en Roumanie depuis 25 ans en matière de nouvelles technologies ?

Andrei Nagy : J'ai fait la faculté de cybernétique, où j'ai étudié les mathématiques appliquées à l'économie. Ce fut intéressant, mais à l'époque, le pays était complètement déphasé par rapport à l'Ouest. On n'avait pas de connexion à Internet, ni les connaissances. Il n'y avait que 500 000 lignes téléphoniques dans les années 1990, pour 20 millions d'habitants... Tout était à créer : des réseaux, l'infrastructure IT, et une culture en matière de nouvelles technologies. J'ai alors monté une « start-up » en ligne, un magasin avec toutes sortes de produits disponibles sur le marché. Mais peu de gens pouvaient accéder à notre catalogue, les Roumains possédaient rarement un ordinateur. Il fallait aussi des mécanismes de paiement en ligne, or la première carte bancaire émise en Roumanie en lei n'est arrivée qu'en février 2001. Il fallait patienter, j'ai donc décidé de faire un master en publicité à SNSPA (Ecole nationale de sciences politiques et

d'administration, ndlr), avant d'intégrer l'équipe du secrétaire d'Etat pour les IT, ce qui m'a permis de participer à des groupes de travail au sein de la Commission européenne. Puis, en 2006, j'ai été recruté par la société Oberthur qui fabrique, entre autres, des cartes bancaires. En 2007, l'entrée dans l'Europe changera tout, avec une croissance exponentielle dans tous les domaines. Le pays connaît alors des phases de conceptualisation et d'implantation ultra rapides. Les fonds européens arrivent en masse pour les IT car sans elles, il est impossible de se développer économiquement. En 2010, j'ai intégré Alcatel-Lucent, dans les télécoms pour le secteur public. Puis en 2012, je suis rentré chez Mastercard, et enfin chez IBM en 2013.

Pourquoi les Roumains sont-ils aussi friands de nouvelles technologies ?

Pour les populations à ressources limitées, grâce aux fonctionnalités, les gadgets représentent un moyen de se différencier. C'est un élément moteur. Dès l'apparition des premiers téléphones mobiles, l'important pour les gens était d'en avoir un dans

une perspective de positionnement social, comme avec les voitures. Dans l'inconscient collectif, la technologie fait partie des besoins importants. Cela a été très vite compris par les vendeurs au niveau global. Puis, avec les smartphones, on a assisté à un boom en termes de fonctionnalités. Avant, ce qui comptait, c'était la taille, le portable devait être le plus petit possible. Le reste importait peu car on n'utilisait pas Internet, ni la vidéo ou les photos. Mais l'apparition des multi-fonctionnalités a tout changé : désormais, on veut un téléphone dernière génération pas seulement pour son look mais parce qu'il filme de telle façon, qu'il permet un accès rapide à Internet, et qu'on voit mieux avec un écran plus grand. Aujourd'hui, 73% des foyers roumains possèdent au moins un smartphone, selon les derniers chiffres. La somme de tous les abonnements téléphoniques, cartes comprises, est supérieure à la population totale du pays, depuis longtemps déjà. Les tablettes, elles, sont arrivées il y a trois ans, mais déjà 36% des foyers en posséderaient au moins une. Avant, les Roumains avaient peur du grand écran, d'un clavier ou d'une souris. Le

Andrei Nagy, 38 ans, est expert en nouvelles technologies. Ce « géant » (2 mètres 03), originaire de Câmpia Turzii, a enchaîné les créations de « start-ups », les postes à responsabilité dans plusieurs grandes sociétés et une place dans l'équipe du secrétaire d'Etat pour les Technologies de l'information (IT) en 2005. « C'était l'époque des grands travaux, juste après l'entrée dans l'OTAN, le feu vert accordé aux compagnies étrangères pour venir s'installer en toute sécurité en Roumanie », se rappelle-t-il.



smartphone a décomplexé les utilisateurs. C'est la même chose avec la tablette, l'écran est simplement plus grand et c'est plus pratique qu'un ordinateur.

Avez-vous quelques exemples de nouvelles applications en passe de pénétrer le marché européen ?

Oui, par exemple une nouvelle tendance lancée par Apple pour les systèmes de paiement : Apple pay (service de paiement mobile à partir des produits Apple, smartphones, tablettes, ndlr). Cela a commencé aux Etats-Unis et vient d'arriver en

Angleterre, il y a deux mois. Et devrait arriver ici début 2016. Sinon, deux applications ont le vent en poupe actuellement : Periscope, développée par Twitter, et sa concurrente Meerkat, qui offrent la possibilité de diffuser des vidéos de n'importe où dans le monde, celles-ci pouvant être vues en direct par les autres utilisateurs de la plateforme.

Comment les Roumains jugent-ils l'impact de ces technologies sur leur quotidien ? Notamment leurs aspects négatifs, le caractère chronophage, la perte d'attention...

Pareil qu'ailleurs. On évoque des hypothèses mais rien n'est vraiment prouvé. Tout le monde se rend bien compte que si notre téléphone sonne pendant que l'on est en train de faire quelque chose, cela détourne notre attention. Idem lorsqu'un « pop-up » (fenêtre secondaire qui s'affiche sans avoir été sollicitée par l'utilisateur, ndlr) apparaît sur notre écran. Mais au final, les gens parviennent toujours à travailler, malgré Internet et les mails. Désormais, les grandes compagnies encouragent leurs employés à être actifs sur les réseaux sociaux, et cela en permanence. Chez IBM, on nous dit de travailler avec un iPad. C'est la

direction qui l'impose, on est mobiles et connectés de façon continue. Selon moi, c'est de cette façon que l'on peut appréhender l'avenir. Pour revenir à votre question, je ne pense pas que l'on perçoive les nouvelles technologies de manière différente en Roumanie, nous y avons eu accès en même temps qu'à l'Ouest, finalement. Pareil pour les réseaux sociaux : il y a aussi des gens en Roumanie qui y sont opposés. Mais la majorité les perçoit comme bénéfiques, c'est devenu tellement primordial en termes de promotion ou pour accéder à des groupes de discussion. Pour les plus âgés, c'est différent, on se souvient de la période communiste où les services secrets espionnaient la population. Pourquoi donner gratuitement des informations alors qu'à une certaine époque tout pouvait être utilisé contre vous ? D'où leur réticence, mais elle disparaîtra.

« *Il n'y avait que 500 000 lignes téléphoniques dans les années 1990, pour 20 millions d'habitants...* »

Que deviendra le paysage médiatique bouleversé par ces changements technologiques ?

D'après moi, la presse écrite pourra se financer en développant le numérique. Bientôt le papier ne sera plus que symbolique. Certes, il existe une grande différence entre le contenu en ligne et celui imprimé. L'écran, lui, est plus petit, le nombre de mots que l'on peut y intégrer est réduit. Le lecteur y recherche des titres et éventuellement un ou deux paragraphes, pas davantage. Le numérique est notamment friand de presse à scandale dont le modèle se prête parfaitement aux médias en ligne. Mais il y a d'autres avantages : avec les réseaux sociaux, les utilisateurs sont à la source de l'événement. Au final, le besoin de lire la presse se réduit sauf si celle-ci apporte une réelle plus-value. Pour le consommateur, c'est

parfait, il n'a plus besoin de se déplacer, et en plus c'est gratuit. Selon moi, la technologie aura toujours plus son mot à dire ; il y a déjà des applications qui classent les contenus en fonction de nos intérêts, plus besoin de chercher. Pour la radio, je ne sais pas vraiment comment elle se financera, on en est encore à la phase d'exploration. En termes d'interaction, il y a des différences entre une radio en ligne et une radio classique. En ligne, l'utilisateur peut interagir avec le public en direct, commenter la page du site, changer une chanson, choisir, s'exprimer. C'est plus dynamique. Pour la télévision, c'est encore plus complexe. Il n'existe toujours pas de forme d'interaction simple. Si l'on parle d'un concert à venir, le téléviseur devrait être en mesure, via une application, d'identifier le contenu et d'offrir des informations en plus, sur le groupe, le lieu du concert, etc. En somme, il faudrait un second écran, complémentaire.

Cela n'existe toujours pas ?

A ce que je sache, non, les chaînes ont trop peur de perdre le contrôle sur leurs sources de revenus. La télévision est loin d'être aussi rentable qu'il y a 20 ans, mais ceux qui la contrôlent ne lâchent rien. Et c'est fondé, regardez ce qui s'est passé dans l'industrie musicale. Tout le monde veut sa part du gâteau...

Google, Facebook, Amazon, seuls géants d'aujourd'hui et de demain ?

Google roi de la recherche, Facebook roi du social, et Amazon roi du commerce en ligne, c'est effectivement à peu près ça (Apple complète généralement ce « big four », ndlr). Mais Google a compris plus vite que les autres qu'il pouvait faire beaucoup d'argent en connaissant ses utilisateurs. Il est au courant du contenu de leurs recherches, de leurs mails, et peut adresser des publicités ciblées ; 90% de ses revenus proviennent de la pub. Son but est de tout indexer, et son avance est considérable, Google a

accumulé tant d'informations. Quant à Facebook, en juillet 2015, il y avait 8 millions d'abonnés en Roumanie. Difficile donc de rattraper ces deux géants. Cependant, je pense que dans quelques années, ces sociétés ne seront plus aussi dominantes, des technologies alternatives vont apparaître. D'ailleurs, l'énorme valeur ajoutée de leur produit de départ se tasse. Et puis combien de données y a-t-il encore à indexer et à stocker ?

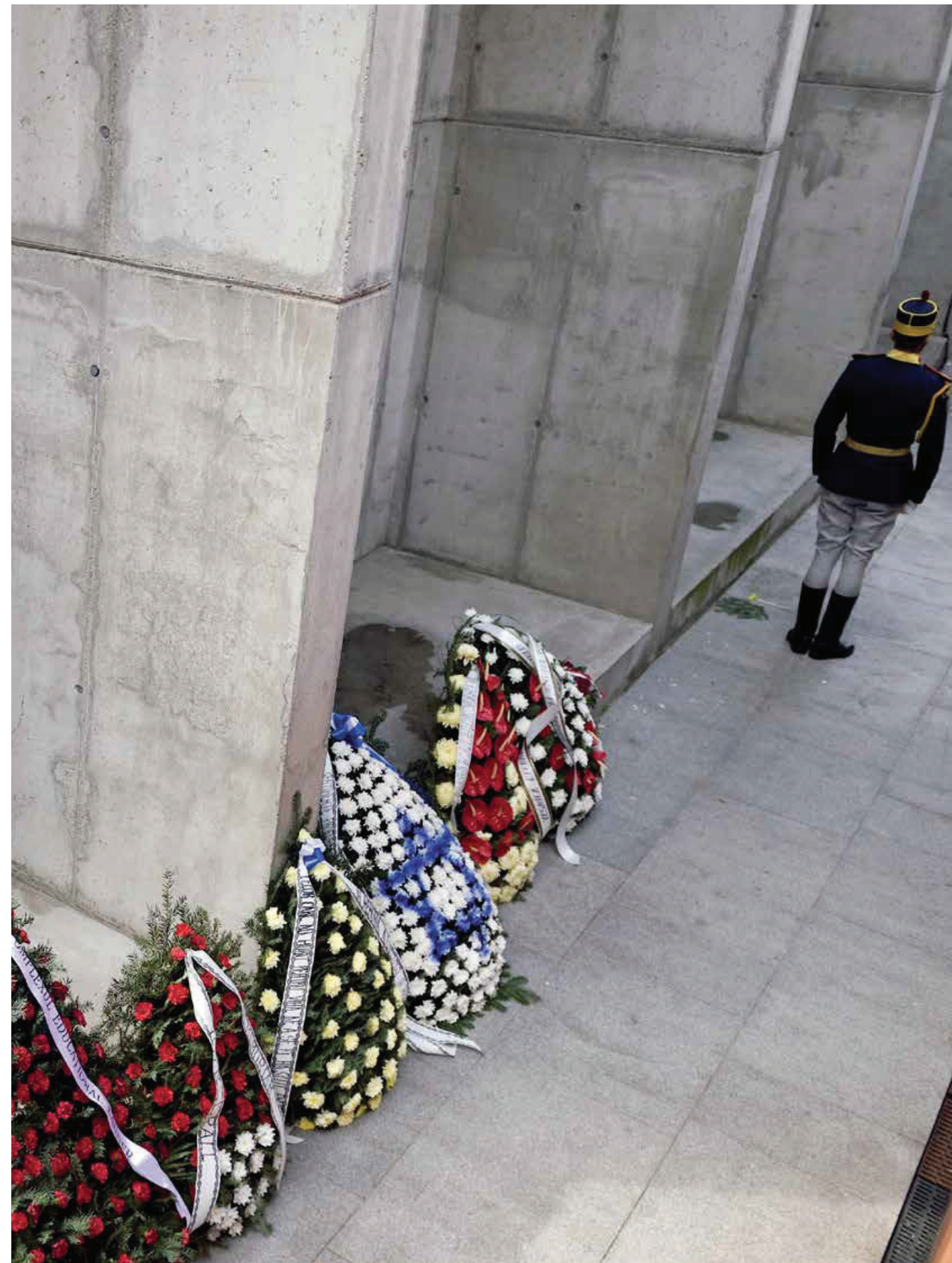
Actuellement, quelle est la contribution de la Roumanie dans le monde des nouvelles technologies ?

Certains de nos jeunes ont créé des produits qui sont vendus partout dans le monde, la presse en a souvent parlé. A la base, notre esprit entrepreneurial n'est pas particulièrement développé, nos parents n'ayant pas été éduqués dans cette dynamique. Dans un premier temps, les sociétés américaines ont recruté nos meilleurs éléments, mais cela coûte cher. Aujourd'hui, le discours de ces sociétés est plutôt : « Venez nous voir quand vous aurez quelque chose et on vous financera. » Historiquement, les Roumains sont forts en IT, je pense à l'école de mathématiques qui a toujours été très bonne, et qui a été à la base de l'école d'informatique. De plus, on a vite compris que sans langues étrangères, on ne pouvait pas s'en sortir dans la nouvelle économie. Mais on part de loin. Aux Etats-Unis, les gens de ma génération sont nés avec un ordinateur entre les mains et avec des émissions à la télé pour expliquer comment il fonctionne, ou comment se connecter à Internet. Ici... Ceci étant, ce décalage s'est bien réduit. Beaucoup de Roumains ont monté des « starts-ups » qui marchent très bien. Même si sur des milliers de prétendants, très peu réussissent à percer à l'international (lire aussi l'article *En suivant l'étincelle*, rubrique Economie, ndlr).

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : Daniel Mihăilescu



Le 8 octobre dernier au monument de l'Holocauste à Bucarest, lors de la Journée nationale de commémoration des victimes de l'Holocauste en Roumanie, établie en 2004. Il y a 74 ans, le 8 octobre 1941, débutait la déportation de Juifs et Roms roumains depuis la Bucovine vers la Transnistrie, où près de 300 000 d'entre eux – dont environ 280 000 Juifs – périrent. D.R.



Les trafics dans le secteur immobilier fleurissent à Timișoara, fonctionnaires, avocats, notaires et riches familles sont de mèche. Au risque de représailles, quelques habitants essaient de faire front. Enquête au plus près des acteurs et victimes de ces malversations.

Mafia *de pierre*

A L'ORIGINE, LA VILLA KIMMEL devait consacrer la beauté d'une diva. Au fil des années, cette bâtisse en a séduit plus d'un. Nicolae Ceaușescu en personne avait jeté son dévolu sur cette magnifique demeure construite au début du 20ème siècle. Lors de ses escapades à Timișoara, il y recevait notamment les chefs d'Etat.

Aujourd'hui, la Villa abrite l'Institut français de la capitale du Banat ; et reste convoitée, l'actuel directeur de

l'Institut a pu le constater lui-même. Quelques jours à peine après son arrivée en septembre 2013, Daniel Malbert a vu débarquer une grosse berline. « *Trois représentants d'une riche famille sont sortis et m'ont tout de suite proposé de faire un tour avec eux. Je savais qu'au début, je ne devais pas refuser* », se souvient-il. Il s'en est alors allé pour une surprenante visite guidée de la ville. Les trois hommes n'avaient qu'une idée en tête : faire déménager l'équipe de

l'Institut dans une de leurs propriétés. En fonction des endroits, ils lui proposaient des loyers allant de 3 000 à 6 000 euros. « *Des montants aberrants surtout que tous ces lieux tombaient en ruines, comme l'hôpital public des enfants qu'ils ont obtenu je ne sais comment. Le carrelage était complètement détruit, l'eau s'infiltrait. Ils étaient prêts à déloger les malades.* » Mais Daniel Malbert n'a pas cédé.

Ces hommes qui sont venus le soudoyer appartiennent à la famille Cârpati, l'un des clans roms le plus riche de Roumanie. A sa tête, Ionelaș Cârpati, multimillionnaire. L'échec de ses émissaires auprès du directeur de l'Institut ne l'a pas échaudé. Il a ensuite proposé à la propriétaire de racheter la Villa 1,8 million d'euros. Cette dernière, une Franco-roumaine octogénaire, n'a pas voulu donner suite à la transaction. Ionelaș Cârpati s'est alors présenté avec un papier attestant qu'il était l'un des trois héritiers légitimes de la famille Kimmel, et a porté plainte contre la propriétaire. Mais pour une fois, le tribunal n'a pas marché dans la combine et a déclaré que le document avait été falsifié.

« *Trois représentants d'une riche famille sont sortis et m'ont tout de suite proposé de faire un tour avec eux. Je savais qu'au début, je ne devais pas refuser* »

A Timișoara, le clan Cârpati possède plus de 140 maisons, la plupart en centre ville, dont le consulat allemand ou encore la délégation départementale de la santé. Mais d'autres familles leur font concurrence. Le chef des Stancu, par exemple, compte des dizaines de propriétés à son actif, dont la clinique d'oncologie. Des informations qui sont enfin parvenues aux oreilles de la Direction nationale anti-corruption de Bucarest. Fin avril, elle a effectué une première perquisition à la mairie et saisi plus de 6 000 dossiers immobiliers litigieux. Depuis, ses agents sont revenus quatre fois. L'enquête est toujours en cours, mais les premiers résultats ont révélé que des fonctionnaires de mairie, avocats et notaires se sont entendus pour modifier des droits d'héritage ou des plans de cadastre afin d'accorder des propriétés à des personnes qui n'étaient pas légitimes.



Ces malversations durent depuis des années. D'après la loi 112 émise en 1995, les logements qui ont été nationalisés sous le communisme peuvent être vendus aux locataires qui les occupent. A cette réglementation, la mairie de Timișoara a ajouté un décret à l'origine de ces arrangements : si au bout de dix ans aucun locataire ne manifeste son souhait de devenir propriétaire, n'importe qui peut prétendre à l'acquisition du bien immobilier.

« *Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier tout cela : c'est de la corruption, une opération de blanchiment d'argent à grande échelle. Les riches familles roms de la ville sont les premiers acteurs et bénéficiaires de toutes ces manigances, mais ce ne sont pas les seuls. Les Italiens s'introduisent aussi dans ce trafic immobilier. Il ne faut pas oublier que quand le décret est entré en application, des juges, des procureurs et des policiers ont également tiré profit de la situation avec de gros bakchichs* », soutient Sorin Vlad Predescu, en charge de la Direction départementale pour la culture et le patrimoine. Et le seul qui a accepté de commenter les événements, la mairie n'ayant pas répondu aux sollicitations de Regard.

La famille Cârpati n'a pas été coopérante non plus. Dans leur quartier

général, à quelques encablures de l'Institut français, Vladimir Cârpati, le premier dauphin du clan, à peine sorti de sa Porsche Cayenne, a vite expédié la conversation. « *Ionelaș est à Francfort pour les affaires. Nous n'avons rien à vous dire, ces histoires ne nous regardent pas.* » Les nombreux avocats de celui qu'on surnomme le « roi de Timișoara » se sont tous renvoyé la balle pour ne pas avoir à commenter les actes de leur client.

Pour Sorin Vlad Predescu, la situation est surtout désolante parce qu'une majorité des maisons obtenues de manière frauduleuse sont classées monuments historiques et ont depuis perdu leur caractère... « *Les Roms posent systématiquement un toit d'ardoise noir, ajoutent des escaliers en marbre, des tours, leurs symboles de la force. Parfois ils laissent les maisons se dégrader jusqu'à ce qu'elles tombent en ruines. Tous les jours, nous alertons le ministère de la Culture et du Patrimoine avec des rapports, mais nous ne pouvons pas intervenir davantage, nous n'avons qu'un rôle d'inspecteurs.* »

En plus de juteux pots-de-vin, cette mafia se caractérise surtout par les pressions que ses membres imposent aux particuliers pour arriver



à leurs fins. Les Cotăescu en ont déjà payé les frais. Ce couple d'octogénaires, toujours vaillant, habite un luxueux appartement le long du parc Rozelor, là où la majorité des maisons sont déjà aux mains de familles roms. Avant d'ouvrir, madame Cotăescu jette un œil sur la cage d'escalier. « *Nous sommes obligés de prendre ces précautions ici, on ne sait jamais* », s'excuse-t-elle.

L'immeuble compte quatre grands appartements, trois appartiennent à la famille Cârpaci, le dernier aux Cotăescu. « *Nous résistons pour le garder, c'est aussi une question de dignité* », lance l'ancien doyen de la Faculté de physique. Cela fait 62 ans qu'il vit entre ces murs, il est là depuis l'âge de 10 ans. La « guerre », comme il la nomme, a commencé en 2004. « *Ceux qui ont vendu en premier aux Roms ont été forcés, ils ont reçu des menaces de mort*. » Les Cotăescu ont également dû subir nombre d'intimidations. « *Ils ont balancé des rats dans les couloirs, ont inondé les escaliers. Ils nous ont même détruit les roses du balcon*. »

Les Cotăescu ne voient pas souvent leurs voisins qui résident principalement en Allemagne. Ils viennent quelques jours par an, surtout pendant l'été, quand ils organisent des mariages. « *La dernière fois qu'ils sont venus, ils m'ont battu*, ajoute Ion Cotăescu. *J'ai appelé la police de proximité, mais elle travaille main dans la main avec ces familles. A leur arrivée, les policiers nous ont simplement dit qu'on devait plutôt les intégrer. C'est un peu fort, vu que c'est eux qui nous agressent. Je peux vivre avec eux, mais je voudrais qu'ils me laissent en paix*. » L'homme, déterminé, a écrit au ministère de l'Intérieur pour signaler la situation, un courrier resté lettre morte.

La même façon de faire est appliquée à chaque fois qu'un clan essaie de mettre un pied dans un immeuble déjà occupé. Liliana a accepté de témoigner à condition de ne pas

révéler son identité, elle a trop peur des représailles. Elle a installé son cabinet d'architecte dans l'ancien appartement de sa grand-mère. Son père habite à l'étage et des Cârpaci ont acquis le rez-de-chaussée. « *A chaque fois qu'ils viennent, ils arrivent par dizaines et se mettent à nous crier dessus*, raconte-t-elle. *Ils leur arrivent même de jeter du papier hygiénique dans la cour commune. Une fois, ils m'ont insultée avec une hache*. » Son père a fait installer des caméras de surveillance, Liliana se demande si elle ne va pas bientôt faire de même. Un de ses collègues n'ose même plus venir au bureau par peur d'être molesté.

« *En août 2013, c'est l'ancien préfet qui s'est fait frapper, alors qu'il tentait de s'interposer entre deux familles en conflit* »

La violence est telle qu'en octobre 2009, Viorel Negru, un parent de Ionelaș Cârpaci, alors impliqué dans un procès immobilier, a battu en pleine rue l'avocate de la partie civile Carmen Obârșanu. Depuis, cette dernière a été malmenée à plusieurs reprises. En août 2013, c'est l'ancien préfet qui s'est fait frapper, alors qu'il tentait de s'interposer entre deux familles en conflit.

Avec leurs maigres moyens, quelques citoyens luttent aujourd'hui contre cette mafia. En mars 2014, Ilie Sirbu et trois autres audacieux ont créé l'Association pour la sauvegarde du patrimoine de Timișoara. « *Au début, nous n'étions que quinze, les gens ici ont peur de s'engager sur ce terrain. Beaucoup me disent que je me bats contre des moulins à vent, comme Don Quichotte* », ironise Ilie, qui préside l'association. Son objectif est de faire intégrer certaines maisons sur la liste des monuments historiques. Ainsi, la mairie et le ministère de la

Culture seront prioritaires au cas où une procédure de vente s'enclenche.

L'association a décidé de consacrer son premier gros chantier à la bâtisse de l'Institut français, « *symbole de l'influence austro-hongroise du début du 20ème siècle* ». En janvier dernier, Ilie Sirbu a remporté une première victoire. La Direction culturelle départementale a accepté de lancer une procédure d'urgence pour que la maison soit protégée au moins jusqu'à décembre 2015 si la propriétaire la met en vente. Pour cela, Ilie doit rassembler entre 3 000 et 3 500 euros, afin d'effectuer tous les relevés nécessaires. Plein d'espoirs, il s'est tourné vers la municipalité, mais il n'a reçu aucun soutien. Sorin Vlad Petrescu s'est engagé à aider Ilie dans son combat. « *Si jamais l'association ne parvient pas à rassembler les fonds nécessaires à temps, nous ferons le maximum pour compléter. Cette démarche est importante, même si je doute qu'une collectivité investisse au point d'acheter la Villa*. »

Ilie Sirbu et le directeur de l'Institut français de Timișoara ont chacun leur petite idée pour préserver la Villa Kimmel si elle intègre la liste des monuments historiques. « *Si l'Etat ne l'achète pas, nous essaierons de le faire nous-mêmes. Ce n'est pas impossible, peut-être que les gens se réveilleront. Si chaque habitant donnait 1 euro, nous arriverions à 300 000 euros, ce serait un bon début* », s'exalte Ilie. De son côté, Daniel Malbert souhaite que l'Etat français intervienne. « *Je sais que la propriétaire ne tient plus vraiment à la Villa, il faudrait que le ministère des Affaires étrangères la contacte. On pourrait aussi créer une fondation des amis de l'Institut*. »

Si la situation n'évolue pas, Ilie Sirbu est bien décidé à se rendre devant les institutions européennes à Bruxelles et Strasbourg. « *Les autorités européennes devront réagir, tous ces arrangements cesser, et la loi être respectée par tous*. »

Texte et photos : Aline Fontaine



UN AN AVEC KLAUS

Entretien avec Alin Fumurescu, professeur de philosophie politique à l'université de Houston (Etats-Unis, Texas) sur le bilan de la première année de mandat du président Klaus Iohannis.

Regard : La cote de popularité de Klaus Iohannis reste élevée, même si les critiques se font plus nombreuses. Que peut-on lui reprocher aujourd'hui ?

Alin Fumurescu : N'importe quel président élu est attendu au tournant. Sa popularité stagne ou baisse, cela a toujours été ainsi, en Roumanie comme ailleurs. Concernant Iohannis, la première chose qu'on peut lui reprocher est son manque de visibilité dans l'espace public. Ce qui est paradoxal, car c'est précisément l'une des promesses qu'il a faites lors de sa campagne, qu'il serait un président sobre en termes d'exposition médiatique. Mais les conséquences d'une attitude ou d'une prise de position sont difficilement mesurables et peuvent donner des résultats contraires à la première intention. D'autant que depuis 1989, les Roumains vivent au sein d'une société profondément divisée, avec de nombreuses lignes de fracture. Le calme apparaît vite suspect, cultiver la polémique est intrinsèque

à leur façon d'être. Rappelez-vous du slogan de Ion Iliescu il y a plus de vingt ans... « Nous voulons la tranquillité ! »

Klaus Iohannis ne serait donc pas responsable des critiques mais plutôt victime ?

Le président a évidemment une part de responsabilité. Si les électeurs ont voté pour un président qui a promis de « se taire et de faire », comme tout bon « germain », l'impression générale est qu'il se tait davantage qu'il ne fait. Mais encore une fois, il ne s'agit pas de la réalité mais de perception. Certes, Klaus Iohannis a fait quelques erreurs, je pense notamment au vote par correspondance qui attend toujours d'être promulgué par une législation spécifique. Mais rien de grave, et il n'y a pas urgence. Quoi qu'il en soit, les pressions sur le président vont croître, surtout avant les élections, ce qui est normal.

Le Premier ministre Victor Ponta est accusé de faux, blanchiment

d'argent et évasion fiscale. Au printemps, le président a demandé sa démission sans résultat, aurait-il pu agir autrement ?

Selon moi, oui, il aurait pu agir autrement. Il aurait pu faire plus en faisant moins. En s'abstenant d'abord de demander la démission de M. Ponta sachant qu'il serait presque impossible de l'obtenir. L'inutilité de la démarche fut un échec tant pour le président que pour les gens qui le soutiennent. Petite parenthèse : chacun dans son enfance a eu un ami un peu mauvais garçon. Je me rappelle que l'un d'eux m'a dit un jour qu'il ne s'engageait jamais dans une bagarre s'il n'était pas sûr de gagner. Des années plus tard, en lisant Machiavelli, j'ai constaté qu'il préconisait la même chose, certes de façon plus raffinée.

Klaus Iohannis a reproché au Parlement de protéger les corrompus. Il a obtenu des changements, certains d'entre eux n'ont cependant pas duré. Plus généralement, comment voyez-vous sa relation avec son parti, le Parti national libéral (PNL, ndlr) ?

Dès que le Parlement sent que la colère des gens devient moins vive, il continue à protéger ses corrompus, d'autant que le président n'a pas le soutien d'une majorité de députés. Mais pour répondre à la seconde partie de votre question, quand Klaus Iohannis a-t-il vraiment été proche du PNL ? Je dirais qu'ils se servent l'un de l'autre, rien de plus. Ce qui, durant la campagne présidentielle, a plutôt été un avantage ; les gens voulaient un candidat anti-système, et Klaus Iohannis était précisément perçu comme vaguement rattaché au PNL, même en étant président du parti. Ceci dit, quand il est question de gouverner, l'absence de soutien d'un parti rend un leader plus vulnérable, de façon générale. On peut toutefois se demander de quel PNL nous parlons. S'agit-il de celui de l'alliance DA qui a remporté les élections en 2004 ? Celui de l'USL (Union social-libérale, ndlr), gagnante de celles de 2012 ? Ou celui de maintenant, le « nouveau » PNL ?

Le côté vaseux de l'échiquier politique roumain, qu'il s'agisse du PNL ou des autres formations, n'aide personne, ni le président, ni les partis, ni les citoyens.

Précisément, comment le président gère-t-il ses rapports avec les autres partis ? Les consultations qu'il organise à Cotroceni sont-elles efficaces ?

De ce que je vois, elles sont efficaces dans certains cas, de façon ponctuelle, mais n'influencent pas réellement les principales prérogatives des partis. Quand il s'agit de leurs intérêts, le président est plus ou moins ignoré. Son style non conflictuel n'engendre pas vraiment le respect au sein de la classe politique trop habituée à l'état conflictuel, fantasmé ou réel, et à la peur du plus puissant, de l'homme qui paraît fort.

Concernant les relations avec l'Union européenne et les Etats-Unis, quelque chose a-t-il changé au cours

de cette première année de mandat présidentiel ?

Ce sont des relations normales et naturelles, rien n'a vraiment changé, mais j'aurais espéré que la « germanité » du président lui apporte davantage, de façon formelle ou informelle. Pour l'instant, ce n'est pas le cas.

Klaus Iohannis a une première fois rejeté le nouveau Code fiscal avant de le promulguer. Est-il un véritable libéral ? Quelle est sa vision économique de l'avenir du pays ?

Le fait qu'il ait changé de position sur une question aux interprétations multiples – les divergences entre économistes le prouvent –, ne me semble pas être une mauvaise chose, au contraire. Il montre ainsi une capacité à la réflexion, et ne reste pas bêtement convaincu qu'il a toujours raison. Franchement, après avoir écouté sa dernière intervention devant les deux Chambres parlementaires le

16 septembre dernier sur l'instabilité législative, la santé, l'éducation et même la crise des réfugiés, je dirais que les principes fondamentaux de gouvernance politique et économique du président sont sains et respectables. Théoriquement, rien à dire ; on verra dans la pratique.

Propos recueillis par
Carmen Constantin.

Klaus Iohannis, en quelques lignes :

Date et lieu de naissance :
13 juin 1959, Sibiu.

Etat civil :
marié avec Carmen Iohannis.

Carrière :
1983 : professeur de physique au collège.
1997 : inspecteur scolaire.
2000-2014 : maire de Sibiu.
16 novembre 2014 : élu président de la Roumanie.



INVINCIBILI PENTRU ROZ

MARCHE ET COURSE

CONTRE LE CANCER DU SEIN

Samedi 26 septembre 2015

Bucarest, parc Izvor

Bucarest, parc Izvor, samedi 26 septembre : la course rose Casiopeea 2015

Le parc Izvor a permis le rassemblement d'une communauté d'hommes, femmes et enfants, dans un *village* de course circulaire, au pied du Palais du Parlement, et sur les allées d'un parc suffisamment petit pour ne jamais dissimuler les participants aux regards. Si cette organisation spatiale a un peu compliqué les départs des courses, elle a généré une splendide communion entre les 2900 coureurs et marcheurs qui ont répondu, ce 26 septembre dernier, à l'appel à la solidarité lancé par l'association Casiopeea. Les droits d'inscription acquittés vont permettre d'offrir 300 prothèses mammaires externes à des femmes opérées du cancer du sein et démunies au point d'en être réduites, parfois, à remplir leur soutien-gorge vide de sel ou de sable ...

Cette édition 2015 de la course rose à Bucarest a été soutenue par 25 entreprises, associations et institutions françaises et roumaines, fidèles partenaires ou nouveaux venus dans la course, et 30 organisations de médias et environ 70 bénévoles le jour J ! A tous, coureurs, marcheurs, partenaires et bénévoles, nous exprimons notre profonde gratitude !

La course rose, c'est un encouragement à se dépasser, à se dépenser et à prendre soin de sa santé. Des bons gratuits remis par les cliniques Anima vont permettre le dépistage : soigné à un stade précoce, le cancer du sein offre de très bonnes chances de guérison.

La course rose, c'est un message de soutien aux femmes dont la vie se trouve dévastée par le cancer du sein : « Ne perdez pas confiance dans votre course contre la maladie ! Soyez fières car vous êtes fortes et belles ! Vous êtes nos amies, nos sœurs, nos mères, nos épouses et nous vous aimons ! ».

Tous ces efforts et ce temps donné pour que des femmes retrouvent confiance, dignité et sourire, témoignent magnifiquement de l'altruisme qui sommeille en chacun de nous et ne demande qu'à être sollicité. Tout le monde a gagné une course samedi 26 septembre 2015 : la course contre l'indifférence !

L'équipe Casiopeea

www.casiopeea.ro



La chronique

DE NICOLAS DON

AFFAIBLI MAIS IDEAL ?

Il ne faut pas être un très grand connaisseur de la Roumanie pour déceler son appétit pour le paradoxe. Sous toutes ses formes, dans toute la vie organique du pays, Sa Majesté le Paradoxe fait partie de l'ADN roumain. Ce constat s'applique tout naturellement aux convulsions de la vie politique, beaucoup plus fréquentes et tumultueuses qu'ailleurs. Sans forcément qu'elles aient un sens ou une conséquence quelconque.

Le 15 mars dernier, le Premier ministre Victor Ponta promettait solennellement de démissionner si la DNA (le fameux et très redouté Parquet anti-corruption) démarrait des poursuites à son égard dans une affaire impliquant également Dan Șova, un vieux copain avocat, devenu son ministre des Transports en 2012. Le 17 septembre dernier, le Premier ministre était renvoyé devant le tribunal pour blanchiment d'argent, évasion fiscale et faux en écritures. Ce même chef du gouvernement refuse obstinément de démissionner, en criant au complot politique, tout en montrant la justice du doigt. Mais malgré sa perte d'autonomie politique et les dégâts pour son image, Victor Ponta croit encore à sa bonne étoile. Elle porte le doux nom de « calendrier électoral ». Avec un peu de chance, elle peut (éventuellement) le maintenir en fonction, jusqu'à la fin de l'année prochaine.

A l'horizon, deux scrutins majeurs : les élections locales au printemps, les législatives en décembre. Le PSD, premier parti du pays, leader de la coalition au pouvoir, ne veut pas lâcher la tête du gouvernement, avec tout ce que cela comporte en termes d'outils politiques et financiers, utilisables en année électorale. Gabriel Oprea et son UNPR, l'autre pilier de la coalition, se verrait bien calife à la place du calife. Cela ne dépend pas de lui. La clé se trouve chez Klaus Iohannis. Or, le président de la République doit d'abord mettre en ordre de marche son propre parti, le PNL, paralysé par des guerres intestines et incapable de prendre le pouvoir à l'heure actuelle. Tout cela sous l'œil attentif de l'ancien Président, que seuls les naïfs croyaient retiré de la vie politique après ses dix ans de mandat à Cotroceni. Traian Băsescu coquette avec l'idée de prendre la tête d'un petit parti fidèle en guise de véhicule électoral, afin de prendre la mairie de Bucarest, au printemps. Il est omniprésent sur tous les écrans. Pour mieux prendre de vitesse Victor Ponta.

De son côté, le Premier ministre reste au chaud. Cela arrange tout le monde, pour l'instant. Nous voilà donc dotés d'un double paradoxe, à l'approche de l'hiver.

A L'ECOUTE

Améliorer les conditions d'audition des mineurs victimes, auteurs ou témoins d'infraction, à travers la mise en place d'auditions filmées, de salles adaptées à ces auditions et de formations spécifiques sur l'audition de l'enfant – ce sont quelques-unes des nouvelles propositions pour la protection des mineurs répondant devant la justice stipulées dans un nouveau protocole de coopération entre plusieurs institutions publiques, dont l'Agence nationale contre le trafic de personnes (ANITP) *, en partenariat avec l'ambassade de France à Bucarest. Au titre de cette collaboration, l'ambassade apporte, depuis 2012, un appui technique et financier au programme « AUDIS : pour une meilleure audition des mineurs en Roumanie » : deux unités dédiées à l'accueil et à l'audition des mineurs ont ainsi été mises en place dans les départements de Cluj et de Dolj. Et une troisième salle est en construction au sein du Parquet, près du Tribunal de Bucarest. Daniela Coman. Photo : Octav Ganea / Mediafax

* A noter que selon le rapport 2014 de l'ANITP publié fin août, la tendance à la baisse des trafics enregistrés en Roumanie se maintient : 757 victimes – dont plus de 250 mineurs – contre 896 en 2013, et 1 154 en 2010.



Tendance mariage



Entre 2003 et 2013, le nombre de mariages annuel en Roumanie a baissé de 20%, de 135 000 à 107 000, selon les données récemment publiées par l'Institut national des statistiques (INS). Le nombre de mariages a augmenté de 2003 à 2007, atteignant le seuil record de 190 000, avant de chuter jusqu'à 108 000 en 2011. Depuis, il s'est stabilisé autour de 110 000. L'INS indique par ailleurs que les Roumains se marient plus tard. L'âge moyen des mariés, qui était en 2003 de 25 ans et demi pour les femmes, et de 28 ans pour les hommes, est respectivement passé à 26 ans et demi et 29 ans en 2013. « *La principale raison de la baisse du nombre de mariages est la migration qui touche surtout les jeunes. Certains d'entre eux abandonnent même le lycée et partent à l'étranger pour trouver un emploi. Evidemment, ces jeunes ajournent leur mariage ou, s'ils se marient, ils le font à l'étranger* », rappelait le sociologue Alfred Bulai pour le site Wall-street.ro le 19 septembre dernier. « *Plus de 2 millions de Roumains ont quitté le pays ces dix dernières années, et 80% d'entre eux sont des jeunes* », ajoute le sociologue. Selon lui, les Roumains sont aussi influencés par la culture occidentale de la cohabitation consensuelle, même s'ils n'ont pas renoncé à l'idée de se marier. « *Tout simplement, ils le font plus tard, ou dans un autre pays.* »

R.R. Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

MEMOIRE

Le 23 octobre 1956, des milliers de Hongrois descendaient dans les rues pour demander des élections libres. Moins de deux semaines plus tard, le 4 novembre 1956, l'Union soviétique envoyait un millier de chars à Budapest et réprimait cette insurrection dans le sang. Cette répression provoqua une énorme vague de réfugiés : en quelques semaines à peine, plus de 200 000 Hongrois avaient traversé les frontières pour fuir leur pays. Ces 200 000 réfugiés hongrois arrivèrent massivement en Autriche (180 000) et dans une moindre mesure en Yougoslavie (20 000) qui les accueillirent dans l'urgence. Grâce à la mobilisation de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), des institutions européennes naissantes et de nombreux pays déterminés à être solidaires, ces dizaines de milliers de Hongrois purent, à leur grand soulagement, s'installer durablement dans 37 pays d'accueil (Autriche, France, Grande-Bretagne, Canada, Belgique...) (1).

Fin de la deuxième guerre mondiale dans un pays voisin de la Hongrie, la Roumanie. L'arrivée des communistes au pouvoir et la vague de répression qu'ils mettent en place déclenche elle aussi une vague de départs. Des milliers de Roumains préfèrent gagner Paris. Plus tard, d'autres choisiront aussi l'Allemagne. Les pays d'Europe de l'Ouest les accueillent. La guerre ne dévaste pas la Roumanie comme elle le fait en Syrie mais la répression du régime roumain fut reconnue et leur permit d'obtenir le statut de réfugié. En décembre 1989, le dictateur Nicolae Ceaușescu tombe et la Roumanie renoue avec la démocratie. Pourtant, entre 1990 et 1994, près de 350 000 Roumains déposent des demandes d'asile dans les pays d'Europe de l'Ouest (2). Comme le notent les démographes, les migrants roumains choisissent l'étranger principalement pour des raisons économiques mais tentent de régulariser leur statut dans une Europe qui se ferme par l'asile. Actuellement, plus de deux millions de Roumains ont migré dans d'autres pays européens, la plupart dans l'espoir de mieux gagner leur vie.

2015 : la Roumanie et la Hongrie ont voté contre la répartition des réfugiés dans l'Union européenne qui leur demandait d'en accueillir respectivement 4 200 et moins de 2 000. La guerre qui déchire la Syrie depuis quatre ans a fait plus de 240 000 morts. Dans ce pays, connu pour son bon niveau d'éducation, chaque jour, des civils meurent dans des bombardements ou des exécutions. Des Syriens comme le pianiste Aeham Ahmad, dont l'instrument fut brûlé par le groupe Etat islamique, traversent la Méditerranée pour fuir. Baraa al-Halabi, un Syrien de 19 ans qui étudiait l'informatique quand la guerre a éclaté, a raconté dans un texte poignant sa vie à Alep, « la ville cimetière ». Devenu photographe, il travaille régulièrement pour l'Agence France-Presse et voit les tueries de près. « *Ici, un jour tu es assis et tu discutes avec quelqu'un, le lendemain tu apprends qu'il est mort. A la longue on finit par s'endurcir face à l'horreur. Mais il y a encore des moments où je suis incapable de travailler, où ce que je vois est insoutenable. En mai 2015, quand un baril d'explosifs balancé par le régime a fait plus de 70 morts sur un marché d'Alep, je n'ai pas pu prendre de photos. Je me suis assis et je me suis mis à pleurer.* » (3)

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.

(1) <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621e119.html> (section archives et dossiers, Hongrie, 50ème anniversaire de l'insurrection).

(2) *Migrația internațională a cetățenilor români după 1989*, Istvan Horvath, dans le volume *Inertie et changements, dimensions sociales de la transition en Roumanie*, Polirom 2012.

(3) <http://blogs.afp.com/makingof/?post/alep-syrie-photographe-dans-la-ville-cimetiere>

ENFERMES ET MALTRAITES, ENCORE ET TOUJOURS

Le Comité contre la torture (CTP) du Conseil de l'Europe a récemment demandé à la Roumanie de lutter contre les mauvais traitements infligés en milieu pénitentiaire – tout en reconnaissant les progrès au sein des postes de police dans ce domaine (communiqué du CE du 24/09/2015). Le Comité met en exergue de « véritables passages à tabac sur des prisonniers commis par des forces spéciales. (...) Il s'agirait le plus souvent de réactions disproportionnées visant à punir des détenus impliqués dans des incidents violents ». Des actes notamment constatés par une délégation du CTP lors d'une visite effectuée en Roumanie en juin 2014. Les établissements de détention nommés dans le rapport sont les prisons de haute sécurité d'Arad et d'Oradea (ouest du pays). A la prison pour femmes de Târgșor (centre), « des membres du personnel auraient apparemment indiqué aux détenues qu'il ne serait pas dans leur intérêt de parler à la délégation du CPT », toujours selon le communiqué du Comité.

Un autre problème du système pénitentiaire roumain est la surpopulation et le manque de gardiens, ce qui augmente le risque de violence entre les détenus et aggrave les tensions entre ces derniers et le personnel pénitentiaire. Enfin, malgré des améliorations, les conditions matérielles observées dans les lieux de rétention des postes de police demeurent médiocres : surpeuplement, vétusté, insalubrité, lumière naturelle et système d'aération insuffisants. Daniela Coman (avec le communiqué du Conseil de l'Europe). Photo : Marius Dumbrăveanu / Mediafax



Plus près de ce qui est important
pour votre entreprise

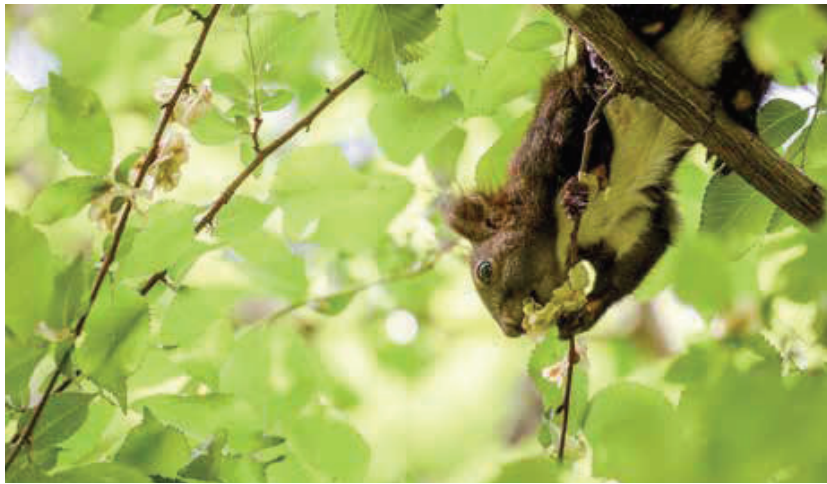


Vous rapprocher
de l'essentiel



UN MILLION D'ARBRES

Le 14 novembre, une grande campagne nationale de boisement aura commencé. L'objectif de l'équipe de volontaires, « On plante de bonnes actions en Roumanie » (Plantăm fapte bune în România) est courageux : planter un million d'arbres sur les terrains publics non cultivés dans trente départements. Les arbres et l'assistance technique ont été proposés par la Régie nationale des forêts Romsilva – façon de redorer le blason de la Régie, elle-même impliquée dans tout un réseau de coupes illégales. « On veut sensibiliser les citoyens sur la longue période dont une forêt a besoin pour arriver à maturité, et sur les bénéfices qu'elle apporte à l'environnement et aux gens. Nous souhaitons aussi amener les Roumains à s'impliquer concrètement dans cette initiative », explique la fondatrice de la campagne, Liana Buzea. Les arbres plantés seront pris en charge par des bénévoles jusqu'à leur maturité. En cinq années d'action, 12 500 volontaires de « Plantăm fapte bune în România » ont planté environ 260 000 arbres et ainsi soigné 65 hectares de terres non cultivées dans dix départements. Mais si les campagnes de boisement se multiplient chaque année, l'effort est loin de réparer la souffrance des forêts de Roumanie. Les experts estiment que le défrichage illégal sur 25 ans a touché plus de 350 000 hectares de forêt, qui ont été littéralement rasés. A noter toutefois qu'un nouveau code forestier promulgué au printemps dernier a permis d'établir une nouvelle police des forêts, et encadre mieux la vente du bois coupé. Daniela Coman. Photo : Octav Ganea / Mediafax



Pour eux

Un monument dédié à la mémoire des victimes roms de l'Holocauste a été inauguré cet été au Musée de la culture rom de Bucarest. « Il s'agit d'un pas important dans la reconstruction d'une mémoire collective », a déclaré le 8 août dernier Damian Drăghici, parlementaire européen, lors de l'inauguration du monument dans le cadre du festival des solidarités Pakivalo. Une résolution du Parlement européen fait du 2 août le jour de commémoration de l'Holocauste pour les Roms, car c'est



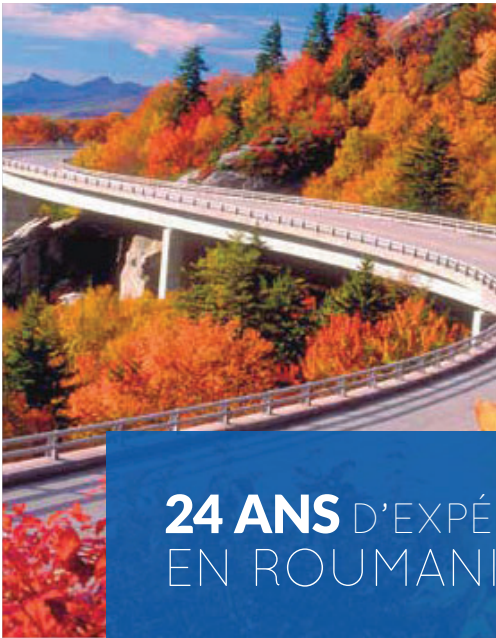
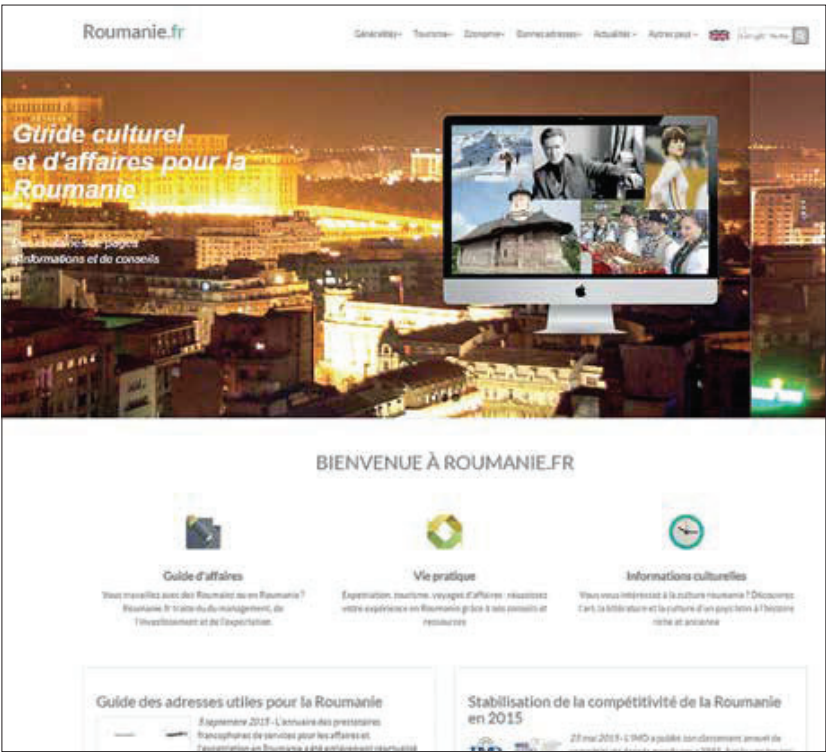
le 2 août 1944 que pas moins de 3 000 Roms ont été envoyés dans les chambres à gaz du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau. De 1942 à 1944, plus de 20 000 Roms sont également morts en déportation en Transnistrie. L'œuvre, représentant un symbole solaire, a été exposée au musée cet été avant de prendre le chemin du Parlement européen. A Bruxelles jusqu'à la fin de l'année, elle retournera à Bucarest en 2016 pour être installée sur une place publique. Le lieu n'a pas encore été défini.

Marlène Vittel.
Photo : Marius Dumbrăveanu / Mediafax

Lors de l'inauguration du monument, le 8 août dernier.

Nouveau guide

Le site Centreurope.org vient de publier un guide des prestataires de services francophones utiles pour l'expatriation et les affaires en Roumanie. Il est consultable librement à l'adresse : www.roumanie.fr. D'autres guides sont également disponibles pour la Bulgarie, la République tchèque et la Slovaquie. D.R.



- FUSIONS ET ACQUISITIONS
- DROIT DE LA CONCURRENCE
- DROIT IMMOBILIER
- MARCHÉS PUBLICS & PPP
- DROIT COMMERCIAL & SOCIÉTAIRE
- DROIT FISCAL
- DROIT SOCIAL
- DROIT DE L'ÉNERGIE
- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
- DROIT EUROPÉEN
- LITIGES ET ARBITRAGES



GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

www.gruiadufaut.com

24 ANS D'EXPÉRIENCE
EN ROUMANIE

NOTRE SAVOIR-FAIRE EST
DE PROTÉGER VOTRE
INVESTISSEMENT !



Dana GRUIA DUFAUT
Avocat Associé

Tél. +40 (21) 305 57 57
Adresse Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3
030237 Bucarest
E-mail bucarest@gruiadufaut.com



Quelle famille ?

La question posée par ce nouveau dossier de *Regard* concerne avant tout les rapports parents-enfant en Roumanie. Sujet essentiel tant ces rapports sont cruciaux (lire le texte de l'anthropologue Radu Umbreş page 36) et particuliers. Chaque culture développe son propre mode d'éducation, la Roumanie ne fait pas exception, bien au contraire.

Pour essayer de comprendre ces relations familiales, les journalistes de la rédaction ont rencontré beaucoup de gens, psychologue, sociologue, parents, adolescents, professeurs... Nous sommes notamment partis en reportage au sein du Collège Gheorghe Lazăr de Bucarest, au plus près du quotidien des jeunes Roumains.

Au-delà de l'observation du cercle de la famille, les divers entretiens, témoignages et données recueillis permettront aussi, peut-être, un nouvel éclairage sur la société roumaine, et sur certaines attitudes qui viennent souvent de loin. L.C.



Quelques données sur ce qui « entoure » la relation parents-enfant en Roumanie...

LA POLITIQUE FAMILIALE

L'Etat roumain offre à toute jeune mère un congé maternité de quatre mois (126 jours) durant lequel elle percevra 85% de son revenu moyen des douze derniers mois. Il y a aussi la possibilité d'obtenir un congé parental d'un an sur la même base de calcul, mais dans une fourchette de 600 lei (135 euros) à 3 400 lei (770 euros) par mois. Un « stimulant d'insertion » mensuel de 500 lei est ensuite versé durant la deuxième année pour celles ou ceux qui décident de reprendre leur activité. Mais le parent peut également opter pour une deuxième année de congé maternité (ou paternité). Dans ce cas, la fourchette des indemnités se situe entre 600 lei (135 euros) et 1 200 lei (270 euros). Par ailleurs, l'Etat accorde à l'enfant une aide mensuelle de 200 lei (45 euros) jusqu'à ses deux ans, et de 84 lei (19 euros) jusqu'à 18 ans. Enfin, il existe des allocations pour les familles en difficulté ; celles-ci s'échelonnent de 40 lei (9 euros) à 408 lei (90 euros) par mois en fonction des situations. Actuellement, le salaire moyen net en Roumanie est de 1 850 lei (420 euros), et le salaire minimum de 777 lei (175 euros).

LE BUDGET POUR L'EDUCATION

La Roumanie a consacré 3,7% de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation en 2015, soit un peu plus de 25 milliards de lei (environ 5,6 milliards d'euros). Il s'agit de l'un des budgets les plus faibles de l'Union européenne, dont la moyenne était à 5,41% du PIB en 2009. A titre d'exemple, la France a de son côté consacré 6,8% de son PIB à l'Edu-cation en 2013. Le faible intérêt des autorités roumaines dans le domaine

est notamment visible au niveau des infrastructures. Si le ministère de l'Education insiste sur le fait que 630 écoles ont été construites depuis 2004, il n'en reste pas moins que sur 20 500 établissements pré-universitaires que compte le pays, 2 800 ne disposent à ce jour ni d'eau courante, ni de tout-à-l'égout. Il y a aujourd'hui en Roumanie plus de trois millions d'élèves. L'année dernière, seules neuf écoles ont été réhabilitées.

L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

L'indice de fécondité roumain – nombre d'enfants par femme – et le taux de natalité – nombre de naissances par rapport au nombre d'habitants – ont connu une forte baisse dès le lendemain de la chute du régime communiste. Cette tendance a continué jusqu'en 1996 et stagne depuis. En 2012, l'indice de fécondité en Roumanie était de

1,3 – un des plus faibles de l'Union européenne –, contre 2,2 en 1989, et le taux de natalité de 9 pour 1 000 en 2014, contre 13,6 pour 1 000 en 1989. « *On peut dire que la Roumanie est entrée dans une deuxième phase de transition démographique, qui a été valable pour bon nombre de pays d'Europe de l'Ouest*, explique le sociologue Bogdan Voicu. *La légalisation de l'avortement après 1989 y est bien sûr pour quelque chose, mais le changement de style de vie a également joué. Faire des enfants n'est plus une priorité.* » Avec 12 décès pour 1 000 enfants de moins de cinq ans, la Roumanie reste par ailleurs le pays de l'Union européenne où le taux de mortalité infantile est le plus élevé, selon le dernier rapport de

l'Organisation mondiale de la santé faisant référence à l'année 2012. La pauvreté et le manque d'éducation sont les deux principales causes de ce triste record.

LES MODELES ALTERNATIFS

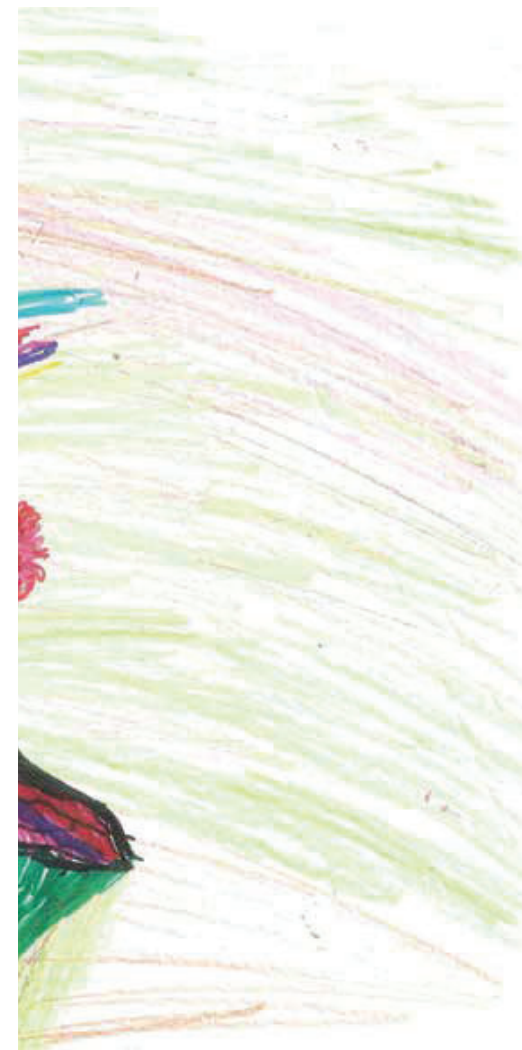
L'Etat roumain reconnaît actuellement six modèles alternatifs d'éducation. Les deux principaux sont Step by Step, qui concerne plus de 10 000 enfants dans 38 départements, et Waldorf, avec plus de 850 enfants dans 23 départements. Ces deux systèmes bénéficient d'un accord spécial avec le ministère de l'Education et peuvent fonctionner au sein d'établissements scolaires traditionnels. Les quatre autres modèles sont moins représentés. Il s'agit de la Pédagogie Montessori, de l'Alternative pédagogique Freinet, du Plan d'Iéna et de la Fédération pédagogique curative. « *Certains de ces modèles se développent rapidement et de manière un peu trop chaotique*, explique la directrice de l'une des premières écoles Montessori de Roumanie, la Montessori School of Bucharest, Ana-Maria Brezniceanu. *Dans le cas de Montessori, par exemple, il existe plusieurs écoles à Bucarest où le personnel didactique n'a pas été formé en conséquence.* » Une commission nationale en charge de l'éducation alternative est censée veiller au bon respect des pratiques de chaque modèle reconnu. Mais selon plusieurs responsables d'établissements alternatifs, elle ne joue qu'un rôle superficiel. A noter toutefois que les méthodes d'éducation alternatives génèrent de plus en plus d'intérêt. L'Université de Bucarest a même créé il y a deux ans un master en pédagogie alternative. L'ensemble de ces pédagogies centrent leurs efforts sur l'apprenant plutôt que sur les contenus, en le rendant actif. Ce type d'approche, qui renonce aux notes ou aux classements, est censée favoriser l'autonomie des enfants, développer la créativité et la confiance en soi.

LA MALTRAITANCE

63% des parents roumains ont recours aux punitions physiques ou aux abus émotionnels, selon l'ONG Salvați Copiii. Et 20% d'entre eux pensent que ces mauvais traitements sont nécessaires dans l'éducation d'un enfant. C'est bien moins qu'au début des années 2000, où le premier taux dépassait 80%, mais cela reste très inquiétant. « *Ces pratiques ont cours autant dans le milieu rural que le milieu urbain*, explique Diana Stănculeanu, de Salvați Copiii. *Il existe une influence culturelle importante, ces modèles d'éducation sont hérités de génération en génération.* » Cela peut notamment se vérifier dans les dictons populaires, comme « Unde dă mama, copilul crește » (l'enfant grandit là où la mère tape), « bătaia e ruptă din rai » (les coups viennent du paradis), ou encore « Copilul trebuie pupat doar în somn » (l'enfant doit être embrassé que durant son sommeil). Pourtant, une loi votée en 2004 interdit clairement de punir un enfant physiquement. Celle-ci a été suivie de campagnes d'information, mais la loi reste peu connue ou volontairement ignorée. Ce statu quo n'a pourtant pas l'air de déranger l'Etat qui, selon les ONG militant dans le domaine, ne soutient que très peu, voire pas du tout les activités de prévention menées sur le terrain. Un numéro national mis à disposition pour les enfants a été créé en 2001 par l'ONG Telefonul Copilului. Celui-ci est financé exclusivement par des fonds privés, notamment étrangers. Résultat, il n'est disponible que sur un seul réseau de téléphonie mobile et un seul de téléphonie fixe. « *Nous avons reçu plus de deux millions d'appels depuis 2001, et les demandes d'aide sont en constante augmentation*, témoigne l'une des responsables de l'ONG Telefonul Copilului. *Même si nous collaborons avec les institutions de protection de l'enfance, l'Etat ne nous finance absolument pas.* »

Jonas Mercier

Dessin : Seidat Băleanu,
de l'association Valentina.



Entretien avec Otilia Mantelers, psychologue spécialisée dans la relation familiale, sur les rapports parents-enfant en Roumanie.

POUR LEUR ENFANT ?



Regard : Comment définiriez-vous votre spécialité ?

Otilia Mantelers : C'est à la naissance de mes enfants que petit à petit je me suis orientée vers la psychologie. J'ai notamment passé des diplômes américains en *parenting* et en *hand in hand parenting*, pour être plus précise. Et je me suis spécialisée dans tout ce qui est lié au jeu. Je reçois des groupes ici même, dans cette galerie que je loue à Bucarest. Les parents viennent parler de leur relation avec leur enfant sur la base d'une thérapie qui permet de faire ressortir les émotions par le biais du rire et des pleurs. En d'autres termes, j'essaie d'enseigner aux parents à jouer avec leur enfant. Le but est de créer de meilleures interactions entre eux, on met l'accent sur le contact et non pas sur le contrôle, qui est synonyme de punir ou récompenser. L'idée est de

se connecter à son enfant durant un temps dit « spécial » : dix à quinze minutes par jour où l'on est à 100% disponible pour lui. Autre élément : être à l'écoute de ses émotions. Quand il pleure, ne pas le laisser pleurer tout seul. Savoir aussi imposer quelque chose en douceur et sans violence. Et je fais se rencontrer des adultes pour qu'ils apprennent à écouter et à prendre du recul.

Quels sont selon vous les principaux problèmes de la relation parents-enfant en Roumanie ?

Le temps accordé à l'enfant, quel que soit son âge. Les parents leur imposent toutes sortes de cours, d'activités... C'est trop. Ils ne passent plus de temps ensemble et quand c'est le cas, ils ne savent pas le faire fructifier. Les enfants sont fatigués et ne pensent qu'à regarder la télé après

une journée archi-pleine. Les Roumains ont trop peur que leur enfant ne soit pas parfait ; il doit jouer d'un instrument, parler plusieurs langues étrangères, être fort au foot, etc. En Hollande par exemple, pays où j'ai vécu plusieurs années, les enfants finissent l'école à 15h et ensuite ils ne font plus rien. Enfin si, ils jouent... Chez nous, à partir de midi, c'est tout le reste qui commence. Nos enfants ne jouent pas suffisamment. Autre souci majeur : la compréhension mutuelle. Typiquement, on retrouve des enfants qui dès l'âge de neuf, dix ans, répondent à leurs parents. De leur côté, soit les parents punissent toujours plus et l'enfant s'éloigne, soit ils le laissent faire et baissent les bras, d'une certaine façon. Or, l'enfant sait parfaitement que c'est la faute de ses parents si sa vie est autant chargée. La relation se détériore, il se met à leur répondre et

ainsi de suite. Mon travail est de les « reconnecter » afin qu'il gèrent au mieux le temps passé ensemble.

Comment en est-on arrivé à ce degré d'exigence quasi absurde ?

D'après moi, cela vient du communisme. On avait des problèmes de survie à l'époque. Désormais, les parents disent : « Ça a été difficile pour moi, je veux que mon enfant ait tout pour lui, sur le plan matériel et professionnel. » C'est seulement ensuite qu'ils rajoutent, « et aussi qu'il soit heureux ». Ils lui imposent alors de faire tout ce qui leur passe par la tête, notamment beaucoup d'activités. Mais si l'enfant ne passe pas suffisamment de temps avec ses parents, il ne les perçoit plus comme un soutien. A l'adolescence, en général, tout s'accroît : ces jeunes ne pensent qu'à sortir de chez eux, ils sont en constante opposition, les résultats scolaires sont mauvais. D'autres, les plus introvertis, peuvent tomber dans la dépression. Nous avons beaucoup d'adolescents dépressifs dans ce pays, plutôt des garçons d'ailleurs.

« *Les Roumains ont trop peur que leur enfant ne soit pas parfait ; il doit jouer d'un instrument, parler plusieurs langues étrangères, être fort au foot, etc.* »

Quelle serait la définition du bonheur pour des parents roumains à l'égard de leur enfant ?

Qu'il doit surtout réussir professionnellement. Puis faire un bon mariage, un enfant, avoir une belle maison et une belle voiture. Je caricature, mais c'est à peu près ça, même si beaucoup en reviennent. Certains parents viennent me voir pour résoudre les problèmes de leur enfant à l'école parce qu'il est violent avec ses camarades de classe. Or, on encourage les garçons à être forts et surtout à ne

jamais être tristes ou se plaindre. Pour les filles, c'est l'inverse ; on a tendance à vouloir réprimer leur colère. Elles doivent être calmes et jolies, des petites princesses. Mais elles ne font que refouler leur colère ; plus grandes, cela ressort inévitablement.

Quel regard portez-vous sur le rapport des mères roumaines à leur nouveau-né ?

Je vais vous donner mon exemple, cela répondra en partie à votre question. J'ai accouché en Hollande pour mon premier enfant. On m'a alors encouragé à accoucher « naturellement », à l'allaiter et à passer du temps avec lui. En Roumanie, c'est plutôt la césarienne qui est encouragée. Quant au lait maternel, on essaie, mais dès que quelque chose ne va pas, on passe vite au lait en

poudre. Le personnel médical est très invasif et stresse trop les mamans, selon moi. Cela vient aussi de notre culture : il faut accoucher et régler ça au plus vite. Toutefois, les choses sont en train d'évoluer petit à petit. Il y a maintenant toutes sortes de conférences sur l'allaitement ou la naissance naturelle. Nourrir son enfant est un besoin primaire ; le réprimer rend la mère anxieuse, quelque chose se brise et l'enfant le sent. Tout commence de manière difficile. Quand vous allaitez, vous libérez de l'ocytocine, c'est idéal pour la mère et pour l'enfant.

Les pères s'impliquent-ils davantage ?

Ici, l'enfant est surtout avec sa mère, alors que dans les pays du nord de l'Europe, par exemple, c'est plutôt le contraire. Les pères sont plus



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services :

- *Audit/Commissariat aux comptes :* identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- *Conseil fiscal :* comprendre et mettre en place des solutions fiables
- *Expertise comptable :* permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- *Gestion de la paye*

Contact :

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro

impliqués, ils lavent leur enfant et jouent avec lui. Ceci étant, ici aussi cela vient, doucement. D'après moi, l'Etat roumain n'encourage pas suffisamment les pères à rester avec leur enfant en facilitant le travail à temps partiel. De plus, on appartient à cette culture où l'homme est celui qui doit ramener l'argent à la maison.

Quelle est la place des grands-parents dans l'éducation des enfants ?

Les grands-parents ont toujours un rôle important car les parents travaillent beaucoup. Cela s'estompe un peu avec l'apparition des crèches. Je pense que c'est bien que les grands-parents viennent dans la famille de temps en temps, l'enfant développe

ainsi plusieurs relations. Mais il ne faut surtout pas séparer l'enfant trop longtemps de ses parents. Ce n'est pas bon de faire comme à mon époque et de laisser son enfant des années chez ses grands-parents. Cela marque et l'on peut développer la peur de l'abandon. Avec des conséquences aussi dans la vie de couple plus tard, certains ont toujours l'angoisse qu'on les quitte, d'autres deviennent très jaloux...

En quoi la culture roumaine a-t-elle aussi un impact positif sur l'enfant ?

En Roumanie, on gâte et on couve nos enfants ; d'après moi, c'est positif. Autre bon point : le gouvernement offre un an durant lequel on peut rester chez soi après l'accouchement,

c'était même deux ans il y a peu. A part ça, je ne vois pas. Généralement, ici, on dit qu'un enfant ne sait pas grand-chose car ce n'est qu'un enfant. On ne lui témoigne pas de réel respect et il ne bénéficie pas d'une réelle écoute. Pareil quand il pleure ou qu'il est triste. D'un autre côté, on les responsabilise trop ; pour les devoirs en premier lieu, puis quand il faut qu'il s'occupe de ses petits frères et sœurs. J'ai aussi le sentiment qu'à l'école, on accorde seulement de l'attention aux meilleurs, la créativité des élèves est réprimée. C'est très rigide. Enfin, je l'ai déjà mentionné, on les punit trop.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photo : Daniel Mihăilescu

Toit pour vous

Etablie en Roumanie depuis 2002, l'association Valentina soutient le quotidien des familles en difficulté. En 2006, Casa Valentina a été ouverte dans le secteur 5 de Bucarest, un lieu d'accueil de ces familles et d'activités scolaires et extra scolaires pour les enfants. Adina Ihora, directrice de l'association Valentina :

« Lorsqu'il s'agit de familles vivant dans la précarité, les relations parents-enfant sont plutôt tendues. Les parents dépensent beaucoup d'énergie pour assurer la subsistance de la famille, et n'ont pas toujours du temps ou les ressources affectives pour leurs enfants. Il arrive qu'ils culpabilisent face à leur impuissance d'assurer à l'enfant un climat idéal, et que celui-ci, à son tour, ressent qu'il constitue un poids. Quant à l'éducation, les parents n'en ayant pas beaucoup bénéficié de leur côté, ils ne savent pas comment s'y prendre. A l'association Valentina, ils s'engagent malgré tout à s'impliquer davantage dans la vie de leurs enfants. Nous organisons des réunions d'éducation parentale leur apprenant à communiquer avec leur enfant, comprendre ses besoins et ses attentes, le discipliner sans le punir. Au début, ils sont hésitants mais, petit à petit, une relation de confiance s'installe et ils s'ouvrent davantage. Certains parents, les mères en général, peuvent alors devenir très proches de leur enfant. »

www.valentina-romania.ro



Mots DES PARENTS

Très conservatrice jusqu'à il y a une vingtaine d'années, la famille roumaine a su progressivement adapter ses principes d'éducation. Certes, ce n'est pas le cas dans tous les milieux. Les quatre couples de parents que *Regard* a rencontrés semblent de leur côté avoir une vision plutôt saine de la façon dont ils comptent élever leurs enfants.

Smaranda et Dan Baci, couple d'architectes et parents d'Irina, 8 ans, et de Maria, 12 ans :

« Je souhaite éduquer mes filles en douceur, sans leur imposer ma volonté à tout prix ou abuser de mon rôle de parent », commence Smaranda Baci. Assis près d'elle, son mari l'approuve et ajoute : « C'est la logique que l'on privilégie dans les rapports avec nos filles. Pourquoi faut-il ou ne faut-il pas faire telle ou telle chose ? On aime bien les considérer comme de grandes personnes, cela les responsabilise. »

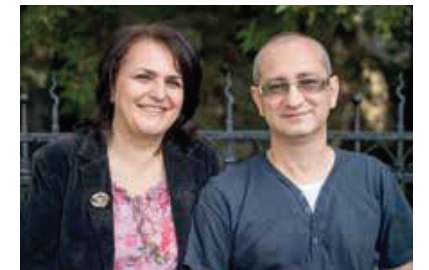


Pour ce couple d'architectes issus, tous les deux, de parents divorcés, il est essentiel que la famille reste unie, du moins dans les principes et les valeurs. « Le plus important est que nos fillettes restent honnêtes envers elles-mêmes, qu'elles ne se laissent pas emporter plus tard par des illusions. J'aimerais aussi qu'elles fassent confiance aux autres », dit Smaranda. Dan poursuit : « Et qu'elles soient tolérantes », (...) « et toujours polies », complète leur maman.

Plutôt confiante, Smaranda devient vacillante devant la perspective d'une adolescence qui approche à grands pas. « J'en ai très peur. Non pas de leurs crises, mais de mes réactions. Car une chose est sûre : si un jour nos rapports avec Maria et Irina se gâchent, ce sera de notre faute. » Dan se crispe un peu, avant d'ajouter : « Je sais qu'un jour, je vais perdre mes fillettes. A leur place, j'espère gagner deux femmes qui seront mes meilleures amies. »

Corina et Zubin Constantin, assistante sociale et professeur de musique, parents de George, 16 ans :

« Nous sommes à un moment de notre relation avec lui assez difficile à gérer », avoue Zubin Constantin. « On aime un enfant, puis, un jour, on se retrouve devant un adolescent qui passe le plus clair de son temps à nous contredire et à nous comparer avec les parents de ses amis. » Plus optimiste, Corina Constantin défend son fils qui, à seize ans, est toujours un enfant « coopérant, pas trop têtu, prêt à reconnaître ses erreurs. Moi je m'entends bien avec lui, il se confesse à moi et je lui fais confiance ».



Conscient des tentations de l'adolescence, le père dit user parfois de son autorité pour remettre George sur les rails en cas de dérapage. « Je le recadre parfois, mais juste pour lui montrer que l'adulte, c'est toujours moi. L'adolescence est une période

difficile pour tout le monde. C'est le moment où chacun de nous pose un regard différent sur la vie et nos priorités ne sont plus les mêmes. Pour lui, c'est l'amour, sa copine, son groupe... » « Alors que pour nous, la priorité, c'est son avenir, poursuit Corina. Au bout du compte, l'essentiel est qu'une fois devenu adulte, il soit content de sa vie, heureux, célèbre ou pas. »

Sur ce point, George semble en contradiction avec ses parents. C'est justement la célébrité qu'il espère et rêve d'une carrière de comédien. *« Je n'en suis pas très content, mais je ne lui dis rien. Surtout que de nos jours, il n'y a plus de métiers privilégiés. Cette génération peut faire tout ce qu'elle veut à condition de bien travailler. Le travail et le sens du devoir accompli sont essentiels dans notre éducation et j'espère que mon fils en tiendra compte »,* conclut Zubin.

Rucsandra et Florentin Băcanu, professeur d'anglais et analyste programmeur, parents d'Horia, 8 ans, et d'Irina, 13 ans :

« Pour s'épanouir, il est important que l'enfant ait un espace propre de liberté, estime Rucsandra Băcanu. Mais pour susciter chez nos enfants le désir d'aller dans le bon sens, on fait beaucoup de choses ensemble, l'éducation doit passer par l'exemple. On ne peut pas demander aux enfants de faire ce que les parents ne font jamais. » Florentin Băcanu assure que l'adolescence et l'avenir de ses enfants ne lui font pas peur... *« Pour moi, il est important d'offrir à mes enfants le plus d'expériences possibles afin qu'ils puissent faire leurs propres choix. »*

Une famille qui semble respecter le rythme de chacun. *« A chaque fois que je les ai forcés à faire telle ou telle chose, je n'ai obtenu que le contraire, une réaction de rejet »,* raconte Florentin. *« On ne les force surtout pas »,* renchérit Rucsandra.

De leur côté, Horia et Irina gèrent leur temps et s'acquittent de leurs responsabilités. *« J'aime bien ces petites personnes qui sont mes enfants. Je suis fière d'elles et je leur fais confiance »,* conclut Rucsandra.

Ioana et Lucian Mihai, consultante financière et formateur professionnel, parents de Filip, 8 ans :

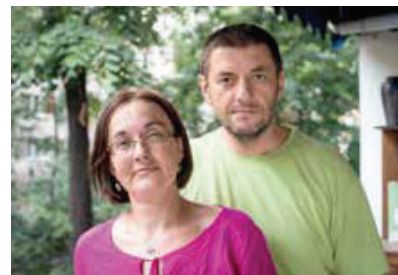
« Pour bien fonctionner, la relation parents-enfant doit surtout reposer sur le respect. Respecter ses enfants pour se faire respecter », soutient Ioana Mihai qui s'efforce d'offrir à Filip des repères pouvant l'aider à faire ses choix. *« Malheureusement, on ne sait jamais exactement où il faut se situer entre l'autorité et le laisser-faire »,* déclare Lucian Mihai, pour qui le large éventail d'opportunités proposé par la société actuelle rend sa mission de parent difficile.

Confiants que les plus belles valeurs s'apprennent dès l'enfance, Ioana et Lucian travaillent *« toujours en équipe »,* afin d'apprendre à Filip la tolérance, l'empathie et le respect des différences... *« Il est évident qu'il vivra au sein d'une société toujours plus multiculturelle. »*

Plus que l'adolescence de Filip, c'est le risque d'un mauvais entourage qui inquiète ses parents. *« Espérons que grâce à l'éducation reçue, il aura suffisamment de discernement pour éviter ceux dont les systèmes de valeurs contredisent les nôtres »,* conclut Lucian.

Propos recueillis par Ioana Lazăr.

Photos : Mircea Restea



Obligation de résultats, activités multiples... Dès le plus jeune âge, nombre d'enfants roumains portent un fardeau qui ne va qu'en s'alourdissant. Reportage au Collège Gheorghe Lazăr de Bucarest, l'un des plus réputés du pays.

TOUT POUR *l'excellence*

SOUS UN CIEL D'AUTOMNE,

vers 8 heures du matin, la rue Schitu Măgureanu qui longe le jardin de Cișmigiu s'anime soudain de groupes d'enfants. Ils déferlent tous vers la porte massive du Collège Gheorghe Lazăr qui domine de sa silhouette imposante le joli parc au cœur de Bucarest. * *« Peut-être que pour certains, ce n'est qu'un lycée, mais pour nous, c'est un véritable mode de vie »,* insiste la directrice adjointe Ionela Neagoe au moment où l'on s'intéresse aux performances scolaires que cette institution offre, et surtout demande. *« Cela dépend de ce que l'on comprend par performances ; ce mot, seul, ne veut rien dire. Notre établissement se donne pour mission d'encourager et d'appuyer les enfants pour un bon parcours dans la vie. C'est ça, la vraie performance »,* souligne-t-elle.

A 17 ans et demi, Bogdan, médaillé en chimie, biologie et maths, avoue que le succès ne vient qu'au bout d'un long parcours du combattant. Si la bataille est gagnée, alors l'effort et le stress valent toujours le coup, selon lui... *« Mes parents m'ont mis pas mal de pression, mais ce fut pour mon bien, je le sais. Je dirais que par leur façon de s'impliquer dans ma scolarité, ils m'ont insufflé le goût du devoir et la force de travailler tous les jours afin d'atteindre mes objectifs. Il est vrai que parfois, ils exagèrent, comme à présent quand*

je n'ai plus besoin d'être stressé pour obtenir mon Bac et réussir le concours d'entrée en médecine. »

Loin d'être singulier, le cas de Bogdan est plutôt la règle au Collège Gheorghe Lazăr, véritable pépinière des élites roumaines depuis sa création. Aux murs de certains couloirs, des portraits d'anciens élèves devenus plus tard des sommités (lire l'encadré). Une tradition que cet établissement continue à perpétuer. *« Le concours d'admission à Lazăr est tellement dur et la concurrence tellement serrée que pour réussir, il faut vraiment être un excellent élève »,* confirme la professeur de français Roxana Veleanovici.

Sur 240 adolescents qui ont passé le concours en juin dernier, seuls 30 ont été reçus. Alors rien de surprenant que le taux de réussite au Baccalauréat frôle chaque année les 100%

Mais les bons résultats n'assurent pas à eux seuls une réussite bien vécue. *« Une scolarité réussie repose toujours sur un triangle pédagogique sain entre l'enfant, les parents et le professeur, poursuit Mme Veleanovici, elle-même ancienne lazăriste et enseignante depuis 40 ans. Malheureusement, il arrive souvent que la famille*

mette trop de pression sur l'enfant en oubliant son âge et ses besoins, surtout ses besoins affectifs. »

A 16 ans, Miruna rêve d'un tas d'expériences qu'elle se voit souvent interdire par ses parents qui disent toujours *« mieux savoir »*. *« A mon âge, j'aimerais bien un peu plus de liberté pour profiter de mon adolescence »,* confesse-t-elle. De son côté, sa mère l'aurait plutôt vue dans un lycée d'art pour son talent au dessin. *« Mais bon, elle a préféré Lazăr, alors... En l'absence*

RRI Spécial

Avec
Andrei Popov
ou **Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rrr.ro - canal 2

Radio
România
Internațional



L'Eton roumain

Inauguré le 20 mai 1890 sur décret du roi Carol I, le Collège Gheorghe Lazăr reste l'un des plus importants établissements scolaires de Roumanie. Au-delà d'un enseignement de qualité, ce sont les activités extra scolaires qui font depuis toujours sa réputation. Sa revue, par exemple, lancée en 1919, a constitué des années durant une rampe de lancement pour nombre de personnalités littéraires. Aujourd'hui encore, le lycée continue de nourrir les passions de ses élèves notamment par le biais de trois publications (en roumain, anglais et français), une troupe de théâtre, une autre de *street dance*, un orchestre, et des ateliers de débats et de films.

de toute orientation professionnelle dans les écoles, c'est à nous, les parents, de prendre le taureau par les cornes et d'épauler nos enfants pour les aider à faire plus tard les bons choix », insiste Adina Rădulescu, la maman de Miruna.

« *Un beau jour, mes parents m'ont annoncé que j'allais passer le concours d'admission au Collège Gheorghe Lazăr. Personne ne m'a demandé si je le voulais ou pas*

Si à 16 ans un enfant peut se rebeller si l'état se resserre trop, à 12 ans, il est trop jeune pour dire non. « *Un beau jour, mes parents m'ont annoncé que j'allais passer le concours*

d'admission au Collège Gheorghe Lazăr. Personne ne m'a demandé si je le voulais ou pas. De toute façon, mes parents décident de tout, je parie que mon parcours scolaire est fixé de A à Z », rigole Raul, bavard et plein d'esprit.

Comme pour répondre aux angoisses de toutes ces familles en quête de succès, certains lycées de Roumanie ont même décidé de créer des classes de collège. Initiative idéale à même de servir les intérêts des parents qui souhaitent voir leur enfant réussir le très difficile examen d'admission à Lazăr : sur 240 enfants qui ont passé le concours en juin dernier, seuls 30 ont été reçus. Alors rien de surprenant que le taux de réussite au Bacca-lauréat frôle chaque année les 100%. Une fois admis, pas de répit. Pour tenir le coup dans une classe d'élite, le

rythme est soutenu et l'agenda de ces enfants approche celui d'un ministre. « *Du temps libre, je n'en ai un peu que le week-end* », déplore Daria qui, à 13 ans, se partage entre l'école, les devoirs, les cours d'anglais, d'alle-mand et le volley-ball. « *Je pensais que dans un lycée prestigieux comme c'est le cas de Lazăr, la concurrence allait l'encourager*, explique Irinel Marin, le père de Daria. *Mais la pression est déjà trop forte, aussi bien de la part des professeurs qui profitent du niveau de la classe pour mettre la barre encore plus haut, que des autres parents qui ne pensent qu'à la réussite scolaire.* »

Plus que les parents et les profes-seurs, c'est surtout le système qui est coupable, soutient pour sa part Dana Moraru, professeur de physique. « *Tant que les notes auront autant d'importance pour l'examen d'admis-sion au lycée, les parents ne lâcheront pas prise. De plus, nombreux sont ceux qui voient dans leur enfant une prolongation d'eux-mêmes ; du coup,*

la pression monte et les relations se dégradent. Le parent doit comprendre que son devoir est de contribuer au développement personnel de l'enfant, sans l'obliger à suivre un chemin qui n'est pas le sien. »

Et d'être toujours là, prêt à l'écouter, ajoute Ioana-Alexandra, 16 ans : « *Pour moi, il est important de parler avec mes parents que je considère comme mes amis. Je n'aime pas les adultes qui n'interrogent les enfants que sur l'école et jamais sur leur vie.* » Dana Moraru ajoute qu'« *en tant que professeur, j'apprécie surtout ces parents qui cherchent à s'intéresser à leur enfant en tant qu'individu.* »

Facile à dire, difficile à faire dans une société où dès l'entrée à l'école, le parent percevrait son enfant sur-tout comme un élève. « *Ce n'est pas vraiment ça*, conteste Aurelia Tudose, mère de Călin, 13 ans. *Je lui ai sim-plement proposé de se présenter à l'examen d'admission du Collège Lazăr.*

En tant que mère, je souhaitais le savoir intégré dans une école où il pourra ac-quérir connaissances et indépendance. Et je ne regrette pas ma décision, mon fils s'y plaît beaucoup. » Même si Călin a dû faire certains sacrifices... « *Mes devoirs remplacent souvent les jeux vidéos et la télé.* »

Les psychologues avertissent les parents : s'il y a une chose dont leur enfant a surtout peur, c'est de perdre leur amour, aussi surprenant que cela puisse paraître. « *Mes parents sont mes amis*, affirme Andrei, 17 ans. *Même si on se dispute de temps en temps, je sais qu'ils veulent mon bien et je veux pouvoir compter sur eux et les savoir près de moi autant que possible.* »

I.L.
Photo : Adrian Picișan / Mediafax

* Le Collège Gheorghe Lazăr est en fait un lycée, au sens français du terme. Il accueille les adolescents à partir de l'âge de 14-15 ans.



Depuis plus de 15 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international, depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation Acvatot** qui développe des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même esprit de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** forme nos collaborateurs à toutes nos techniques, ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.

Contact:
9-9A, Boulevard Dimitrie Pompeiu, Bâtiment no. 14, Iride Business Park, Bucarest
Tel.: +40 212 520 860 • Fax: +40 212 520 934 • contact@acvatot.ro
www.acvatot.com



Regard : Comment la religion a-t-elle influencé l'éducation des enfants roumains ?

Elisabeta Stănciulescu : La société roumaine avant le communisme était une société rurale au sein de laquelle les valeurs religieuses étaient très importantes. La notion de *gospodar* (maître de maison, ndlr), qui définissait cette identité rurale contenait comme élément fondamental le rapport avec Dieu. Du coup, la religion représentait une composante essentielle dans l'éducation que donnaient les parents à leurs enfants. Après l'instauration du communisme, l'industrialisation a engendré une migration urbaine massive. La majorité des villes roumaines se sont alors constituées avec une population rurale, qui a emmené avec elle ses valeurs traditionnelles. Les anciens *gospodari* ont été parmi les premiers à s'installer en ville après avoir perdu leurs terres et leurs biens, ils n'ont

LA REGLE DE FOI

L'identité religieuse continue d'être transmise aux jeunes générations avec assiduité au sein de la majorité des familles orthodoxes roumaines, il s'agit toujours des valeurs de base. Entretien sur le sujet avec Elisabeta Stănciulescu, sociologue spécialisée dans le domaine éducatif.

pas voulu travailler dans les fermes collectives. La composante religieuse est donc restée très présente dans l'éducation des générations d'après-guerre. Mais le régime a commencé à cultiver l'athéisme et la croyance religieuse s'est quelque peu retirée de la sphère privée. Néanmoins, si les messages transmis explicitement aux enfants, autant en famille qu'à l'école, ne contenaient plus d'aspects religieux, les valeurs communiquées

de façon implicite sont restées liées à la croyance en Dieu. On peut dire que sous le communisme, il n'y a pas eu de rupture avec les valeurs religieuses traditionnelles au sein des familles. Cela explique aussi qu'après 1989, beaucoup de jeunes se sont tournés vers l'Eglise et ont entrepris une pratique religieuse décomplexée.

Précisément, que s'est-il passé après la chute du communisme ?

de valeurs religieuses peut avoir un effet sain sur la construction d'un individu, car elle offre une identité et des racines. Mais cela dépend aussi de la façon dont la religion est présentée. Il existe des études qui montrent que le fait de croire dans une divinité s'associe avec des conduites pro sociales.

« *La transmission de valeurs religieuses peut avoir un effet sain sur la construction d'un individu, car elle offre une identité et des racines. Mais cela dépend aussi de la façon dont la religion est présentée*

Que voyez-vous de positif dans la relation parents, Eglise, enfants ?

Quand on regarde les choses en tant que scientifique, on ne juge pas en termes positifs ou négatifs, on cherche plutôt à anticiper les conséquences possibles. La transmission

A l'inverse, si la croyance est basée sur la peur de Dieu ou de l'enfer, cela peut engendrer des conduites antisociales. Or, j'ai tendance à croire qu'en Roumanie, on cultive aujourd'hui plutôt la peur que l'amour de Dieu.

La société de consommation est pareillement devenue décomplexée en Roumanie, cela n'interfère-t-il pas avec les valeurs religieuses traditionnelles ?

La société capitaliste et consumériste d'aujourd'hui encourage un hédonisme fantastique dans la société roumaine. Et cette recherche du bien-être personnel est largement cultivée par un nombre important de parents roumains. De manière explicite, ils transmettent à leurs enfants les valeurs religieuses que l'on connaît, mais de façon subliminale, ils envoient des messages bien différents, qui prônent l'hédonisme et la consommation excessive. L'enfant est donc soumis à une multitude de choses très distinctes, il est difficile de savoir comment il les gèrera et ce qu'il en résultera.

Propos recueillis par Jonas Mercier.
Photo : Octav Ganea / Mediafax

Le 19 septembre dernier, sur le terrain prévu pour la construction d'une mosquée. Plus de 500 croix orthodoxes ont été plantées par des familles en signe de protestation.



L'Assurance Intégrale Santé

La santé n'est pas simple. L'assurance, oui.

- Hospitalisation
- Opérations chirurgicales
- Maternité
- Règlement direct
- Respect inclus

Il vaut mieux laisser les professionnels s'occuper de votre santé.
L'Assurance Intégrale santé - spécialement créée pour ceux qui ont besoin de santé, et non pas de surprises.

LE SENS DU LIEN

LA PARENTE EST CETTE « MUTUALITE des êtres », souligne l'anthropologue américain Marshall Sahlins ; le lien familial est intrinsèque à l'identité et à l'existence, on vit les uns à travers les autres. La relation parents-enfant le prouve de façon éloquente, notamment en Roumanie.

Ici peut-être plus qu'ailleurs en Europe, les parents vivent à travers leur enfant, le sens de leur existence est principalement lié à leur descendance. L'éducation, la carrière, le statut social et les rapports de l'enfant avec ses parents sont plus importants que les intérêts purement individuels, la carrière ou le bien-être personnel. Précisément en Roumanie, le lien de parenté transcende tout, les objectifs et les désirs de l'individu se superposent à ceux de l'enfant ; l'identité même des parents est déterminée par le ou les enfants, et inversement.

Dans la Roumanie rurale, tout cela se vérifie d'autant plus. L'exemple de ces migrants qui construisent des maisons immenses, au prix d'efforts et de privations extrêmes, est en ce sens très parlant. La grandeur de ces bâtisses est souvent jugée de mauvais goût, surdimensionnées par rapport aux besoins d'une famille. Mais ce qui véritablement pousse des parents à construire ce genre de logement est l'espoir, le désir d'avoir leurs enfants proches d'eux. Aux abords des routes de campagne, il n'est pas rare de voir deux maisons en une, deux parties parfaitement symétriques collées l'une à l'autre capables d'accueillir la famille du fils ou de la fille. Les parents ne pensent pas à occuper un espace séparé, ils veulent que leur identité fusionne avec celle de leur progéniture, au sens propre comme au sens figuré.

Pareillement, dans le milieu rural, la décision de parents de partir travailler à l'étranger et de laisser leurs enfants

en Roumanie chez les grands-parents ou d'autres proches est souvent mal interprétée. On critique leur égoïsme et on doute de leur capacité à éduquer alors qu'ils « abandonnent » leur descendance. En réalité, cette décision difficile résulte essentiellement de l'interconnexion entre la vie des parents et l'avenir de leurs enfants, dont l'éducation et le bien-être matériel représentent la motivation principale de l'acte migratoire. Ce qui pourrait paraître un abandon est de fait un sacrifice, le sacrifice de la vie de famille pour le bien et l'avenir des enfants.

Réciproquement, en Roumanie, l'identité des enfants est fortement déterminée par les parents, ainsi que par les générations antérieures. On est toujours le « fils de... », et dans les campagnes la question « de qui es-tu ? » revient souvent. On est de qui l'on est. La prépondérance de la descendance est notamment caractéristique des sociétés rurales axées sur la propriété de la terre ou des animaux. Dans toute société traditionnelle, la parenté joue le rôle de la citoyenneté au sein d'une société moderne, elle est la structure d'organisation sociale. Ici, l'origine paysanne, toujours très présente, continue de marquer les relations familiales, le fils ou la fille héritant toujours de la maison, de la terre, du nom, de la renommée et de l'identité sociale des parents.

Cette identité basée sur le passé se retrouve notamment dans les rituels funéraires, omniprésents en Rouma-

nie. Le décès n'est pas vraiment vu comme quelque chose de funèbre, il n'est pas véritablement lié à la mort ou à la souffrance. Au contraire, son rôle central est de célébrer et de se souvenir de celui ou celle qui n'est plus, et surtout de réaffirmer les relations entre les vivants et les morts. Lors d'un enterrement, d'une messe ou du Samedi des défunts, l'identité individuelle fusionne avec celle du proche décédé, en particulier si c'est un parent ou un grand-parent, à la recherche de cette ligne transcendante qui se perd dans le passé mais permet de se projeter dans l'avenir.

Quand il est question d'individualisme, collectivité ou communautarisme en Roumanie, il est dès lors important de comprendre ce lien parents-enfant. C'est lui qui a généré l'histoire sociale de ce pays, aux puissants accents paysans, et dont la modernisation récente reste incomplète. Ceci étant, la société roumaine n'en expérimente pas moins de fortes modifications. La « maison double » auparavant mentionnée est toujours là, mais son avenir est désormais incertain. Les enfants devenus adolescents voudront-ils toujours vivre avec leurs parents ? Rien n'est moins sûr. Souhaiteront-ils à leur tour que leurs enfants restent nécessairement près d'eux ? L'accent mis sur l'individu seul risque de mettre à mal cette « mutualité des êtres » à la roumaine qui a tenu unis si fermement parents et enfant.

Radu Umbreș, anthropologue.

COMMUNIQUÉ

RENAULT DAY : LA REUNION DE LA GRANDE FAMILLE RENAULT EN ROUMANIE

Le dimanche 6 septembre à Mioveni (la ville où se trouvent les usines Dacia) a eu lieu le plus grand événement du Groupe Renault Roumanie : Renault Day. Plus de 4 000 participants, collaborateurs du Groupe Renault Roumanie et leurs familles ont eu l'occasion de mieux se connaître, de connaître le Groupe et les métiers, visiter les usines, tester des véhicules, et participer aux événements sportifs ou aux ateliers créatifs. L'invité spécial de l'événement a été le Président de la Roumanie, Klaus Iohannis.

« Je suis heureux de vous revoir tous ici, à Mioveni, après les vacances. Vous êtes plus nombreux que l'an passé, à Titu, et je suis vraiment enchanté que vous ayez choisi de passer la journée ensemble, dans la grande famille Dacia et Renault. Nous sommes plus de 16 000 collaborateurs répartis dans différents métiers, mais nous avons un objectif commun : nous développons, nous concevons, nous fabriquons et vendons de belles voitures. Ensemble, nous sommes Renault Roumanie, qu'on travaille à Mioveni, Bucarest, Titu, Pitești ou Oarja, que nous soyons de nouveaux collaborateurs ou que nous travaillions ici depuis la création de l'usine, en 1968 », a déclaré Nicolas Maure, directeur général du Groupe Renault en Roumanie, à l'ouverture de l'événement.

Les visites dans les départements Emboutissage et Montage de l'Usine Véhicules et Assemblage Moteur H4 de l'Usine Mécanique et Châssis ont été les plus sollicitées. Collègues et familles ont pu voir un département de fabrication, avec des informations utiles via des panneaux explicatifs et l'intermédiaire d'experts présents sur les trajets de visite.

L'événement en quelques chiffres :

- Plus de 4000 participants.
- Plus de 100 volontaires.
- 40 activités en un seul jour.
- 1000 enfants aux diverses activités.
- 600 participants aux activités sportives.



GROUPE RENAULT





Une idée, un peu d'argent et beaucoup d'enthousiasme : en Roumanie comme ailleurs, les « start-ups » apportent du sang neuf dans l'économie mais aussi un supplément d'âme dans un contexte toujours plus concurrentiel.

EN SUIVANT *l'étincelle*

« **LES PETITES ENTREPRISES** proposent des solutions innovatrices à des prix intéressants. On en a vraiment besoin, elles poussent l'industrie vers davantage d'efficacité et d'innovation », estime Cosmin Mihai. Avec trois autres collègues, ce jeune homme originaire de Cluj a mis sur pied en 2012 une start-up baptisée MIRA Rehab ; avec deux sièges, un à Londres et l'autre à Cluj. « *MIRA propose de faire de la physiothérapie une activité agréable à travers des jeux vidéo* », explique Cosmin. L'application est aujourd'hui utilisée dans des hôpitaux en Grande-Bretagne et sera bientôt livrée à travers le monde. MIRA Rehab a obtenu plusieurs prix, dont le Central European Start-up Award pour son impact social en septembre dernier.

Selon Cosmin Mihai, l'un des principaux obstacles auquel est confrontée

une jeune pousse en Roumanie est le manque de fonds et de partenaires potentiels. « *Il y a très peu d'investisseurs prêts à financer une start-up* », regrette-t-il. Cristina Alexandru, co-fondatrice du site Internet www.startups.ro, souligne toutefois qu'il existe dans le pays de plus en plus de programmes privés ou gouvernementaux, certains bénéficiant de fonds européens, qui encouragent les jeunes à se lancer dans les affaires. « *Depuis cinq ans, on parle beaucoup plus d'esprit entrepreneurial et de start-ups. De nombreux exemples de succès inspirent ceux qui envisagent de mettre sur pied une petite entreprise* », assure-t-elle. En outre, plusieurs grandes multinationales ont créé leurs propres programmes offrant un financement aux jeunes entrepreneurs.

Cristian Branea en est l'un des bénéficiaires. En 2013, il a obtenu 32 000 euros de la part du groupe pétrolier OMV Petrom dans le cadre du programme « *Țara lui Andrei* » (Le pays d'Andrei), dont le budget total est de 350 000 euros par an. Cet argent lui a permis de monter un atelier de meubles créés à partir de bois récupéré. L'atelier fonctionne dans la commune de Mănești (sud du pays) où vit une importante communauté rom. Pour Cristian, le premier but de sa compagnie baptisée Materia a été de créer des emplois pour des groupes ou des personnes vulnérables – des jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi, des Roms, des chômeurs de longue durée ou des familles nombreuses dont les seuls revenus sont les allocations pour les enfants.

Si Cristian a réussi, de nombreux autres jeunes rêvent de trouver leur « business angel », à savoir une personne prête à investir dans une idée, et pas seulement son argent, mais aussi son temps et son expérience. Pour les informaticiens, Radu Georgescu est sans nul doute l'« Ange » par excellence. Après avoir lancé sa propre compagnie GECAD, en 1992, alors qu'il était encore étudiant, il est aujourd'hui l'un des entrepreneurs les plus respectés de Roumanie. En 2012, il a fondé Tech Angels, le premier réseau d'investisseurs privés dans les start-ups de haute technologie. « *Je reçois environ 200 demandes d'investissement par mois, j'en choisis une ou deux* », racontait M. Georgescu le 3 septembre dernier dans un entretien pour le site www.startupcafe.ro. « *Ce qui m'intéresse est de m'assurer qu'il s'agira d'une société pérenne, qui va réussir* », ajoute-t-il, précisant qu'un jeune entrepreneur peut surtout convaincre par son énergie, ses connaissances, son équipe ou son histoire. « *De fait, des idées, nous en avons tous, l'idée est ce qui compte le moins. Il faut surtout savoir la transformer en plan d'affaires, réaliser le produit et trouver des clients* », rappelle l'homme qui a créé puis vendu diverses compagnies à des géants de l'informatique, ce qui lui a rapporté plusieurs dizaines de millions d'euros.

D'après lui, le secteur des start-ups est en plein boom aujourd'hui en Roumanie, grâce entre autres à ces « hubs » où les jeunes entrepreneurs se rencontrent et échangent des idées. Les experts soulignent pour leur part depuis plusieurs années déjà que le pays pourrait devenir une pépinière de jeunes pousses dans l'informatique ; le talent et l'expertise des Roumains dans ce domaine sont reconnus à travers le monde. « *Les services, l'informatique, la technologie et l'éducation sont les secteurs qui connaissent la plus grande effervescence* », indique Cristina Alexandru. Selon elle, l'investissement pour mettre sur pied une start-up peut aller de 0 euro, dans

le cas où l'expertise du fondateur est suffisante, à quelques dizaines de milliers d'euros pour une petite société de taille familiale, et jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'euros pour une entreprise qui souhaite un rayonnement national.

« *Les Roumains ayant un pouvoir d'achat élevé souhaitent de plus en plus des produits personnalisés, de petite série ou traditionnels. Ils sont en outre très intéressés par l'éducation de leurs enfants et cherchent des programmes alternatifs à ceux offerts par les établissements publics* », poursuit Cristina Alexandru, évoquant les niches où les chances de réussite sont parmi les plus fortes.

« *Des idées, nous en avons tous, l'idée est ce qui compte le moins. Il faut surtout savoir la transformer en plan d'affaires, réaliser le produit et trouver des clients* »

Le principe clé est donc de répondre à un besoin très concret des consommateurs. C'est le cas de Tribul, entreprise lancée en 2010 par Ariel Constantinof. Agé aujourd'hui de 24 ans, cet amoureux du vélo a créé une société de courrier... à vélo. Avec 500-600 livraisons par mois (uniquement sur Bucarest pour l'instant) et un chiffre d'affaires de 35 000 euros en 2014, Tribul mise sur la vitesse pour séduire ses clients. « *Une livraison prend deux heures au maximum, voilà notre niche* », explique Ariel. « *Nos employés mettent de l'âme dans ce qu'ils font, ils aiment pédaler en ville et adorent impressionner les clients par leur vitesse* », ajoute-t-il.

« *La mission d'une start-up est d'apporter quelque chose de nouveau. Nous n'avons pas inventé la roue mais avons démontré qu'on peut travailler de manière différente* », poursuit Ariel. Le site Internet de Tribul annonce fièrement qu'en utilisant des vélos à

la place des voitures, la petite société a empêché l'émission dans l'atmosphère de « *19,026 tonnes de dioxyde de carbone* ». Une bonne nouvelle pour Bucarest, l'une des capitales les plus polluées d'Europe.

Cristian Brînză, ancien joueur de volley-ball de haut niveau, a lui trouvé une niche qui fait sourire : il transfère les photos pris lors d'un mariage sur des aimants qui sont offerts aux jeunes mariés et à leurs invités avant même la fin des noces. Avec quatre ou cinq événements par mois et 1 000 à 1 500 aimants fabriqués lors de chacune de ces occasions, l'idée génère un chiffre d'affaires de 350 000 euros par an.

Selon les analystes, créer une start-up comporte des avantages, notamment l'autonomie, la possibilité de mettre en place ses propres règles en termes de marketing, de management et de financement, mais aussi des inconvénients. Le plus saillant : le risque d'échec. En Roumanie, jusqu'à 80% des start-ups jettent l'éponge dix-huit mois après leur lancement. Mais pour mesurer le taux de succès, il faut aussi utiliser des critères différents, souligne Cristina Alexandru. Ainsi, le succès peut représenter le rachat par une *major* du secteur, l'opération pouvant rapporter des millions d'euros à ses fondateurs. Ceci étant, seule 1% des start-ups roumaines, notamment dans l'informatique, peuvent se vanter d'un tel exploit. Pour d'autres – environ 10% du total – le succès se mesure par le degré de rentabilité. Enfin, juste le fait d'avoir survécu trois ans, même en l'absence de bénéfices, est une performance dont se targuent 25% des petites entreprises.

Quoi qu'il en soit, l'appétit notamment des jeunes pour se lancer dans les affaires ne fléchit pas : depuis le début de l'année, pas moins de 10 000 nouvelles entreprises par mois ont vu le jour en Roumanie.

Mihaela Rodina
Dessin : Sorina Vasilescu

ACCORD OU PAS D'ACCORD ?

La Roumanie n’aurait plus besoin d’emprunter auprès du Fonds monétaire internationale (FMI), mais un nouvel accord de type préventif serait toutefois utile. Le 29 septembre dernier, le Premier ministre Victor Ponta déclarait qu’« *un autre accord avec les institutions financières internationales dans une région si agitée, où seule la Roumanie se porte bien, serait le bienvenu* ». Le lendemain, le gouverneur de la Banque nationale (BNR), Mugur Isărescu, confirmait les propos du chef du gouvernement, en ajoutant : « *Je crois qu’il nous aiderait pour trouver des financements avantageux sur les marchés internationaux et, peut-être, encouragerait aussi les réformes.* » De leur côté, les représentants de l’institution internationale à Bucarest ont récemment montré leur inquiétude vis-à-vis des nouvelles initiatives de hausse salariale dans la fonction publique. Le Conseil fiscal a notamment indiqué que ces augmentations pourraient générer un déficit de plus de 4% si elles se concrétisaient. R.R. Photo : Octav Ganea / Mediafax

Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque nationale de Roumanie.



Le levier santé

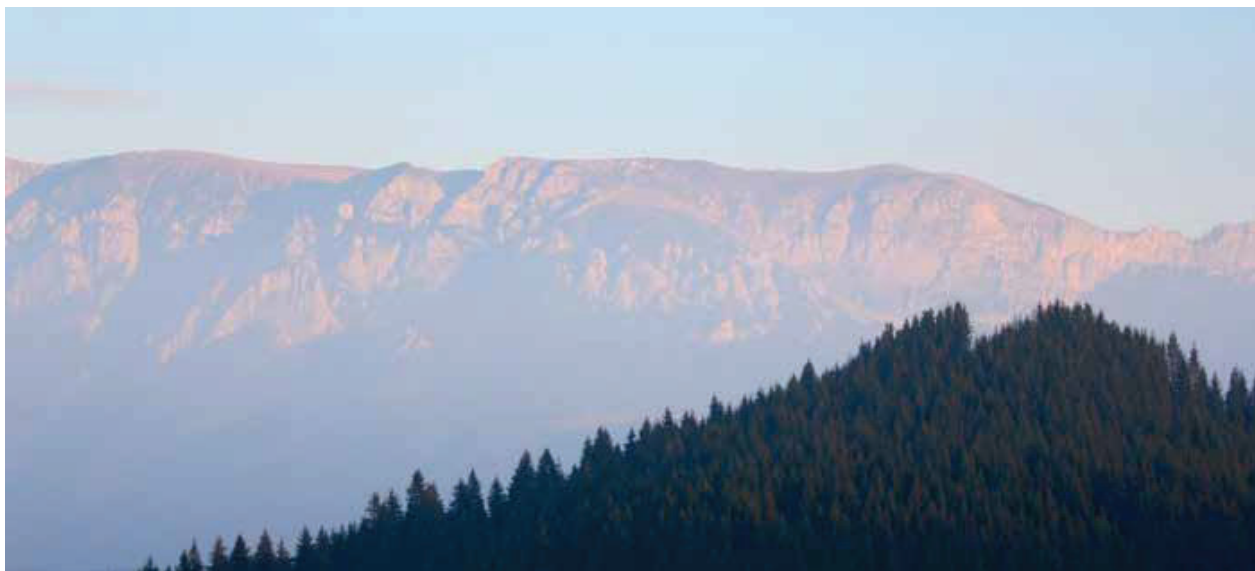


Environ 200 000 employés du secteur de la santé, médecins, assistantes et infirmières, bénéficient depuis le 1er octobre d'une hausse de 25% de leur salaire. La plupart – 181 000 – travaillent dans les unités subordonnées directement au ministère de la Santé, le reste dans des cliniques et hôpitaux qui fonctionnent dans le cadre d’autres institutions : ministère de l’Intérieur, ministère de la Défense, SRI, etc. Selon le Premier ministre Victor Ponta, l’effort budgétaire sera de 1,7 milliard de lei par an (environ 385 millions d’euros). « *Je vais proposer au Parlement d’inclure dans le budget de l’année prochaine une deuxième tranche d’augmentation, également de 25%* », a récemment déclaré le chef du gouvernement. Avant d’ajouter : « *Et en 2017, ceux qui seront au pouvoir devraient procéder à une nouvelle augmentation de 25%.* » Certains analystes estiment que ces mesures n’ont pas été décidées aujourd’hui pour rien, les élections locales et législatives approchent. Quoi qu’il soit, l’effort budgétaire pour la santé en Roumanie s’impose : le secteur ne représente que 4% du PIB alors que la moyenne européenne est à environ 7%. R.R. Photo : Marian Buga / Mediafax



QUEL CAP ENVIRONNEMENTAL POUR LA ROUMANIE ?

En décembre, Paris accueillera des délégations du monde entier lors de la COP 21 (Conférence annuelle des Parties). Un rendez-vous crucial pour l'avenir environnemental de la planète. Si rien n'est fait pour réduire la pollution, les températures globales pourraient augmenter de 4 à 5 degrés à l'horizon 2100. Les conséquences pour l'agriculture, le tourisme ou l'industrie seraient catastrophiques. De son côté, la Roumanie a quasiment rempli les objectifs ambitieux établis par l'Union européenne d'ici 2020 : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990, utiliser l'énergie provenant de ressources renouvelables à hauteur de 20 %, et augmenter de 20 % l'efficacité énergétique. Du coup, ce n'est pas tant la « propreté » de son énergie qui préoccupe aujourd'hui Bucarest, mais assurer son approvisionnement. Le désordre au sein du secteur énergétique local notamment inquiète les experts.



Sur les hauteurs de Braşov.

Viorel Gafița, président du groupe Romelectro, compagnie spécialisée dans les services pour l'industrie énergétique :

« Il n'y a plus de prédictibilité sur le marché de l'énergie car la législation actuelle est changeante. Du coup, l'atout que représente notre diversité énergétique, avec 43% d'énergie à base de ressources fossiles (charbon et gaz, ndlr), 28% d'énergie hydroélectrique, 16% d'énergie nucléaire, et 13% d'énergie éolienne pourrait se transformer en désavantage dans vingt ans. Nucleareletrica (compagnie publique qui gère la centrale nucléaire de Cernavodă, ndlr), par exemple, est aujourd'hui une société très rentable. Mais si dans quelques années et pour diverses raisons, y compris des changements climatiques importants,

voire des sécheresses prolongées, nous devons fermer la centrale, le pays devra renflouer environ 30 à 40% de son coût initial. Et si l'on regarde les technologies thermiques, en particulier celles qui fonctionnent avec du charbon, certains équipements ont aujourd'hui presque quarante ans. Je pense que l'une des grosses erreurs a été de diviser les fournisseurs d'énergie. Aujourd'hui, les producteurs se cannibalisent. »

**Elena Popescu, directrice générale
de la Direction énergie et environ-
nement au ministère de l'Energie :**

« La Roumanie a pratiquement atteint ses objectifs en termes de production d'énergies renouvelables pour 2020 imposés par l'Union européenne. Ces ressources énergétiques vertes

vont continuer d'occuper une place importante dans notre mise énergétique, mais leur développement doit tenir compte de la capacité d'absorption de notre réseau, ainsi que des augmentations de tarif pour les consommateurs. Nos récentes simulations montrent que l'augmentation de la part de l'énergie verte dans le système provoquera des hausses de tarif trop importantes.

Par ailleurs, nous avons affaire à une situation climatique bien différente de celle en Europe de l'Ouest. Ici, la température varie entre -20°C en hiver, et +40°C en été. Notre système électro-énergétique, comme celui d'approvisionnement en gaz, doit pouvoir faire face à ces extrêmes. En hiver, la pression du réseau de gaz diminue, le vent ne souffle pas, le

niveau des rivières est bas et il n'y a pas de soleil, sur quoi pouvons-nous alors compter ? Sur le charbon. 40% de l'énergie produite en Roumanie se base sur nos ressources en charbon. C'est une bonne chose car cela nous assure une certaine indépendance énergétique ; en même temps, c'est un handicap en ce qui concerne les normes environnementales. »

**Bogdan Badea, secrétaire d'Etat du
ministère de l'Energie :**

« La Roumanie a un besoin urgent d'investissements dans le domaine énergétique. Ces dernières années, nous n'avons pas suffisamment investi ni dans les réseaux de distribution, ni dans notre capacité d'interconnexion avec d'autres pays. Actuellement, cette dernière est de seulement 7% contre 10%, le standard demandé par l'Europe. Et si nous attendons qu'un barrage cède pour nous rendre compte de cette situation, les conséquences pourraient être très graves. Quand on voit ce qui

se passe actuellement au niveau géopolitique, on se dit qu'il nous faut des compagnies énergétiques puissantes et performantes. Or, la majorité de nos producteurs d'énergie ont utilisé l'inertie du marché pour fonctionner, parce que la demande était là et que les gens payaient. Du coup, la qualité du management n'a jamais été au rendez-vous. Et cela se ressent aujourd'hui. »

Laurențiu Ciurel, directeur du complexe énergétique Oltenia :

« Personne ne s'est posé la question de savoir comment, en seulement cinq ans, les autorités ont approuvé la construction de fermes éoliennes pour une production énergétique de près 30 000 mégawatts, alors que la Roumanie consomme 7 000 mégawatts et que sa capacité d'exporter est entre 1 000 et 1 500 mégawatts. On a longuement parlé de gros investissements, de l'ordre de 5 milliards d'euros. Mais selon moi, ces investissements sont désormais

partis en Allemagne ou au Danemark, chez les producteurs d'éoliennes, pas en Roumanie. »

**Niculae Havrileț, Agence nationale
de réglementation du secteur de
l'énergie (ANRE) :**

« L'efficacité énergétique des bâtiments représente une priorité pour la Roumanie, sachant que le logement seul cumule 45% de la consommation interne d'énergie et que le potentiel de réduction de cette consommation est de 40%. Une autre priorité est liée à l'amélioration de l'efficacité énergétique des producteurs d'énergie et des réseaux de transport. Les services publics comme le chauffage, le transport ou l'éclairage public doivent faire également l'objet d'un grand chantier coordonné afin de mettre en avant le développement durable et le respect de l'environnement. »

Propos recueillis par Mihaela
Cărbunaru.

Photo : Cristian Radu Nema / Mediafax

DÉCOUVREZ L'ART MODERNE DE LA COLLECTION ESPRESSO!



RISTRETTO ARDENZA
intense 9



ESPRESSO BARISTA
intense 9



RISTRETTO
intense 7



ESPRESSO INTENSO
intense 9



ESPRESSO
intense 5



LES ARÔMES ET LES TEXTURES DANS LE MONDE DU CAFÉ SONT COMME LES COULEURS SUR UNE PALETTE!
Découvrez la gamme complète des sensations espresso. De l'espresso classique, fin et délicat, au Ristretto Ardenza, intense et passionnel. Choisissez l'arôme que vous inspire et savourez un chef-d'œuvre d'art moderne dans votre propre tasse de café.

LES CHEFS-D'ŒUVRE SONT CRÉÉS SOUS PRESSIION!
Et pour un espresso, la pression est encore plus grande. C'est d'ailleurs la seule méthode pour créer, goutte à goutte, la crème la plus fine. C'est la raison pour laquelle les machines NESCAFÉ® Dolce Gusto® utilisent jusqu'à 15 BARS de pression.



LE CAFÉ N'EST PAS QUE NOIR

www.dolce-gusto.ro

Détail important

Avec une croissance de 9,6% du commerce de détail en juillet 2015 par rapport à juillet 2014, la Roumanie est le pays de l'Union européenne (UE) le plus dynamique dans ce domaine, selon les chiffres publiés début septembre par Eurostat (Direction de la statistique de la Commission européenne). Sa performance est trois fois supérieure à la moyenne de l'UE (+3,3%). Et la tendance devrait se poursuivre. Selon la compagnie immobilière DTZ Echinox, à la fin de l'année le pays disposera de 3 millions de m² d'espaces de commerce (supermarchés, hypermarchés et centres commerciaux), dont 1 million sur Bucarest. Il y aurait déjà 1 594 supermarchés, hypermarchés et grossistes (source : *Ziarul Financiar*). Mais en dépit des apparences, ce chiffre ne serait pas excessif. Avec 0,67 m² d'espace commercial par habitant, la Roumanie est loin derrière la moyenne européenne qui est à 1,11 m² (source : institut d'études GfK). Enfin, d'après une estimation d'Erste Group (propriétaire de la BCR), citée par *Ziarul Financiar*, suite à la baisse des taxes et impôts prévue dans le nouveau Code fiscal, la consommation des ménages augmentera chaque année de plus de 4% au moins jusqu'en 2019. R.R.

Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



PLUS COMPETITIVE

La Roumanie a gagné six places en un an et se situe à la 53ème position sur 140 pays dans le classement mondial de la compétitivité, rendu public le 30 septembre dernier par le Forum économique mondial (WEF), l'organisateur du Forum de Davos. Pour la septième année de suite, la Suisse occupe la première place, suivie de Singapour et des Etats-Unis, un trio gagnant inchangé depuis l'édition 2014. A l'opposé se trouvent la Mauritanie, le Tchad et la Guinée. La Roumanie est suivie par la Bulgarie – qui stagne – et par l'Inde qui a fait un bond de seize places depuis l'année dernière. Concernant l'Europe occidentale, le rapport indique des avancées significatives pour l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la France ; cette dernière est en 22ème position, en progression d'une place par rapport à 2014. L'étude du WEF donne un classement mondial des pays les plus compétitifs à partir d'une série de critères : institutions, infrastructures, environnement macroéconomique, santé, éducation, marché du travail, développement technologique, innovation, etc. Selon l'étude, la Roumanie a pour principaux atouts son environnement macroéconomique et l'ampleur de son marché interne. I.L.

La chronique

DE DAN POPA

QU'EN PERSPECTIVE

L'économie roumaine est aujourd'hui stable, même si le risque d'inflation plane toujours. Alors que peut-on véritablement craindre ? Revue de quelques « menaces »...

Etats-Unis : Si la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED, banque centrale) n'a pas encore augmenté son taux directeur, sa présidente, Janet Yellen, a récemment signalé que la FED s'apprêtait à démarrer un cycle de renforcement du dollar, conséquence logique de la croissance économique du pays qui atteindra vraisemblablement plus de 2% en 2016.



Cette « normalisation » monétaire, qui adviendra à partir du moment où les marchés se seront calmés et que la bulle spéculative chinoise n'explosera pas (encore) signifie que tout ou presque tout sera plus cher, en Roumanie comme ailleurs. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis représente 22% du PIB mondial ; si le dollar se renchérit, l'Europe le ressentira immédiatement. Pour la Roumanie, vu le poids de ses importations, le déficit de la balance commerciale risque de s'alourdir fortement.

Chine : Elle cherche un nouveau modèle économique. Jusqu'à il y a peu, la croissance chinoise était surtout soutenue par les exportations. De là les accusations répétées de manipulation du cours du yuan par Pékin. Même si sur les cinq dernières années, le cours réel de la monnaie chinoise a augmenté d'environ 30%, le yuan resterait à un niveau trop bas, favorisant les exportations de façon jugée déloyale.

Le nouveau modèle économique chinois pourrait donc davantage reposer sur la consommation interne. Un changement de perspective qui perturberait fortement les places boursières, mais également l'économie mondiale dans son ensemble. Dans un premier temps, une augmentation massive du chômage – du fait du ralentissement des exportations – doublée de tensions sociales provoquerait inexorablement une contraction économique, tant nationale que mondiale.

Union européenne : Toujours à la recherche d'une véritable croissance, l'UE ne semble pas vraiment reprendre du poil de la bête, et ce malgré les bonnes intentions de sa Banque centrale. Dans les prochaines années, si les politiques fiscales notamment ne s'harmonisent pas, et si la mise en place d'une union bancaire tarde trop, l'espérance de vie de l'Union monétaire pourrait s'avérer plus courte que les unions monétaires antérieures (environ 40 ans).

Roumanie : En 2014, le PIB du pays a été d'environ 150 milliards d'euros (53ème position mondiale). Bien que les fondamentaux économiques soient aujourd'hui au beau fixe, 2016 sera une année électorale. Il est donc à craindre que les dossiers cruciaux pour le développement de la Roumanie (infrastructures, gestion de l'argent public...) soient retardés.

Autant de risques latents de l'extérieur et de perspectives peu dynamisantes de l'intérieur ne sont pas de très bon augure. Même si pour l'instant, « tout va bien ».

Photo : Dragoș Savu / Mediafax

« IL MANQUE UNE PHILOSOPHIE FISCALE CLAIRE »

Regard : Dans les grandes lignes, comment jugez-vous le nouveau Code fiscal promulgué début septembre ?

Laurian Lungu : Je dirais que deux grandes directions ont été prises. Premièrement, la vision générale de ce document, en ce qui concerne les taxes, correspond à un retour au statu quo de 2007. En d'autres termes, les taxes qui peuvent avoir un réel impact sur les revenus fiscaux de l'Etat et la croissance économique seront réduites. Je me réfère à la TVA, à la taxe sur les constructions spéciales (poteaux électriques, barrages, cheminées industrielles..., ndlr) et aux accises sur le carburant. Toutes les trois ont été augmentées ou introduites ces dernières années et ont directement affecté la consommation. Le second point qui me semble important est l'élargissement de la base d'imposition, plus particulièrement les efforts faits pour réduire le déficit des fonds de retraite. Il s'agit là d'un problème structurel en Roumanie et les mesures qui ont été prises touchent surtout les personnes physiques, sur lesquelles on tente de transférer une partie du poids fiscal. En dehors de ces deux aspects, quelques éléments mineurs ont été modifiés, comme l'augmentation de la taxe foncière, trop faible ici. En résumé, ce nouveau Code n'apporte rien de radicalement différent, il revient plutôt à un système que l'on avait déjà considéré bénéfique pour l'économie roumaine.

Vous minimisez le côté réformateur du Code, ces mesures n'en sont-elles pas moins positives afin d'encourager l'entrepreneuriat et les investisseurs ?

Malgré des mesures drastiques et notamment l'abrogation de plusieurs taxes importantes, le nouveau Code fiscal n'aurait rien d'innovant et manquerait de perspective, d'objectifs clairs. Analyse avec l'économiste Laurian Lungu, notamment affilié à plusieurs groupes de recherche britanniques.

C'est effectivement un premier pas. Mais il faudrait qu'il soit suivi par un ensemble d'autres mesures. La composante fiscale est une chose importante, c'est vrai, mais j'aurais voulu voir des objectifs plus clairs, une philosophie fiscale mieux définie. Un code fiscal devrait dire de façon plus nette s'il taxe les investissements ou la consommation, par exemple. Dans cette optique, il faut savoir observer le cycle économique actuel pour stimuler soit les investissements, soit la consommation. Le système d'imposition et de taxes se construit ensuite selon l'objectif fixé.

Selon vous, il n'y aurait aucune trace de cette philosophie fiscale ?

Je pense qu'elle n'a tout simplement pas changé. On ne sait pas encore clairement ce que l'on veut.

Il y a toutefois des mesures fortes pour attirer les investisseurs...

Oui et non. C'est la consommation qui est d'abord encouragée, avec une baisse de la TVA de quatre points à partir du 1er janvier 2016. En ce qui concerne les mesures destinées à stimuler les investissements, comme l'abrogation de la taxe sur les constructions spéciales, on parle du 1er janvier 2017. Or, en Roumanie, nous savons bien qu'il faut prendre ce genre de promesses avec des pincettes alors que notre économie

dépend directement du reste de l'Europe. Et si les revenus fiscaux ne sont pas à la hauteur des attentes du gouvernement l'année prochaine, il est bien possible que les taxes et impôts qui devaient être abrogés en 2017 ne le soient plus. Autrement dit, il n'y a pour l'instant rien de concret pour encourager les investissements.

« *Si les revenus fiscaux ne sont pas à la hauteur des attentes du gouvernement l'année prochaine, il est bien possible que les taxes et impôts qui devaient être abrogés en 2017 ne le soient plus*

L'une des principales critiques adressée à la Roumanie par le milieu des affaires est ce cadre fiscal complexe, parfois illisible. Le nouveau Code change-t-il quelque chose ?

Pas vraiment. Des choses ont été faites pour simplifier certaines procédures, mais ce n'est pas suffisant pour le milieu des affaires.

La Roumanie est l'un des Etats de l'Union européenne qui enregistre un taux de perception des taxes et des impôts parmi les moins élevés. N'est-ce donc pas un peu suicidaire de réduire autant la charge fiscale ?

Il y a deux façons de voir les choses. La première dit que la Roumanie a besoin d'un cadre fiscal élevé précisément parce que le niveau d'encaissement des taxes par rapport au PIB (produit intérieur brut, ndlr) est très faible. La deuxième est d'estimer que la fiscalité est trop élevée et que cela génère un effet négatif sur les recettes fiscales ; personnellement, c'est ce que je pense. Mais il s'agit là de l'éternelle ambivalence entre une politique plutôt basée sur un Etat régalien et une politique libérale. Quoi qu'il en soit, concernant la Roumanie, l'expérience nous montre qu'à chaque fois qu'on a procédé à des baisses de taxes et d'impôts, les revenus de l'Etat ont progressé. En 2005, par exemple, lorsqu'on est passé au taux unique d'imposition, les recettes fiscales issues des salaires ont augmenté.

Si vous pouviez détailler le mécanisme...

En diminuant le poids fiscal, on décourage le travail au noir et l'évasion fiscale. Si les gens voient que les taxes sont plus faibles, ils les paient. Avec une TVA à 24% – taux qui est au-delà de la moyenne au sein de l'Union européenne de 21,6%, ndlr –, les entreprises sont davantage tentées de ne pas déclarer leurs activités, ou une partie d'entre elles. L'économie grise fleurit. En 2014, nos revenus fiscaux n'ont représenté que 27,4% du PIB *. C'est très peu.

Ceci étant, la Roumanie a aussi besoin de beaucoup d'argent pour réformer son système de santé, éducatif, ses infrastructures...

La situation est complexe et demande, comme je le disais, une philosophie fiscale claire. Pour résoudre les déficiences du système éducatif, de la santé ou des infrastructures, il faut effectivement beaucoup d'argent. Deux options s'offrent à l'Etat : soit il privatise et c'est le secteur privé qui va s'occuper d'investir dans ces domaines, soit il fait en

sorte d'augmenter ses revenus. Je pense que cette deuxième option est possible en réduisant le poids fiscal afin que chacun paie ses taxes et ses impôts. Mais cela doit être complété par des mesures législatives amples réformant l'administration et les institutions ; et il faut aussi de la transparence. Actuellement, la Roumanie compte 4,3 millions de salariés qui doivent soutenir 5 millions de retraités. La situation est complètement déséquilibrée. Taxer plus, oui, mais quoi et qui ? La base d'imposition est trop petite. Il faut plus qu'un nouveau Code fiscal, nous avons besoin d'une vaste stratégie pour élargir cette

base, en attirant plus de personnes sur le marché du travail, par exemple.

Propos recueillis par Jonas Mercier.

* Selon une étude de la Commission européenne sur l'année 2013 et dont les résultats ont été publiés début septembre, l'écart de TVA, c'est-à-dire la différence entre le montant théorique des recettes de TVA et le montant effectivement perçu représentait en Roumanie 41%. En d'autres termes, l'Etat roumain a perçu en 2013 une TVA effective de 14%, et non pas de 24%.

GDF SUEZ devient



—

GDF SUEZ,
fournisseur de gaz naturel,
d'électricité et de services
devient ENGIE.

—

engie.ro



La cible du 4%

Avec un taux de croissance de 3,7% du produit intérieur brut (PIB), la Roumanie a enregistré la deuxième meilleure performance économique au sein de l'Union européenne (UE) au cours du premier semestre de cette année, conformément aux données récentes publiées par Eurostat (Direction de la statistique de la Commission européenne). La République tchèque occupe la première place avec un taux à +4,4%, tandis que l'UE dans son ensemble a enregistré 1,6% de croissance. Selon l'Institut national des statistiques (INS), les principaux moteurs de la hausse en Roumanie ont été le commerce (+1%), les technologies de l'information et les télécommunications (+0,9%), et l'industrie (+0,5%). Par contre, le commerce extérieur (-1,5%) a eu une contribution négative à cause du décalage persistant entre les exportations et les importations. Toujours selon Eurostat, avec un taux de chômage à 6,8% de la population active en juillet dernier, la Roumanie occupe la septième place parmi les pays de l'Union avec le chômage le plus bas. Mais les analystes réagissent avec prudence. Ionuț Dumitru, président du Conseil fiscal, a déclaré dans l'émission Ziarul Financiar Live du 19 août dernier que « pour finir l'année avec une croissance d'ensemble de 4%, il faudrait qu'au cours des trimestres trois et quatre, le taux soit supérieur d'au moins 1% à celui du trimestre antérieur ». Mission assez impossible, d'autant que la sécheresse a fortement touché l'agriculture ces derniers mois et aura certainement un impact négatif. Selon le Fonds monétaire international, il faudra attendre 2016 pour que le pays atteigne 3,9% de croissance – pour 2015, l'institution table plutôt sur 3,4%. R.R. Photo : Mihai Dăscălescu / Mediafax



NOUVEAU PNEU MICHELIN CROSSCLIMATE. ARMEZ-VOUS FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES.

Michelin crée aujourd'hui CrossClimate, le premier pneu capable de faire face aux aléas climatiques grâce à ses performances révolutionnaires dont le freinage sur sol sec⁽¹⁾, l'adhérence sur sol mouillé (pneu noté A pour le critère « adhérence sur sol mouillé ») et la motricité sur la neige⁽²⁾ (certifié 3PMSF⁽²⁾ pour ses performances sur sol enneigé).

Testez l'innovation MICHELIN CrossClimate sur : crossclimate.michelin.fr

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

(1) Testé par l'organisme allemand TÜV SÜD en Déc 2014 sur les dimensions 205/55 R16 & 195/65 R15.
(2) 3PMSF : Three Peak Mountain Snow Flake, certification hiver.



Que s'est-il réellement passé à Budapest ces dernières semaines ? La Hongrie est-elle ce pays refermé sur lui-même tant décrié par les médias occidentaux face à la crise des réfugiés ? *Regard* est allé sur place à la rencontre de quelques observateurs.

L'OMBRE *hongroise*

POLINA PEORGESCU, CONSEILLERE DU
DOYEN DE LA CENTRAL EUROPEAN
UNIVERSITY A BUDAPEST

Regard : On a vu beaucoup d'images, un peu toujours les mêmes, de la gare principale de Budapest remplie de réfugiés, notamment syriens. Comment était-ce sur place ?

Je commencerais par citer la petite ONG Migration Aid qui s'est mobilisée fin juin, au moment où plusieurs

milliers de réfugiés étaient redirigés vers Budapest dans l'attente d'être envoyés vers des centres où il n'y avait de toute façon plus de places. Ils n'ont alors eu d'autre choix que de s'entasser dans les gares de la ville. Migration Aid a notamment mis en place un tableau Excel en ligne consultable en permanence pour s'informer des besoins. On pouvait offrir une aide en traduction, donner de la nourriture, des vêtements, des tentes, et surtout aider les réfugiés dans leurs

démarches. 60% d'entre eux étaient syriens ; les autres, d'Afghanistan, du Pakistan et du Kosovo, se sont joints au flux après avoir entendu qu'il existait ce tracé migratoire. Toute cette logistique d'aide s'est improvisée ad hoc. Je dirais qu'une bonne dizaine de milliers de Hongrois ont donné un coup de main. J'ai passé une soirée dans un espace de 300 m2 entièrement rempli de donations ; toutes les dix, quinze minutes quelqu'un venait avec un sac.

Pas de soucis sur place avec les autorités ?

La police surveillait que tout aille bien mais elle n'intervenait pas. Je n'ai vu aucune violence. Les tensions ont eu lieu mi-septembre à la frontière serbe, lorsque le passage a été clôturé et que les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Cela a choqué beaucoup de gens à Budapest. Malheureusement, au final, Viktor Orbán (le Premier ministre, ndlr) est ressorti vainqueur : les Hongrois dans leur ensemble pensent plus que jamais que ce pays n'est pas fait pour les migrants.

ENDRE SIK, SOCIOLOGUE

Regard : Quel est le degré de xénophobie en Hongrie ?

Depuis 2010, il y a une résurgence de la xénophobie, mais ces chiffres n'ont pas augmenté avec le problème récent des réfugiés. Il n'y a pas de lien direct entre les deux. Une consultation nationale effectuée par le gouvernement cette année au sujet des problèmes de migration a montré que les gens étaient parfaitement d'accord avec les méthodes d'Orbán consistant à fermer les frontières et à faire en sorte que le pays ne devienne pas une terre d'accueil. La xénophobie a surtout augmenté depuis quinze ans à cause des problèmes économiques et de la précarité. Généralement, nos « moutons noirs » sont les gitans et les juifs, pas les réfugiés. Mais le gouvernement actuel, très autoritaire, exacerbe le nationalisme et le rejet de l'autre. Depuis son accession au pouvoir en 2010, le degré de xénophobie, qui était déjà parmi les plus hauts d'Europe a encore monté d'un cran. La société a toujours été paysanne et donc repliée sur elle-même. En outre, elle est plutôt homogène, blanche et catholique, et n'a qu'une très faible expérience en matière de migrations.

Cette peur de l'étranger a donc augmenté ces derniers mois ?

Paradoxalement, ces trois derniers mois, le degré de xénophobie a légèrement baissé. Avant cette crise, on avait chaque année 5 000 demandes d'asile, mais le migrant voulait surtout filer vers la Suède ou l'Allemagne, comme c'est le cas aujourd'hui. Je ne dirais donc pas que cet été les Hongrois se sont vraiment sentis envahis. Pour la plupart, le problème a surtout été exacerbé par les médias, avec toutes ces images passées en boucle. Il n'en reste pas moins que notre pays reste, comme je le mentionnais, plus xéno-

phobe que certains autres en Europe.

Mais il y a eu une implication de la société civile...

Oui, c'est nouveau et surprenant. Comme je vous le disais, le degré de xénophobie s'est quelque part adouci ces dernières semaines. Des gens, plutôt jeunes et éduqués, ont géré tout cela de manière très efficace. Et ce sur plusieurs mois, une première en Hongrie. Il reste à analyser le phénomène, comprendre qui sont ces personnes et comment elles ont acquis une telle expérience en matière d'accueil.



BERNHARD KNOLL-TUDOR, AVOCAT EN DROIT INTERNATIONAL

Regard : Comment analysez-vous ces trois derniers mois de « crise » en Hongrie ?

Techniquement parlant, on a assisté à des problèmes d'asile et de réfugiés, non pas d'immigration. Ces gens sont venus pour trouver une protection. Qui sont-ils ? Le gouvernement hongrois nous dit que ce sont des migrants économiques, mais c'est un mensonge, ils fuient les bombes ! Autre aberration : la mise en avant de la défense des valeurs chrétiennes. C'est un discours de parti d'extrême droite d'opposition, pas d'un parti au pouvoir, hormis ici, en Slovaquie et en Pologne. Les autres leaders européens, eux, évoquent un problème de politique publique avec des défis à relever, tels l'intégration ou l'éducation.

L'arsenal législatif est-il au point ?

Depuis 1951, il existe la Convention de Genève sur le sort des réfugiés au sein de laquelle la protection temporaire est clairement définie. Or, la Hongrie a montré le visage d'un pays dont la politique consiste à ériger des clôtures.



Sans compter la complète inutilité de toute cette militarisation... Nous ne sommes pas face à une question de restrictions de marchandises mais de personnes qui ont un but et savent comment l'atteindre, on ne peut pas réguler tout cela avec des barrières. D'autant que les réfugiés ont des smartphones et savent par où passer. On nous présente ces gens en termes de masse de pauvreté alors que la plupart d'entre eux sont issus de la classe moyenne. Leur destin est entre

leurs mains et ils ne vont pas accepter qu'un gouvernement leur dise d'aller en Estonie plutôt qu'en Allemagne.

Aucun d'entre eux n'accepterait de rester ici ?

Après ce qui s'est passé, bien sûr que non... Ce que je voudrais dire, c'est qu'au-delà des lois, je l'ai déjà mentionné, il y a un concept d'accueil établi noir sur blanc depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est

là-dessus que s'est d'ailleurs basé le déplacement de 200 000 Hongrois en 1956 ; ils sont allés pour la plupart en Autriche qui les a accueillis et intégrés (lire aussi la chronique d'Isabelle Wesselingh page 17). Une partie de l'histoire de tout peuple comporte le fait d'avoir été à un moment donné un peuple de réfugiés. Au départ, les Hongrois viennent d'Asie centrale et se sont rassemblés sur ce territoire. C'est un fait totalement occulté aujourd'hui, on n'a parlé que de crise et d'état d'urgence de façon exagérée. Conséquence, l'image de ce pays s'est complètement effondrée.

CORENTIN LEOTARD, JOURNALISTE

Regard : En quoi les prises de position de Viktor Orbán renvoient le discours bien-pensant occidental face à ses contradictions ?

Viktor Orbán joue le rôle d'épouvantail, celui à qui il revient de faire le sale boulot de gardien de la frontière Schengen ; et il le fait salement, en capitalisant politiquement et en refusant toute assistance humanitaire ou presque pour les migrants. Un travail que la Grèce n'a pas ou peu fait. La Hongrie a déployé de grands moyens pour contrôler sa frontière européenne. Elle est à la fois très critiquée pour cela, mais encouragée en coulisses par l'Allemagne du fait de s'en tenir strictement aux règlements de Dublin et de Schengen. De plus, lorsque la Hongrie a aidé au transit de migrants vers l'Autriche fin août, elle s'est immédiatement attiré les foudres de Vienne, le chancelier autrichien critiquant simultanément la clôture érigée par la Hongrie et le fait que Budapest achemine des migrants en Autriche...

Quand les autorités hongroises ont proposé fin septembre d'établir un couloir humanitaire vers l'Autriche et l'Allemagne, elles se sont vu adresser une fin de non-recevoir de la part de Vienne, qui a réclamé que l'on s'en tienne à ces règlements injustes et inefficaces faisant peser un fardeau trop lourd sur les épaules des pays en première ligne d'entrée de Schengen, des pays avec bien peu de ressources en comparaison avec les pays ciblés par les réfugiés. Aux pays de l'Ouest le beau rôle, les Européens de l'Est sont de leur côté renvoyés à leur image de barbares et d'ingrats, eux qui ont tant bénéficié de la générosité de l'Ouest (sic).

Propos recueillis par Benjamin Ribout, envoyé spécial à Budapest.
Photos : Zsolt Reviczky

DESESPEREMENT ENDEMIQUE

Malgré les effets d'annonce du gouvernement et la pression de la Commission européenne, rien n'y fait : la corruption est plus que jamais présente en Bulgarie. L'année 2014 a d'ailleurs battu tous les records enregistrés depuis 1999, avec quelque 160 000 actes de corruption par mois. Une corruption endémique, systémique, présente à tous les niveaux et qui touche quasiment tous les domaines, de la justice à la santé en passant par la politique et l'éducation. La Bulgarie reste pour l'instant un « cas » insoluble pour l'Union européenne.

1,9 million... C'est le nombre de personnes qui auraient participé à des actes de corruption l'année dernière, soit 29,3% de la population âgée d'au moins 18 ans. 39,4% disent même avoir été sollicitées pour participer à des actes illégaux, selon la dernière étude de l'association Centre d'étude de la démocratie. Pire, selon ces résultats, 70% de la population serait prête à prendre part au « système ». C'est dire si la corruption est toujours plus présente dans le quotidien des Bulgares. Pourtant, entre 2000 et 2004, les actes de corruption enregistrés avaient commencé à diminuer, mais depuis l'entrée dans l'UE en 2007, les chiffres sont malheureusement repartis à la hausse atteignant aujourd'hui des sommets. En cause, l'instabilité gouvernementale et l'imbrication entre le monde politique et celui des affaires.



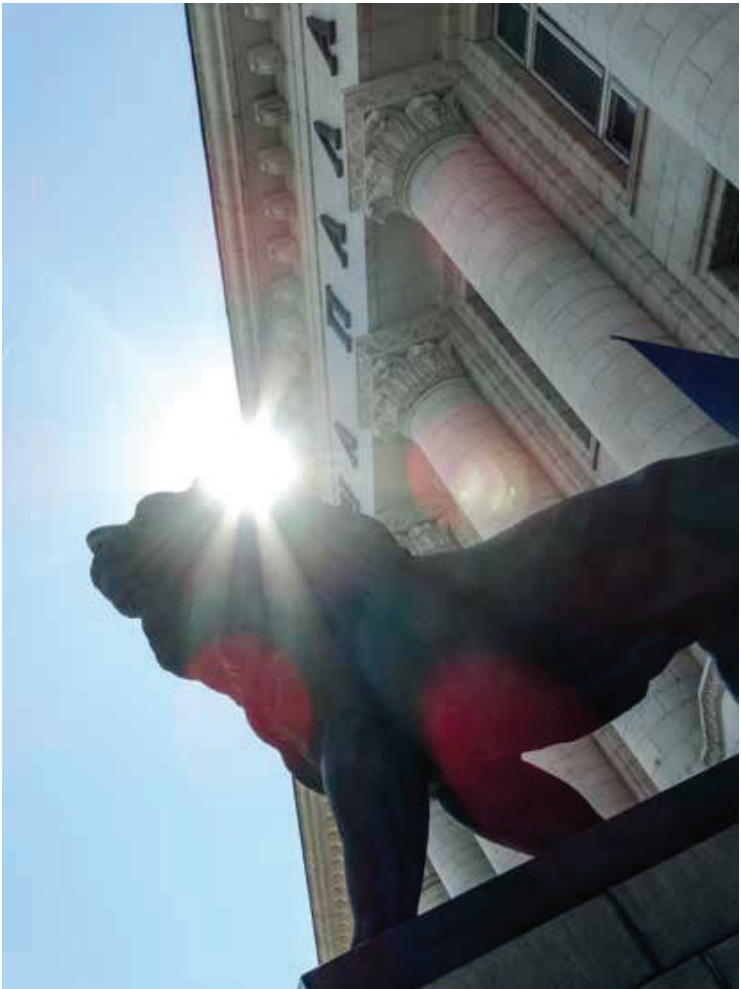


Souvent cités comme la pointe de l'iceberg de la corruption, les agissements de la police sont représentatifs de l'environnement dans lequel fleurit la corruption. Que ce soit pour un document ou pour un « arrangement », les Bulgares seraient très souvent invités à payer les agents afin d'obtenir ce dont ils ont besoin. Ainsi, en matière de contrôles routiers, il est bien connu qu'un billet glissé dans les documents remis à un policier permet d'éviter une contravention. Une « tradition » qui perdure malgré l'installation de caméras dans de nombreuses voitures de police obligeant, au mieux, chacun à être plus discret lors de la « transaction ».

Depuis son adhésion à l'Union européenne, la Bulgarie (tout comme la Roumanie) est régulièrement surveillée en matière de lutte contre la corruption et de réforme de la justice. Mais après certaines promesses, l'UE a rapidement déchanté au point de suspendre en 2008 plus de 500 millions de fonds européens pour « absence de résultats » dans la lutte contre la corruption et le crime organisé *. Dans un pays où la corruption engloutit presque autant que l'apport des fonds européens, les campagnes anti-corruption n'ont servi depuis qu'à faire illusion, tandis que les scandales continuent de s'accumuler inexorablement. En juin dernier, le gouvernement décidait cependant de créer une unité spéciale contre la corruption, opérationnelle début 2016. A voir.



La frontière entre la Turquie et la Bulgarie est régulièrement citée pour des faits de corruption de la part des agents de contrôle et de douane. Il y a un an environ, un réseau était ainsi mis à jour au poste frontière d'Elovo, où les poids lourds se voyaient systématiquement réclamer un bakchich pour entrer sur le territoire bulgare. En avril dernier, c'est carrément le directeur national de la police des frontières qui a dû démissionner suite à des allégations de corruption au principal poste frontière de Kapitan Andreevo, où des illégaux seraient parvenus à monnayer leur entrée dans l'UE. A tel point que la Bulgarie est connue aujourd'hui comme la voie d'entrée terrestre la plus utilisée par les filières djihadistes de l'organisation de l'Etat islamique.



En plus d'être le pays le plus pauvre de l'Union européenne, la Bulgarie a le « privilège » d'être l'unique membre de l'UE à n'avoir jamais condamné l'un de ses ministres. Parce qu'en Bulgarie, tout peut toujours s'acheter : d'un vote aux (faux) témoignages en passant par la décision d'un juge. Dès lors, malgré les scandales politiques, les charges les plus lourdes finissent toujours par être abandonnées au cours de la procédure judiciaire, une fois l'attention médiatique retombée. Dernier exemple en date : l'ancien ministre de l'Intérieur, Tsvetan Tsvetanov, impliqué dans le scandale des écoutes téléphoniques de 875 personnes haut placées, vient d'être blanchi par la justice au bout de deux ans et demi de procès. Ces écoutes ne seraient finalement plus illégales...

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

* L'autre grand mal du pays... Dans un rapport de 2012, la Commission européenne soulignait que « le crime organisé revêt un caractère unique en Bulgarie comparé aux autres pays de l'UE, car il exerce une grande influence sur l'économie du pays ». Rien n'a évolué depuis.

COUP DE MAIN FORTE à Chişinău

Depuis le 15 septembre, un procureur roumain travaille au sein du Parquet anti-corruption moldave (CNA), alors que la république de Moldavie est pressée par ses partenaires internationaux de dépolitiser et réformer son système judiciaire.

PARTAGES DANS LEUR ATTITUDE envers leurs « frères » roumains, les Moldaves réagissent quasiment à l'unisson lorsque la lutte contre la corruption est évoquée : « *Nous voulons que la DNA (Direction nationale anti-corruption, ndlr) traverse le Prut pour assainir la classe politique moldave, comme cela se passe en Roumanie* », entend-t-on dans les rues de la capitale mais aussi dans les campagnes moldaves.

le procès Zambaccian, sept ans pour l'ancien sénateur Cătălin Voicu pour trafic d'influence, ou encore cinq ans pour l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports Monica Iacob Ridzi pour abus de pouvoir. Sa mission sera de contribuer à aligner la législation moldave aux normes européennes et de partager son expertise en matière de lutte contre la criminalité économique et financière.

latives de novembre 2014. Depuis, le CNA, la BNM, le Parlement et même des experts financiers américains s'efforcent de retrouver la trace de cet argent, sans succès pour l'instant.

En colère face à l'absence de progrès dans cette enquête, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue en septembre dernier pour demander la démission du procureur général Corneliu Gurin, du gouverneur de la Banque centrale Dorin Drăguţanu, mais aussi du président Nicolae Timofti. Plusieurs centaines d'entre eux ont érigé des tentes place de la Grande Assemblée nationale, au centre de la capitale, se disant déterminés à ne pas renoncer à ce mouvement de protestation tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites. Le 21 septembre, le gouverneur de la BNM a annoncé sa démission en réponse, selon lui, « *aux pressions venant de la part de certains hommes politiques* ».

« *Le gouvernement commence à réagir aux exigences des protestataires mais il est déjà trop tard* », estime le directeur de l'association ADEPT (Association pour la démocratie participative), Igor Botan. D'après lui, inviter un procureur de la DNA en Moldavie ne suffit pas... « *Le problème est que les institutions de l'Etat sont entièrement politisées*. » Une question soulevée par le chef de la délégation européenne à Chişinău, Pirkka Tapiola, qui dénonçait au printemps un ralentissement dans la réforme de la justice. « *Cette réforme ne pourra être considérée comme*



Dimanche 4 octobre, manifestation sur la place principale de Chişinău.

Ce vœu semble avoir été entendu par l'Union européenne, qui, lasse des promesses non tenues des autorités de Chişinău – la capitale moldave – a désigné Mariana Alexandru pour donner un coup de main aux procureurs moldaves. Agée de 56 ans, Mariana Alexandru a obtenu des condamnations retentissantes dans les enquêtes qu'elle a menées en Roumanie : quatre ans de prison pour l'ancien Premier ministre Adrian Năstase dans

Le dossier le plus brûlant que les procureurs doivent résoudre porte sur la disparition fin 2014 d'un milliard de dollars des comptes de trois banques (lire l'article *Plongée dans le gouffre, Regard 71*). L'affaire a éclaté lorsque la Banque centrale de Moldavie (BNM) a découvert que des crédits douteux représentant 15% du produit intérieur brut du pays avaient été accordés en l'espace de quelques jours, juste avant les élections légis-

achevée que lorsque le Parquet sera entièrement dépolitisé et indépendant », avait-il déclaré dans un entretien à Radio Moldavie.

La nomination en 2012 du Procureur général – avec un mandat de cinq ans – avait déjà fait l'objet de marchandages entre les formations politiques, le Parti démocrate (PD) ayant à l'époque fait valoir qu'il n'entendait pas renoncer à cette fonction au profit de ses alliés du Parti libéral. D'où les accusations de l'opposition

visant le manque de volonté du Parquet quand il s'agit de lancer des enquêtes contre des membres du PD. Une nouvelle loi sur la nomination du Procureur général est actuellement en débat. Selon ce texte, le chef du Parquet sera proposé par le Conseil supérieur de la magistrature et désigné par le chef de l'Etat.

Pour le président du Parlement moldave Andrian Candu, la venue de Mme Alexandru à Chişinău équivaut à une « première hirondelle » suscep-

tible d'entraîner un changement du système judiciaire. Plus réservé sur les résultats de cet échange, Alexandru Fala du groupe de réflexion Expert Grup estime que « *la coopération entre le CNA et la DNA est bénéfique mais elle ne va pas entraîner de modifications majeures* ». Et d'ajouter : « *Je ne vois pas possible une vraie réforme du système judiciaire dans un avenir proche*. »

Mihaela Rodina
Photo : Julia Beurq

Avancées en Ukraine ?

Le 5 octobre dernier, près du village de Crymske, dans la république séparatiste de Louhansk. Des tanks des forces ukrainiennes quittent la ligne de confrontation avec les rebelles pro-russes. Deux jours auparavant, les deux camps s'étaient mis d'accord pour retirer leurs armes légères de la zone de conflit. De leur côté, les dirigeants français, russe, allemand et ukrainien étaient le 2 octobre à Paris afin d'avancer dans la mise en œuvre complète des accords signés en février dernier à Minsk devant amener la paix en Ukraine. En marge de cette réunion, le président ukrainien Petro Porochenko a déclaré être « *prudemment optimiste* » quant au succès du processus. De son côté, le porte-parole du Kremlin a simplement parlé de « *discussions sérieuses* ». Au bouclage de ce numéro, le retrait des armes sur une zone tampon de 15 km était toujours en marche. Et les séparatistes avaient accepté de reporter les élections locales dans les territoires sous leur contrôle à 2016. L.C. Photo : Aleksander Gayuk / Agence France-Presse



ROUMAINS, AUSSI

Le Café des Roumains est un média qui, depuis quatre ans, porte la voix de la diaspora roumaine en France forte de 200 000 personnes. Le but de cette association française est aussi de donner des nouvelles « positives » sur la Roumanie et les Roumains à un public français pas toujours informé de façon exhaustive. Rencontre à Paris avec les fondateurs du Café, Mădălina Alexe et Andreea Dumitrașcu.

C'EST UN RAS-LE BOL QUI EST à l'origine de la création du Café des Roumains. En octobre 2011, à la suite de nombreuses expulsions de bidonvilles de Roms roumains en France, les discours discriminatoires et méprisants à l'encontre des Roumains se multiplient dans la sphère politique et médiatique. « *J'en avais assez de tous ces propos qui nous stigmatisaient et du gouvernement français qui associait le mot "délinquance" avec la nationalité roumaine* », se rappelle Mădălina Alexe, 30 ans, aujourd'hui rédactrice dans une société de communication.

« *J'en avais assez de tous ces propos qui nous stigmatisaient et du gouvernement français qui associait le mot "délinquance" avec la nationalité roumaine* »

La colère de cette jeune femme aboutit à un rassemblement baptisé « Je suis roumain (aussi) », en octobre 2011, dont l'intention était d'alerter l'opinion publique française sur la diversité des Roumains établis dans la capitale, et de changer leur image. « *Sur le parvis des droits de l'Homme au Trocadéro, j'ai été surprise car nous étions plus d'une centaine, raconte Mădălina. Etudiants, intellectuels, cadres, ouvriers... Ils avaient un parcours différent, pourtant tous*



ressentaient le poids de la discrimination. (...) Je me suis sentie moins seule », dit-elle de sa voix douce. Lors de cette manifestation, des liens se sont tissés, d'autres se sont renforcés, et Mădălina en a profité pour créer la page Facebook du Café des Roumains.

Cette page – qui compte aujourd'hui presque 3 000 « amis » – se veut un espace d'échange virtuel pour la diaspora roumaine en France où partager informations et conseils. En parallèle, l'équipe dont fait aussi partie Fabien Carlat – un journaliste français passionné par la Roumanie – met en ligne des histoires et des initiatives plutôt « positives » sur la Roumanie, et organise des événements destinés à promouvoir la culture roumaine.

Il y a deux ans, le compte Facebook s'est enrichi d'un site Internet qui accueille aussi des articles sur la culture européenne. La même année, l'association a été rejointe

par Andreea Dumitrașcu, une web-développeuse de 29 ans. « *Je sais que vous êtes un média culturel, leur a-t-elle dit, mais on devrait organiser des rassemblements de soutien contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement roumain.* » Ce fut le début d'une longue série de manifestations. Même si Andreea est à Paris depuis 2009, elle vit à l'heure de sa ville natale, Bucarest. Avec attention, elle guette les moindres sursauts civiques qui peuvent avoir lieu dans son pays auquel elle reste très attachée. Les manifestations anti-austérité de l'hiver 2012, la lutte pour « sauver Roșia Montană » et celle contre les gaz de schiste sont autant de causes qui ont été soutenues par la communauté roumaine depuis Paris, et que le Café des Roumains a largement contribué à défendre.

Le vote de la diaspora à l'élection présidentielle est leur dernier « combat ». « *Nous avons été des milliers à ne pas pouvoir voter. On a bafoué notre droit de vote et c'est*

très grave ! », s'exclame Andreea. Pétition, rassemblements, rencontre avec l'ambassadeur roumain à Paris... La jeune femme est même devenu observateur extérieur lors du scrutin du deuxième tour. « *Mais rien n'y a fait...* », regrette-t-elle.

Pourtant, Andreea comme Mădălina ont senti que depuis cet événement, les choses ont évolué au sein de la communauté roumaine en France. Toutes deux ont le sentiment qu'il y a plus de solidarité, de soutien et de cohésion entre les Roumains d'ici. Elles disent avoir aussi observé que les Roumains de la diaspora se sentent plus fiers et moins gênés de dire qu'« *eux aussi, ils sont roumains* ».

Julia Beurq
Illustration : Café des Roumains

www.cafedesroumains.com



DONNONS DE LA VALEUR
AUX OPPORTUNITÉS !

500
MEMBRES

CCIFER
OPPORTUNITÉS

CCIFER
ACTION

CCIFER
INSPIRATION

CCIFER
FORMATION

MISSION

COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES
FONDÉE SUR LE SAVOIR-FAIRE
FRANÇAIS, LA CCIFER EST UN
LEADER ENGAGÉ DANS LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE DES
PERSONNES, DES ENTREPRISES
ET DE LA ROUMANIE.

WWW.CCIFER.RO

Exilée en Bretagne depuis treize ans, Alina a grandi dans les « maisons d'enfants » développées sous Ceaușescu. Elle retrace son enfance douloureuse dans une biographie, à paraître en français.

MEMOIRE A VIF d'une orpheline



C'EST UNE JOLIE MAISON DE pierre, nichée au fin fond de la campagne bretonne. Dans la cour, traînent trois petits vélos, posés en vrac. Sur la pelouse, un trampoline. Indices d'enfances joyeuses et choyées, loin de celle qu'a traversée Alina Marin. Cette Roumaine de 35 ans, aujourd'hui mère de trois enfants, installée en France depuis treize ans, a grandi dans les orphelinats de l'époque Ceaușescu, les tristement fameuses « case de copii » (maisons d'enfants) à la sinistre réputation.

Une histoire douloureuse qu'elle retrace dans une biographie à paraître en octobre aux éditions Le Faucon d'Or, *Mémoire d'orphelin*. Titre sobre et générique : Alina a voulu donner à son récit une dimension universelle. La jeune femme se sent investie d'un devoir de mémoire... « *Ma vie, c'est aussi la leur*, dit-elle. *Il fallait revenir sur cette époque, l'histoire de ces enfants, pour ne pas oublier leur souffrance, c'est si rare qu'un orphelin se confie.* » Pour la jeune maman, il s'agit aussi d'une thérapie, « un exutoire », un moyen de se réapproprier son histoire.

Alina avait quatre ans lorsque les services sociaux sont venus la chercher, elle et ses deux grandes sœurs. Les trois gamines sont livrées à elles-mêmes ; leur père, électricien muté de force à Călărași pour les besoins de la cause communiste, est alcoolique. Leur mère, mariée contre sa volonté, ne pense qu'à retrouver Bucarest et délaisse une progéniture non désirée. « *Mon histoire est le résultat d'une politique aberrante de croissance, où le corps des femmes était pris en otage, elles n'avaient pas le droit à l'avortement. La société était emprisonnée dans l'idéal d'un beau pays industrialisé. Mais seul le régime est responsable* », estime Alina.

« *Ça commence par des mots, puis ça devient physique. Notre éducation passait par la répression. On était à leur merci, on leur appartenait* »

La petite fille est placée dans un premier orphelinat, loin de ses deux sœurs. Puis, en âge d'aller à l'école, les rejoint au centre de Perișoru, où elle est confrontée à la maltraitance. « *Ça commence par des mots, puis ça devient physique. Notre éducation passait par la répression. On était à leur merci, on leur appartenait* », résume-t-elle. Les coups, les punitions collectives, l'éducatrice qui bichonne son bâton... Alina dépeint l'univers violent de l'orphelinat. Mais aussi, parfois, les bons moments, comme ceux où les petits pensionnaires jouent l'émission dominicale pour enfants.

La « casa de copii » est perdue en rase campagne, entourée de barbelés, coupée du monde extérieur. Les seules sorties ont lieu pendant les vacances, passées à la montagne. « *C'était les seuls moments où on ne nous frappait pas* », se rappelle Alina.

Après 1989, le vent de la révolution parvient jusqu'à l'orphelinat. Grâce à la Croix-Rouge, l'adolescente part un

mois en Suisse, chaque été, pendant quatre ans. Au centre, une nouvelle génération d'éducateurs arrive, porteuse d'autres méthodes. Alina s'entiche de l'un d'eux. Elle a 14 ans et, grâce à lui, entre au lycée. Le livre s'arrête là, mais l'histoire continue ; elle s'inscrit à la faculté de lettres, soutenue par sa famille d'accueil suisse. Qui lui finance une année à Rennes, pour apprendre le français. « *J'étais déboussolée. Je savais, je sentais qu'il fallait que je quitte la Roumanie*, explique-t-elle. *Je ne me sentais pas roumaine, je ne connaissais pas ce pays que j'avais découvert par bribes, pendant les vacances.* » Elle n'est jamais revenue. « *Je ressens une profonde tristesse envers ce pays. Je l'ai abandonné comme il m'a abandonnée* », lâche-t-elle, et regrette qu'« *il n'y [ait] jamais eu d'excuses publiques. Tant que la Roumanie ne reconnaîtra pas ses erreurs, tant qu'il n'y aura pas un vrai débat sur les enfants placés, tant qu'ils n'obtiendront pas le statut de victime, je ne serai pas réconciliée avec ce pays.* »

L'orpheline n'a pourtant pas oublié ses congénères. L'année dernière, pour récolter un peu d'argent en faveur des pupilles roumains, elle a rédigé puis vendu sur les marchés son premier conte pour enfants. Elle en a écrit trois autres depuis, et tente d'en vivre.

Mémoire d'orphelin lui a demandé trois ans de gestation. A l'introspection, Alina a ajouté un gros travail de documentation. Pour l'aider, la jeune femme a recruté une co-auteure, Sabine Sautel, qui a oeuvré dans plusieurs orphelinats de Roumanie. Disponible sur commande dans les librairies françaises, suisses et belges, Aline espère que *Mémoire d'orphelin* sera traduit en roumain. Et aussi adapté en BD, projette-t-elle encore, afin de le rendre accessible à ses anciens compagnons d'infortune. Alors, pour eux, peut-être qu'elle reviendra.

Texte et photo : Elodie Auffray.

L'ordonnance

« *Dans l'histoire de l'humanité, la Roumanie présente la spécificité d'être le seul pays où [les abandons] aient été encouragés et organisés par l'Etat* », écrivait l'ONG Care dans un rapport paru en 2009, vingt ans après la révolution. Dès 1970, le régime de Ceaușescu a jeté les bases de sa politique nataliste, avec pour objectif de doper la démographie, mais également d'asseoir la suprématie de l'Etat sur la famille. L'ordonnance prise à l'époque prévoyait l'interdiction de l'avortement, l'obligation pour les femmes de mettre au monde au moins cinq enfants et la mise en place d'un réseau d'institutions destinées à recueillir les rejetons de cette politique. A sa chute, en 1989, la Roumanie comptait environ 120 000 enfants abandonnés, répartis dans quelque 600 orphelinats. Il faudra attendre 1997 pour que l'ordonnance de 1970 soit abrogée.





Photo extraite de l'exposition ELEVATION actuellement à ARCUB Hanul Gabroveni (Strada Lipscani 86-90, Bucarest), ouvert tous les jours de 10h00 à 22h00 jusqu'au 30 octobre 2015.

Corps commun

Le festival international Temps d'Images revient du 7 au 14 novembre à Cluj (centre-ouest de la Roumanie) pour une 8ème édition qui interroge les jeux et les (dés)équilibres entre individualités et collectivités, aussi bien en matière de création artistique qu'au niveau social.



L'ART SERA IMPLIQUE OU IL NE SERA pas. Tel est le crédo de l'association ColectivA qui, en 2008, créait le pôle roumain du réseau Temps d'Images, un projet imaginé, à l'origine, par la chaîne thématique franco-allemande ARTE. Espace de rencontre, exploration et fusion entre théâtre, danse et art vidéo, le Temps d'Images clujois a progressivement canalisé son appui vers le milieu artistique indépendant, dans un pays où le secteur artistique public se taille la part belle des ressources.

Le festival se confond désormais avec la Plateforme indépendante pour les arts du spectacle de Roumanie, créée en étroite collaboration avec Iulia Popovici, critique de théâtre et de danse contemporaine. Terrain de réflexion culturelle sur les problématiques du monde contemporain, le festival est également devenu « *un lieu où les artistes roumains se sentent respectés, mis en exergue en tant que créateurs qui méritent d'être connus à l'international* », précise Miki Braniște, directrice du festival Temps d'Images.

Andrei Moldovan

Photo : Temps d'Images / ColectivA

L'affiche audacieuse attire d'ailleurs nombre de spécialistes étrangers. Cette année, la chance à la visibilité est encore plus grande ; l'Office français de diffusion artistique en partenariat avec l'Institut français de Roumanie (IFR) amènent au festival toute une délégation d'experts du spectacle vivant. Dans le même temps, l'Institut y invite la plupart des directeurs de théâtre et de festival de Roumanie, « *dans une tentative de resserrer davantage les liens entre les scènes des deux pays, et à l'horizon du Festival de Roumanie en France, prévu pour 2018, à l'occasion du Centenaire de la Roumanie moderne* », précise Christophe Pomez, attaché culturel et directeur délégué de l'IFR à Bucarest.

Un rassemblement qui pourra soit faire avancer le débat, soit déjà illustrer la réalité concrète du thème choisi pour cette édition – individualisme et solidarité artistique. « *J'ai remarqué que les spectacles que nous proposons au sein de la Plateforme indépendante sont par la suite invités par d'autres festivals du pays, y compris ceux organisés par des théâtres publics. Je m'en réjouis, même si j'aimerais voir ces institutions assumer, elles aussi, les risques des créations portant sur des sujets sensibles et accorder aux jeunes artistes roumains la confiance dont ils ont besoin afin de s'épanouir dans leur propre pays* », souligne Miki Braniște.

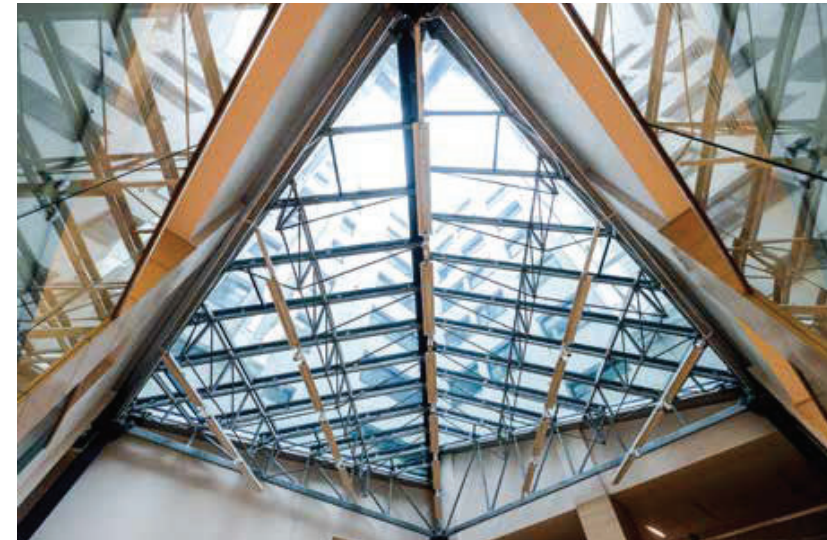
AGENDA DE L'IFR :

23-29 octobre : 6ème édition des Films de Cannes à Bucarest (avec notamment la participation de Jacques Audiard, Adèle Exarchopoulos, Gaspard Noé et Thierry Frémaux).
30 octobre-8 novembre : Festival du film français (Brașov, Bucarest, Buzău, Cluj, Contanța, Iași, Sibiu, Timișoara, avec une compétition des premiers et seconds longs métrages).
30 octobre : Jury du « Choix roumain de la liste Goncourt », avec David Foenkinos, auteur de *Charlotte*, Prix Goncourt des lycéens 2014, parrain de cette troisième édition du « Choix roumain de la liste Goncourt ».

6 novembre : 20ème anniversaire du Collège juridique.
7-14 novembre : Festival Temps d'images à Cluj.
12-13 novembre : « Tu parles français, noi te angajăm » – ateliers, conférences, visites d'entreprises à Iași.
18 novembre : 2ème concert Frenchmania.
19 novembre : Concert d'Ibrahim Maalouf à Bucarest.
14-18 décembre : Tournée de jazz avec Vincent Peirani et Emile Parisien à Cluj, Târgu Mureș et Bucarest.

A lire

La Bibliothèque nationale de Roumanie, en partenariat avec la plateforme interdisciplinaire Romania Educab a lancé cet automne une vaste campagne de collecte de livres, d'équipements et de mobilier à l'intention de 626 bibliothèques de neuf départements du pays. En vigueur jusqu'au 21 décembre, la campagne se donne pour but de contribuer au développement des bibliothèques, tout en alimentant le goût pour la lecture. Selon une étude Eurostat réalisée en 2013, 51% des Roumains ne lisent qu'un seul livre par an, soit 7% de moins que lors du précédent rapport de 2007. Romania Educab regroupe actuellement une vingtaine d'organisations, sociétés, ONG et institutions publiques. I.L. Photo : Dragoș Savu / Mediafax



Intérieur de la Bibliothèque nationale de Roumanie, à Bucarest.

ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication - Création graphique et design - Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line) - Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)	- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux) - Création et organisation d'événements - PR - Merchandising - Signalétique, PLV et communication indoor
--	--

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro

www.erka.ro



Disparition de la plus francophile des Roumains

Madame Gorunescu * est décédée le 20 juillet dernier, à l'âge de 87 ans. Cette ancienne professeur était sans doute la francophile la plus accomplie de Roumanie. Elle avait consacré toute sa vie à la France, publiant plus de 30 dictionnaires et livres de grammaire et d'exercices franco-roumains, devenus les ouvrages incontournables et la référence pour des centaines de milliers de ses compatriotes apprenant le français. Chaque matin, elle se levait à trois heures et s'installait devant sa machine à écrire, dans la plus complète solitude, ne connaissant aucun Français avec lequel elle aurait eu le bonheur de converser, car l'ancien régime l'avait mise à l'écart. Modeste par nature, Elena Gorunescu a mené son œuvre monumentale dans l'anonymat, survivant avec sa modeste retraite, sans reconnaissance de nulle part... Jusqu'à ce vendredi 5 novembre 2010 où l'ambassadeur de France d'alors, Henri Paul, alerté sur cette injustice, ne lui remette au nom du Président de la République les insignes d'officier des Arts et des Lettres et de chevalier des Palmes académiques. Henri Gillet (*Les Nouvelles de Roumanie*)

* *Regard* lui avait consacré un portrait en 2010 (numéro 46, page 38).

 MENU **Le Point Culture**

Elena Gorunescu, une vie consacrée aux dictionnaires français

Publié le 13/11/2010 à 16:07 | AFP





Cannes à Bucarest

JACQUES AUDIARD, EMMANUELLE Bercot, Gaspar Noé, Adele Exarchopoulos, Tahar Rahim... Des stars du cinéma français font l'affiche de la sixième édition des Films de Cannes à Bucarest, festival qui se déroulera du 23 au 29 octobre au Cinéma Studio, Cinéma Elvire Popesco et Cinéma Pro. Il propose des dizaines de films venus de Cannes en première pour la Roumanie, avec plus d'une centaine de projections, des cours de cinéma, des tables rondes, rétrospectives et autres événements.

L'actrice et réalisatrice Emmanuelle Bercot inaugurera le Cannes de Bucarest avec le même film qui avait ouvert Cannes en mai : *La Tête haute*, avec Catherine Deneuve. Bercot a notamment gagné le Prix d'interprétation féminine pour son rôle dans *Mon roi*. Jacques Audiard, Palme d'Or avec *Dheepan*, sera aussi présent à la projection de son film qui touche un sujet brûlant, celui des réfugiés en Europe. Tout comme Gaspar Noé, à Bucarest pour une soirée incendiaire avec *Love*, film semi-pornographique en 3D interdit aux mineurs. Enfin, Adèle Exarchopoulos (*La vie d'Adèle*) et Tahar Rahim parleront cinéma et amour – ils forment un couple dans *Les Anarchistes*, long métrage sur une infiltration dans le milieu anarchiste à la fin du 19ème siècle.

Un événement spécial sera par ailleurs dédié à Thierry Frémaux, le délégué général du Festival de Cannes, qui va célébrer 120 ans de cinéma en présentant des films Lumière restaurés. A côté de *Dheepan* et *Mon roi*, le festival projettera *The Assassin* (Grand Prix), le surréaliste *The Lobster* (Prix



du Jury), *Chronic* (Prix du scénario), *La loi du marché* (Prix d'interprétation Vincent Lindon), *La Tierra y la sombra*, primé Caméra d'Or, et les films qui ont remporté des prix dans la section Un Certain Regard, comme *Rams* (Prix Un Certain Regard), *The High Sun* (Prix du Jury), *Journey to the shore* (Prix de la mise en scène), *Masaan* (Prix de l'Avenir). A ne pas

rater aussi *Mustang*, le choix surprenant de la France aux Oscars 2016, une sorte de *The Virgin Suicides* version orientale, et *Arabian Nights*, un marathon de 338 minutes qui testera la patience des cinéphiles. Plus d'informations et programme sur : www.filmdefestival.ro.

Florentina Ciuverca

MIEUX COMPRENDRE LA ROUMANIE

L'Accueil français et francophone de Bucarest (AFB), avec l'appui de l'Institut français de Bucarest, organise un cycle de conférences



Au programme d'octobre à décembre 2015

Les conférences se déroulent les mercredis de 9h30 à 11h30, à la Salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest (77 Bd Dacia)

Accès aux membres de l'AFB
Renseignements et modalités pratiques : www.bucarestaccueil.com
Courriel : conferences.bucarestaccueil@gmail.com

- 14/10 : Bucarest dans l'Entre-deux-guerres : «le Petit Paris»
- 04/11 : La monarchie et la Grande Roumanie
- 25/11 : Influence des gitans sur l'art : la littérature, la peinture, la musique
- 09/12 : La Garde de fer et la montée de l'extrémisme

FRENCHMANIA
KEO și invitații săi cântă în franceză !
Alexandra Ungureanu Bodo (Proconsul) Cornel Ilie (Vunk)
Dorian Popa Lora Paula Seling
prezentat de Teo Trandafir

INSTITUT FRANÇAIS ROUMANIE

SALA ELVIRE POPESCO
Institutul Francez București

Voyage dans *l'effroyable*

Dans *Les voix de Iași, une épopée, l'écrivain franco-suisse Jil Silberstein dresse le portrait d'une communauté dont il est originaire, celle des Juifs de Moldavie. L'ouvrage, à mi-chemin entre le récit historique et l'autobiographie, retrace avec minutie la vie de cette communauté, du 15ème siècle à nos jours.**

D'ABORD UNE IMAGE, CELLE DE LA commémoration en 2011 des 70 ans du pogrom de Iași au cours duquel 13 000 Juifs périrent, et une interrogation : « *Comment, au sein d'une ville prospère si pleine de charmes, (...) on a pu en venir à l'effroyable curée du mois de juin 1941 ?* », se demande Jil Silberstein au tout début de son livre. Animé par le besoin de répondre à cette question, l'auteur, qui a longtemps méconnu ses origines juives, est parti en quête. A la manière d'un détective amateur, cet écrivain, poète et journaliste, né à Paris en 1948, est retourné sur les traces de ses arrières grands-parents, Babette et Berman Silberstein, et surtout sur celle des Juifs de Iași.



Jil Silberstein n'est pas historien, il fait d'abord part au lecteur de ses doutes sur sa démarche tout en questionnant le cours de l'Histoire : « *A quoi se laissait-elle résumer, la destinée de la communauté israélite de Iași, sinon à une avance cahin-caha, en dents de scie – sorte de danse désordonnée à travers les époques, tantôt poussive, parfois heureuse, souvent cruelle, humiliante, meurtrière... selon qu'un accordéoniste nommé Histoire, pianotant sur les boutons nacrés et excellant à brasser l'air, s'appliquait à distendre le soufflet, ou au contraire à l'écraser ?* »

Depuis des années, l'écrivain collectionne d'anciennes cartes postales représentant des détails de « sa ville » : le quartier israélite, la vieille synagogue, les boutiques tenues par les membres de la communauté... Autant d'images qui racontent le passé de l'ancienne capitale de la principauté de Moldavie, alors « *épicentre de la présence israélite en Roumanie* ». Dans son récit, Silberstein continue d'être un collectionneur. Il accumule les témoignages auprès des membres de sa famille et de la communauté israélite de Roumanie, les entremêlant de faits historiques. Une « enquête » vivante et minutieuse étayée de citations extraites de lectures personnelles.

Régulièrement, comme une respiration, Silberstein interrompt le récit par des lettres destinées à un

ami – dont on ne saurait dire s'il existe réellement ou si ces lettres sont adressées à lui-même. Elles permettent au lecteur de se mettre à la place de l'écrivain et de prendre connaissance en même temps que lui – avec joie ou tristesse – de nouveaux éléments dans sa recherche. Comme la rencontre avec un cousin qui vit encore et a bien connu ses grands-parents ; ou encore la découverte, au dos de l'une de ces cartes postales qu'il affectionne tant, de propos antisémites.

En filigrane, il décrit aussi l'évolution d'un antisémitisme très présent en Roumanie. Car l'historiographie de la communauté israélite est indissociable des lois antisémites qui ont été appliquées au fil des siècles dans toute l'Europe. Plus la date fatidique du pogrom de juin 1941 approche, plus la tension croît et plus la liste des actes violents à l'encontre des Juifs s'allonge. A la fin du récit, on a la sensation d'avoir découvert un monde caché dont il existe désormais peu de traces écrites. *Les voix de Iași, une épopée* en est une, essentielle.

Julia Beurq

* Ouvrage publié en mai dernier aux éditions Noir sur Blanc (Lausanne, Suisse).

COMMUNIQUÉ

L'ARMENIE AFFIRME SON ENGAGEMENT FRANCOPHONE A L'OCCASION DE LA 31ÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE LA FRANCOPHONIE



Pour marquer son engagement francophone, l'Arménie s'est mobilisée afin d'accueillir la 31ème Conférence ministérielle de la Francophonie les **10 et 11 octobre 2015** à Erevan. Il s'agissait pour les autorités arméniennes de réaffirmer leur attachement à la promotion de la Francophonie et de ses valeurs.



Le mont Ararat, symbole de la culture et de l'identité arménienne.
Photo : Gor Elchyan

Depuis son adhésion en tant que membre de plein droit à l'OIF en octobre 2012, l'Arménie a pris de nombreuses initiatives pour inscrire durablement la Francophonie au cœur de ses priorités.

La signature du pacte linguistique visant à renforcer la présence du français et de la culture francophone, l'introduction d'une troisième langue étrangère optionnelle dans le cadre de la politique linguistique éducative ainsi que la diffusion, par le CREFECO, de nouvelles pratiques pédagogiques pour les professeurs de français contribuent à conforter la place du français en tant que troisième langue d'enseignement en Arménie.

Ainsi, plus de 250 établissements (collèges et lycées) dispensent l'enseignement du français à Erevan et dans les villes de province. L'Université française d'Arménie (UFAR) ainsi que les universités membres de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) complètent ce réseau d'enseignement du et en français. Dans un effort d'amélioration de la qualité d'apprentissage, **du 12 au 16 octobre 2015**, l'Alliance française d'Erevan, à l'initiative du CREFECO et du ministère en charge de l'éducation a également réuni les professeurs de français d'Arménie pour une session de perfectionnement sur « La production écrite à partir de documents authentiques ».

Il s'agit d'une démarche globale lancée par les autorités arméniennes qui ne se limite pas à renforcer le français dans le système éducatif. Le ministère des Affaires étrangères a notamment répondu de façon positive à l'appel de l'OIF pour la mise en place d'un plan national pour le développement des compétences professionnelles et techniques en langue française au sein des administrations (diplomates, fonctionnaires nationaux en charge de dossiers internationaux et amenés à représenter leur pays dans les réunions internationales, UE, UA, ONU, etc.). Plus de 290 fonctionnaires arméniens ont déjà été formés de 2010 à 2013. Clairement, le souhait des autorités est de renforcer l'influence francophone dans la région.

A souligner par ailleurs l'initiative prise par la délégation arménienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui a créé un parlement des jeunes francophones arméniens inauguré en marge de la Conférence ministérielle, dont l'objectif est de sensibiliser la jeunesse à la démocratie et à la citoyenneté, et de la convaincre de faire le pari du français et de la Francophonie.

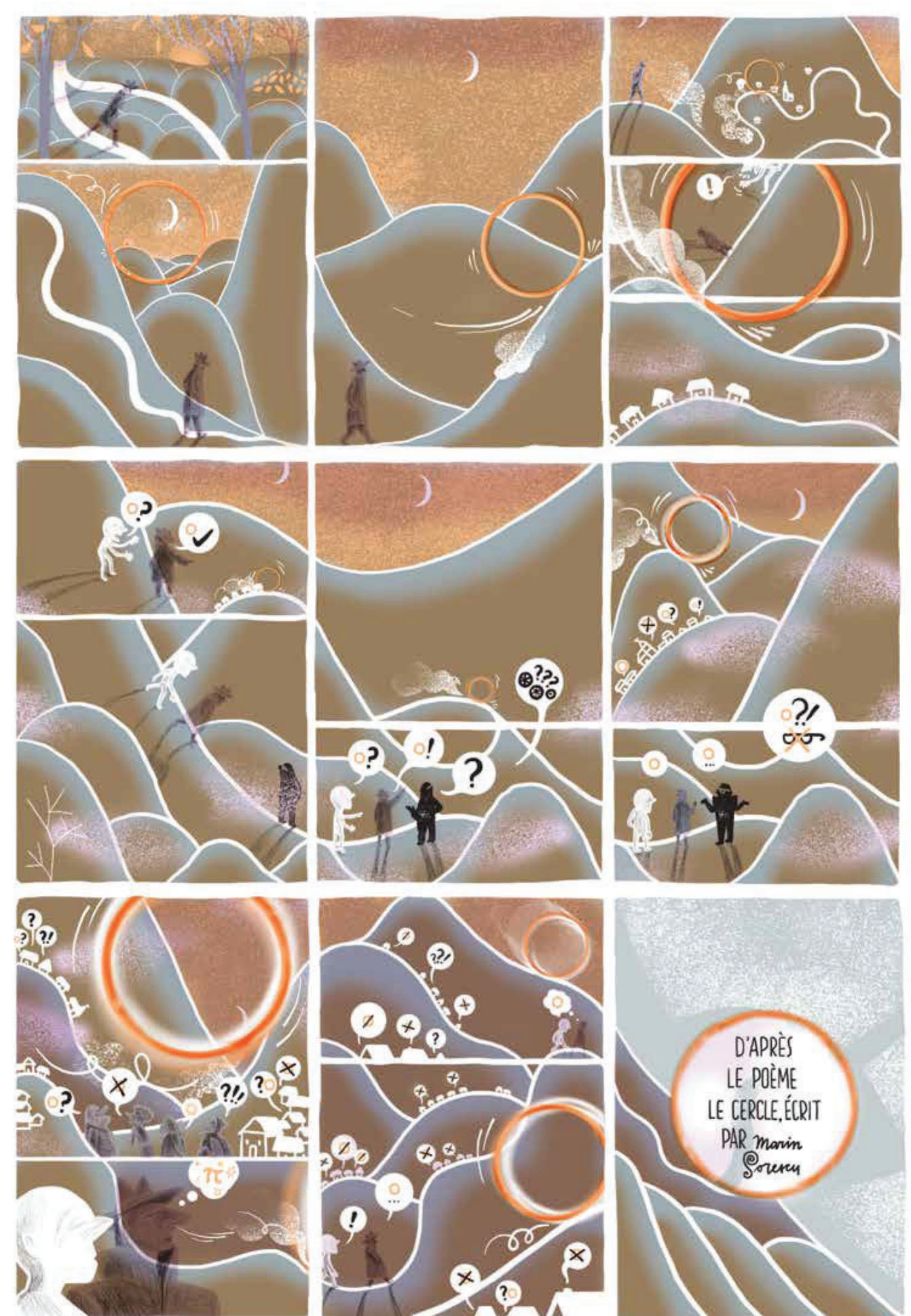
La chronique

DE MATEI MARTIN

CAPITAL POUR ETRE CAPITALE

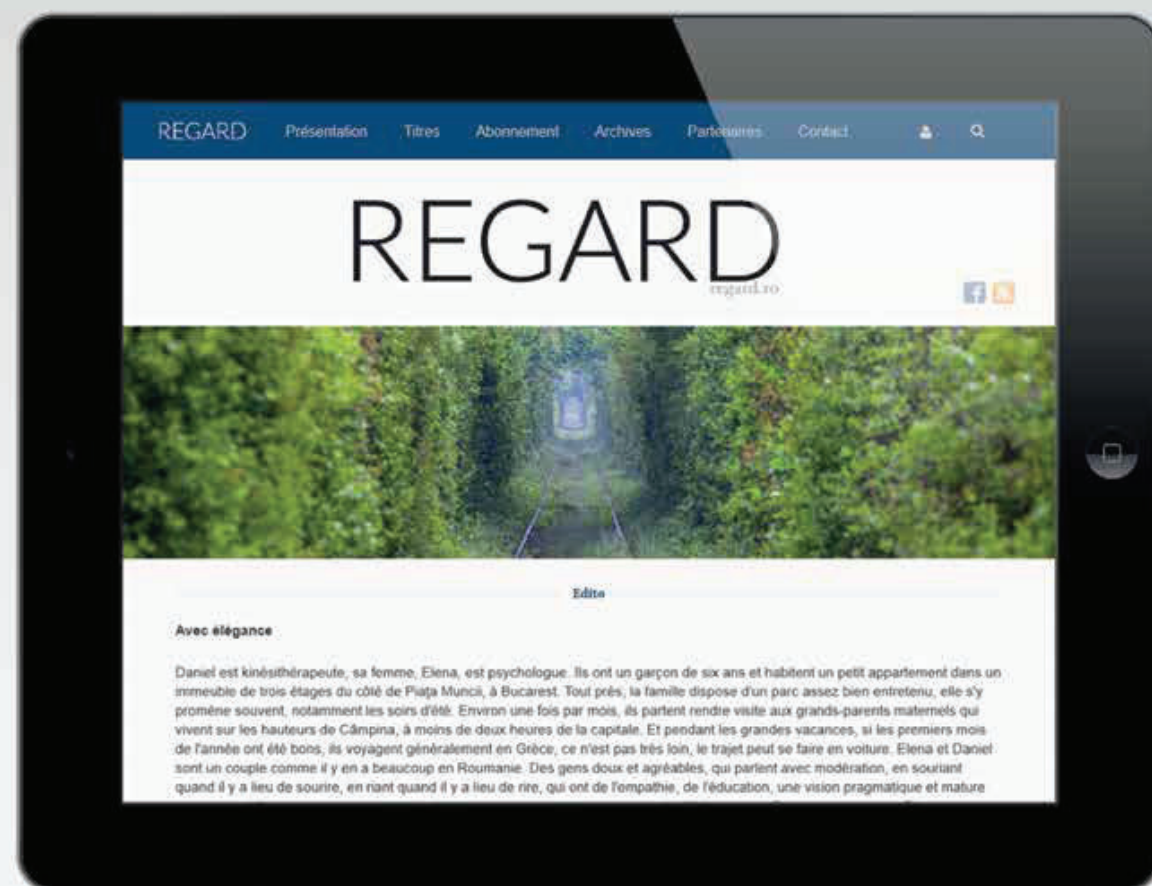
L'Europe, ce n'est pas que la libre circulation, le libre-échange et la monnaie commune. Pendant longtemps, ceux qui ont construit l'Union européenne ont tenté de convaincre les sceptiques qu'il y avait d'autres valeurs, qu'il existait un esprit européen commun, une culture partagée par tous. Les polémiques les plus intéressantes sur l'Europe portent précisément sur cet esprit commun. Y a-t-il un « contenu » ou est-ce juste un « emballage » ? Evidemment, pas de réponse sans équivoque. En 1985, lorsque la ministre grecque de la Culture Melina Mercouri et son homologue français Jack Lang ont créé le programme de la capitale européenne de la culture, ils avaient en vue un large circuit mettant en exergue les grandes richesses de la culture sur le continent. Et aussi d'ouvrir le champ culturel sur d'autres domaines, d'élargir l'horizon de la création, de cibler de nouveaux publics. En 2021, une ville de Roumanie sera capitale européenne de la culture. L'enjeu est grand. Il ne s'agit pas seulement de fonds européens mis à disposition pour soutenir la programmation culturelle, mais du prestige de la ville et de sa visibilité internationale qui pourra être ensuite valorisée : nouveaux investissements, infrastructures, tourisme, etc. A long terme, le statut de capitale culturelle peut contribuer au développement économique. L'histoire récente l'a prouvé : Sibiu, qui fut capitale culturelle en 2007, est aujourd'hui une ville en plein élan. A en croire Constantin Chiriac, qui dirige le Festival international de théâtre de Sibiu, l'un des plus importants en Europe, pour chaque euro investi dans le domaine culturel, la ville en gagne désormais trois. Sibiu est l'une des rares villes de Roumanie qui a su se doter d'une politique culturelle cohérente en offrant une perspective à la fois pragmatique et idéaliste dans le domaine. La culture, c'est aussi de la valeur ajoutée. La désignation de la capitale se fait en deux étapes : une présélection nationale, après évaluation des dossiers de candidature, offrira au jury européen une liste courte de villes. Pour le moment, rien n'est joué : début décembre sont attendus au ministère de la Culture les représentants des villes candidates qui déposeront leur dossier. Et il y en aura une bonne douzaine. Mais la compétition est inégale, certaines villes sont plus développées que d'autres et soutiennent depuis longtemps une belle programmation culturelle. Certaines sont moins riches, mais ont lancé avant les autres compétiteurs une réflexion sur la mise en valeur de leur patrimoine et l'avenir de la création locale. A Cluj, le Festival international du film (TIFF) est devenu une marque, un emblème de la ville. Iași organise depuis trois ans un grand festival de littérature et de traduction littéraire (FILIT), avec des dizaines d'invités ; à cela s'ajoute un grand festival de l'éducation. Alba Iulia, au cœur du pays, est la ville de l'Union, l'autre capitale, avec ses vestiges redécouverts. Timișoara, à l'ouest, est la cité multiculturelle par excellence, avec ses voisinages surprenants et sa tradition industrielle et commerciale. Craiova, dans le sud, a son festival Shakespeare, et une bonne réputation en arts visuels. Bucarest elle aussi annonce sa candidature. Devenir capitale européenne de la culture est un engagement à long terme, une vision partagée par tous les acteurs locaux, une volonté politique dépassant le cycle électoral. Il se peut bien qu'après les élections à venir, les stratégies développées aujourd'hui devront être mises en application par une autre équipe. Par ailleurs, la compétition pour devenir capitale européenne de la culture est un peu comme une Olympiade : l'important n'est pas vraiment de gagner, mais d'y participer. Car avant et pendant leur candidature, les villes ont à consolider leurs investissements dans la culture et surtout à réfléchir sur le rôle de la création dans leur développement. De fait, le processus compte davantage que le succès. Cet engagement pour la création est un capital précieux.

Matei Martin est journaliste à Radio România Cultural et *Dilema veche*.



DESSIN DE SORINA VASILESCU

EN LIGNE...



Le site **www.regard.ro** accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

CULTURE

Gaudeamus

Le plus important salon du livre de Roumanie, Gaudeamus, aura lieu du 18 au 22 novembre au parc d'expositions Romexpo à Bucarest. L'invité d'honneur de cette 22ème édition sera le Gadif (Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones en Roumanie), présidé par Jean-Hubert Lebet, ambassadeur de Suisse à Bucarest. Le salon, qui attend plus de 110 000 visiteurs, accueillera 380 maisons d'édition et 400 lancements de livre. Parmi les ouvrages francophones, à noter celui du Belge Hubert Rossel : *Transylvanie – Les églises fortifiées du pays des Sicules* (Editions Risoprint, Cluj-Napoca, 2015). « Le sujet du livre est très spécifique et n'a jamais été traité dans une autre langue que celle de la culture dont il parle, explique l'auteur. Déjà présenté en Transylvanie une dizaine de fois, particulièrement dans le territoire des Sicules, le livre est accueilli avec enthousiasme par les populations concernées ; les contacts avec les Sicules sont toujours très riches et profonds. Je présenterai mon ouvrage au stand du Gadif. » C.C. Photo : Dragoș Savu / Mediafax



KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

LE CŒUR DE LA REINE MARIE DE ROUMANIE VA ETRE TRANSFERE AU PALAIS DE PELISOR

Elle était l'une des petites-filles de la reine-impératrice Victoria. (...) Elle épouse à l'âge de 17 ans le prince héritier Ferdinand de Roumanie. Celui-ci fera d'elle une reine le 10 octobre 1914. A la mort de son mari le 20 juillet 1927, Marie reste vivre en Roumanie. C'est là qu'elle meurt, onze ans plus tard, au palais de Pelisor. L'ex-reine Marie avait souhaité que son cœur repose dans une chapelle spécialement construite pour le receler à Balcic, une ville du bord de la mer Noire où la famille royale roumaine possédait un château, qui était devenu sa résidence d'été favorite. Ce qui fut fait. Mais, en 1940, cette région côtière de la Roumanie était redonnée à la Bulgarie. (...) La famille royale transféra la boîte contenant le cœur au château de Bran, dans les Carpates, une autre résidence royale que la reine Marie appréciait également. Nouveau revirement de l'histoire. Les descendants de la reine ont rappelé que la chapelle de Bran « a été profanée sous le régime communiste ». Après l'abdication forcée

du roi Michel Ier de Roumanie – le petit-fils de Marie – en 1947, le château avait en effet été confisqué par l'Etat communiste roumain. Le cœur a alors été transféré au Musée national d'histoire de Bucarest. Les tribulations du cœur de Marie de Roumanie auraient pu s'arrêter là. Mais c'était sans compter sur le souhait de l'ancienne famille royale roumaine que la relique soit exposée dans un lieu en lien avec la défunte reine, et plus exactement au palais de Pelisor, « l'endroit où le cœur a battu pour la dernière fois ». Renfermé dans une petite boîte en argent, il « reposera sur un socle placé derrière le canapé où elle a trépassé, le 18 juillet 1938, à 17h38 », a annoncé la famille royale dans un communiqué. Le transfert aura lieu le 3 novembre prochain, lors d'une procession à laquelle prendront part plusieurs personnalités.

www.parismatch.com et AFP, 26/09/2015

LE RUGBY ROUMAIN A LA RECHERCHE DE SA GLOIRE PASSEE

Après un long hiver qui a duré près de vingt ans, les feuilles du chêne, symboles du XV roumain, reverdissent depuis quelques années. Le point le plus bas avait été atteint à la Coupe du monde 2011, quand les hommes en jaune avaient essuyé un zéro pointé, sans victoire ni bonus défensif, qui leur avait valu le bonnet d'âne de leur poule. Une distinction dont ils se seraient bien passés et qui les a obligés à passer par un tournoi de qualification pour figurer parmi les vingt nations élues de cette Coupe du monde. Du temps de Nicolae Ceaușescu, une telle humiliation aurait pu valoir les pires ennuis à l'encadrement de l'équipe et à ses joueurs, la plupart employés par l'armée. C'était l'âge d'or du rugby roumain comme du football (on se souvient des prouesses européennes du Steaua Bucarest), véritables passions du dictateur et de son fils, plus amateurs de sports collectifs que des disciplines d'excellence

traditionnelle roumaines, comme la gymnastique. Toutes les grandes nations européennes de l'époque, sauf l'Angleterre, sont tombées au moins une fois dans le piège roumain. Au point que les dirigeants du rugby continental ont souvent été tentés d'intégrer la Roumanie au Tournoi des V nations. Mais le projet a buté à chaque fois sur la situation politique roumaine et son sulfureux dictateur. Après la chute du régime, en 1991, l'offre fut officiellement faite. Mais le président de la fédération de l'époque refusa la main tendue, invoquant le prétexte des terrains gelés impraticables en février-mars en Roumanie. En réalité, il semble bien que l'homme fort du rugby roumain n'avait pas les mains libres. Le XV roumain avait gardé pas mal de ses cadres, en même temps que sa réputation de bastion de l'ancien régime. (...)

Jean-François Fournel, *La Croix*, 23/09/2015

PRISE DE FONCTION DU NOUVEL AMBASSADEUR AMERICAIN EN ROUMANIE, HANS G. KLEMM

Après avoir prêté serment devant le président roumain, Hans G. Klemm, le nouvel ambassadeur américain en Roumanie a pris ses fonctions. M. Klemm, un diplomate de carrière qui devient le premier ambassadeur de Washington en Roumanie depuis décembre 2012, a été entre 2007 et 2010 ambassadeur au Timor oriental. Il a également rencontré le ministre roumain des Affaires étrangères, Bogdan Aurescu pour discuter du bouclier anti-missile américain qui doit entrer en service cette

année à Deveselu, petite ville du sud de la Roumanie, afin de protéger les membres de l'OTAN contre d'éventuelles attaques. Les deux hommes ont également discuté de la suppression des visas, les Roumains ayant actuellement besoin d'un visa pour se rendre aux Etats-Unis. A noter que les deux pays ont célébré cette année 135 ans de relations diplomatiques.

sunherald.com et The Associated Press, 21/09/2015

Où trouver *Regard* ?

Kiosques



MIHAELA DEDEOĞLU

ZEBRA

LUNI-VINERI, 10:00-13:00

**București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM
Chișinău 107.3 FM**

**Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro**

La chronique

DE LUCA NICULESCU

UN CERTAIN NON A L'EUROPE

Le courant anti-européen est-il en train de monter en puissance ? Un sondage récent montre que la confiance que les Roumains font à l'Europe a subi un revers. En deux mois, elle a baissé de plus de sept points, passant de 60 % à un peu plus de 52 %. Ce qui s'est passé entre juillet et septembre 2015 est bien connu : la crise des réfugiés, où les Roumains ont probablement jugé que l'Europe avait apporté une réponse insuffisante. Perception entretenue par les déclarations de certains hommes politiques roumains qui ont reproché à l'Europe de vouloir imposer des quotas contraignants de réfugiés à la Roumanie. Cela a suffi pour que la confiance de la société roumaine dans l'Europe baisse de manière significative. Cette position est-elle strictement conjoncturelle ou peut-elle durer ? Les Roumains, qui ont toujours été parmi les plus « euro enthousiastes », risquent-ils de s'éloigner de leur attachement à l'Europe ? La question mérite d'être posée. Certes, ils savent très bien ce que l'Europe leur a apporté. De la liberté de circulation et de travail dans d'autres pays dont bénéficient plus de trois millions d'entre eux, aux fonds structurels qui aident au développement du pays – si ces fonds étaient mieux dépensés, la situation serait encore meilleure. Mais d'un certain point de vue, cela ne suffit plus. Il y a des Roumains qui se sentent toujours des Européens de seconde zone. La non adhésion à l'espace Schengen par exemple, ou encore certaines relations bilatérales toujours dominées par la question des Roms font en sorte que certains Roumains se sentent mal aimés. Heureusement, la Roumanie ne connaît pas de mouvement politique extrémiste. Le Parti de la Grande Roumanie, avec son discours xénophobe et antisémite des années 1990 n'existe plus. Ceci étant, des signes inquiétants apparaissent. Un discours intolérant commence à s'infiltrer dans les réseaux sociaux et certains médias. Exemples : les discussions autour du projet de construction d'une mosquée à Bucarest, ou sur l'accueil des réfugiés. Parallèlement, il y a aussi ce manque criant dans l'espace public de débats sur les valeurs que porte l'Europe, comme la liberté, l'égalité ou la tolérance. Enfin, on voit de plus en plus souvent dans les émissions de télévision des hommes politiques qui opposent « leur » Roumanie à l'Europe, comme si la Roumanie n'était pas déjà membre de l'UE depuis bientôt dix ans. Souligner les différences au lieu de marquer ce qui nous rapproche, voilà le danger potentiel.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION
DE FUNDATIA FRANCOFONIA

Président

Bruno Roche

Comité de direction

Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Elodie Auffray, Julia Beurq,
Mihaela Cărbunaru, Florentina Ciuverca,
Carmen Constantin, Daniela Coman,
Nicolas Don, Dimitri Dubuisson,
Aline Fontaine, Ioana Lazăr, Matei Martin,
Jonas Mercier Mure-Ravaud,
Andrei Moldovan, Luca Niculescu,
Dan Popa, Benjamin Ribout,
Răsvan Roceanu, Mihaela Rodina,
Radu Umbreș, Isabelle Wesselingh

Maquette

Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations

Elodie Auffray, Julia Beurq, ColectivA,
Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine,
Franz Galo, Pascal Gravot Haeberli,
Daniel Mihăilescu, Mircea Restea,
Zsolt Reviczky, Sorina Vasilescu,
Agence France-Presse, Mediafax

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web Master

Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Safest Bank in Romania »
2014

UNE RAISON DE PLUS DE
CROIRE EN L'AVENIR

TA BANQUE. TON ÉQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

WWW.BRD.RO 